

M. Georges Marchais
en visite
à Pékin
LIBRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 5,30 kr. ; Espagne, 60 pes. ; États-Unis, 50 ct. ; Grèce, 200 dr. ; Irlande, 160 p. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 6,00 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Tch. 200 cs. ; Yémen, 250 r. ; Zaire, 250 z. ; Zimbabwe, 50 t.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 08
Tél. MONDIPAR 650172 F
C.C.P. 4307 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Nouvelle étape entre Paris et Alger

« Nouvelle vision », « nouvelle route », « un nouveau », « La France et l'Algérie donnent l'exemple », « un type de coopération historique et exemplaire ». Telles sont quelques-unes des expressions qu'ont utilisées à l'environnement MM. Michel Jobert, ministre du Commerce extérieur, et Abdelmajid Brahimi, ministre algérien de la planification, pour décrire les résultats de la grande commission mixte franco-algérienne créée le 21 juin, qui vient de se réunir à Paris.

Si paradoxal que cela puisse paraître, c'est aussi la première fois depuis l'indépendance qu'un tel organisme et que Français et Algériens ont examiné, point par point, le contenu de leur coopération.

Un document interne d'une quarantaine de pages précises les différents projets qu'ils ont, à l'issue de la réunion, et qui est normal, mais définit aussi l'« esprit nouveau » de cette coopération, ce qui est inédit, comme ils se sont plu à le souligner. « Nous n'interdisons pas l'imitation, mais recommandons au contraire la contagion », ont affirmé MM. Jobert et Brahimi. Cette ligne d'action avait d'ailleurs été élaborée par un « groupe de réflexion » conformément aux recommandations politiques inspirées du nouvel ordre international formulées par les présidents Mitterrand et Chadli Bendjedid après leur rencontre à Casablanca et la visite du chef de l'État français à Alger.

Quatre grands axes ont donc été retenus. La coopération s'inscrira dans une appréciation globale des relations entre Paris et Alger ; les deux gouvernements s'engagent à assurer le suivi des travaux pour en garantir la bonne marche ; les deux pays favoriseront la promotion de toutes les actions de nature à permettre un réel transfert de technologie et de maîtrise du développement ; ils articuleront la coopération technique et la coopération économique grâce à des opérations de formation professionnelle qui devront concourir à la réinsertion des travailleurs humbles.

Pour être généreuse, cette approche n'est pas moins réaliste. Pour la première fois depuis 1971, la France, dont la balance des échanges a toujours été favorable, va enregistrer cette année un lourd déficit dans son commerce avec l'Algérie en raison de la hausse du prix des hydrocarbures et des achats de gaz. Pour faire face à la concurrence étrangère, plus particulièrement japonaise, les entreprises françaises se doivent d'offrir « quelque chose en plus », qui est le transfert technologique.

Les Algériens, qui se refusent à établir un lien direct entre la signature de nouveaux contrats et l'accord sur le gaz, affirment que leurs ambitions sont plus vastes. Ils ont, en tout cas, concrétisé leur volonté de coopération en adoptant une attitude plus souple qui a permis de conclure un important accord sur les transports, aux termes duquel la France construira notamment le métro d'Alger. En outre, les Algériens font valoir que les affaires qu'ils ont confiées à des entreprises françaises au cours du premier semestre s'élèvent à 15 milliards de francs.

Au-delà des chiffres, dont on ne saurait nier l'importance, Paris et Alger considèrent que la tournure prise par leurs relations est différente des retournements artificiels de 1975 : la visite de M. Giscard d'Estaing à Alger avait été alors essentiellement politique, et donc sujette aux humeurs, alors que l'implication des échanges économiques et sociaux comporte une garantie de pérennité.

(Lire page 6.)

• POLOGNE

La militarisation des chantiers de Gdansk accroît encore la tension créée par la grève

On ignorait ce mercredi matin 13 octobre quelle était la situation à Gdansk après la décision des autorités polonaises de militariser les chantiers Lénine. Cette mesure prévue par les règlements de l'état de guerre et déjà appliquée depuis le 13 décembre 1981 aux secteurs-clés de l'économie — assimilés les ouvriers des entreprises concernées à des soldats servant en temps de guerre, les rend passibles de la peine de mort en cas d'insubordination, et leur interdit de donner leur démission.

Le comité de grève constitué mardi aux chantiers Lénine avait appelé pour ce mercredi à une grève générale de toute la région de Gdansk, dans laquelle Solidarité comptait 500 000 membres. Une dangereuse escalade risquait donc de s'engendrer.

Parmi les nombreuses protestations que continue de susciter la situation en Pologne, on relève notamment celle de la Fédération syndicale italienne, qui appelle à « une coordination des actions pour accroître la pression sur le gouvernement de Varsovie avec l'appui de toutes les forces du mouvement ouvrier européen ». Cette fédération rassemble les trois confédérations italiennes de tendance communiste, social-démocrate et démocratique chrétienne.

La militarisation des chantiers Lénine de Gdansk, annoncée mardi 12 octobre dans la soirée par les autorités de Varsovie, donne un caractère dramatique à l'épreuve de force engagée en Pologne par la mise hors la loi de Solidarité. Cette mesure est en effet la dernière dont dispose la justice pour tenter d'arrêter, sans confrontation majeure, le mouvement de protestation qui a éclaté lundi. Si cela ne suffit pas à intimider les grévistes, l'ensemble de la région de Gdansk, répondant à l'appel lancé mardi par le comité de grève clandestin qui s'est constitué dans les chantiers, devra ce mercredi, si même la grève ne faisait que se poursuivre dans les seuls chantiers, le sang coulerait alors presque fatalement.

Ce mercredi matin, le mouvement, pour autant qu'on puisse le savoir avec certitude, semblait encore circonscrit aux chantiers Lénine et Communisme de Paris de Gdansk et de Gdynia, qui avaient été à l'avant-garde des grèves d'août 1980. L'attentisme paraît l'emporter partout ailleurs malgré la forte tension qui règne dans la région de Wrocław et les discussions souvent très vives qui ont lieu dans la plupart des grandes usines — y compris à l'occasion des réunions organisées par les autorités pour mettre sur pied leurs nouveaux syndicats.

L'agence officielle PAP, qui donne une grande publicité à ces réunions, indique par exemple que les ouvriers de la région de Wrocław ont estimé que « le contenu de la nouvelle loi n'est pas suffisamment connu » et qu'il est nécessaire de procéder à des « explications ».

Aux usines Lénine de Cracovie qui avaient été l'un des bastions de Solidarité, les ouvriers paraissent vouloir s'en tenir à un mot d'ordre de grève de 10 novembre par la direction syndicale clandestine. La situation n'en est pas moins explosive car ce mercredi marque aussi le début du onzième mois d'état de guerre, et la militarisation des chantiers Lénine risque d'être très mal accueillie. L'hypothèse d'une extension géographique des grèves plane sur la Pologne.

Mardi matin, malgré la brutalité des affrontements qui avaient eu lieu la veille avec la police et n'avaient pris fin qu'aux alentours de minuit, les ouvriers du chantier Lénine reprennent leur mouvement qu'ils ont continué (voir page 3) le texte de leur tract) poursuivie chaque jour de 8 à 14 heures jusqu'à la libération de Gdansk. Il ne s'agit donc pas d'une décapitation totale des lieux mais d'une grève sur le tas, bien que les travailleurs paraissent ainsi totalement la production.

(Lire la suite page 3.)

• ISRAËL

Le soutien renouvelé du parti national religieux renforce la coalition de Jérusalem

M. Cheysson devait s'entretenir, à Tunis, ce mercredi après-midi 13 octobre, avec M. Ararat, de retour d'Amman. La veille, à Nairoubi, le ministre français des Relations extérieures, mais le seul, d'autre part, demanderait « pourquoi la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'O.L.P. n'a pas encore été possible ».

M. Ararat, qui vient d'échouer trois jours de pourparlers à Amman, dont le premier résultat est une réelle détente du climat politique jordanien-palestinien, est allé jusqu'à affirmer que « les peuples palestinien et jordanien » ne forment pas deux peuples, mais un seul. D'autre part, selon le radio de l'émirat du Qatar, M. Ararat a déclaré que, contrairement à ce qui était prévu, les Palestiniens devraient participer « à tous les entretiens de la délégation arabe qui doit se rendre à Washington fin octobre », afin d'y expliquer les positions du sommet tenu à Fés, en septembre.

À Jérusalem, la perspective de la rencontre entre M. Cheysson et M. Ararat a profondément déçu « les milieux officiels ». Sur le plan intérieur, la position de M. Begin paraît se renforcer : à quelques jours de l'ouverture de la session parlementaire d'hiver, la cohésion de la coalition gouvernementale semble pouvoir être préservée. Le parti national religieux (six députés), dont le soutien est indispensable au Likoud, vient de faire savoir qu'il n'avait pas l'intention de provoquer « actuellement » la chute du gouvernement, qui se réunira, ce mercredi, pour mettre au point sa politique sur le problème de l'évacuation des forces étrangères du Liban.

La sérénité de M. Begin

De notre correspondant

Jérusalem. — Faudra-t-il une nouvelle fois admettre que, en Israël, les gouvernements tombent rarement dans les moments de crise grave et ne trébuchent que sur des obstacles apparemment insignifiants, comme ce fut le cas en 1978 pour le cabinet de M. Rabin, contraint d'interrompre son mandat parce qu'une cérémonie officielle avait été émise sur le temps du sabbat ? Rien n'est joué. Pour l'instant, on

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

Point de vue

Le gâchis industriel

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, est l'invité jeudi 14 octobre à 20 h 30, de l'émission politique mensuelle, « L'heure de vérité », sur Antenne 2.

À la veille de cette émission, et à la suite

du discours de Figeac du président de la République sur les difficultés industrielles, M. Michel d'Ornano, qui fut ministre de l'Industrie et de la recherche dans le gouvernement de M. Jacques Chirac de mai 1974 à août 1976, expose ci-dessous ce qu'il estime « le gâchis industriel des socialistes ».

par MICHEL D'ORNANO (*)

président de la République, relayé par ses ministres, tente de brosser le tableau d'une industrie française délabrée ayant perdu sa compétitivité, ses marchés, comme si la V^e République avait trouvé dans l'héritage d'alors une industrie puissante et florissante que ses présidents successifs, et particulièrement Figeac, se seraient acharnés à démolir et à brader à l'étranger.

Une fois de plus, François Mitterrand et son gouvernement n'ont pas à tromper les Français. Ils les trompent aussi bien sur l'histoire du passé que sur la situation du présent. L'industrie française était en

(*) Député U.D.F., ancien ministre de l'Industrie.

AU JOUR LE JOUR

Parade

La guerre des Malouines — pardon des Falklands — a provoqué en Grande-Bretagne un sursaut de fierté nationale. Avec, en apothéose, mardi, dans les rues de Londres, la grande parade des vainqueurs, au son des cornemuses et des tambours.

On dit que Mme Thatcher a tout à gagner, électoralement, de ce succès. Il est vrai que la défaite de Londres avait des allures de parade pré-électorale.

La guerre extérieure pour atténuer les crises intérieures ? L'idée n'est pas neuve, mais il est à souhaiter que nos gouvernants ne s'attardent pas trop à ce genre de parade.

BRUNO FRAPPAT.

rachid boudjedra

Le démantèlement

"Le suaire rapiécé de toute révolution"

roman/denoël

Les polémiques entre la majorité et l'opposition

M. Chirac compte apporter des éléments nouveaux sur les « affaires »

(Lire page 9 l'article d'ANDRÉ PASSERON.)

LE LIVRE A FRANCFORT 1982

Une « petite » foire

Chaque année, la corporation de l'édition, pratiquement au grand complet (cinq mille cinq cent quarante-sept éditeurs sur 82 000 mètres carrés en 1982), se retrouve à Francfort pour se prendre mutuellement le pouls et, éventuellement, s'échanger livres, informations, coéditions. Pour faire du commerce aussi, bien qu'on ait senti, tout au long de cette trentième Foire du livre de Francfort, qu'il vient de fermer ses portes, que le cœur n'était pas vraiment aux affaires.

Les États-majors des compagnies éditoriales étaient moins nombreux, les Anglais faisaient un bel effort, tous les directeurs des libraires Ha-

chette entouraient M. Lattès et Legardère, mais chacun répétait qu'il était venu « pour regarder et pas pour acheter ». On vit même se succéder un nombre impressionnant de personnalités de la politique, qui canonnaient sans doute cette Foire de droits avec une vulgaire exposition de chrysanthèmes !

L'inauguration par M. Helmut Schmidt, le grand vaincu de ce début d'octobre, avait bizarrement marqué cette énorme manifestation : qu'on imagine le Salon du livre inauguré en mai 1981 par M. Giscard d'Estaing !

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 3.)

50/50

Une Europe perdue deux de retrouvées

par JACQUELINE GRAPIN

Est-Ouest

Un drame chasse l'autre. Le Liban a envahi la scène et on ne parle plus de l'Afghanistan. Qui fera comprendre à l'U.R.S.S. qu'elle a tout à perdre dans cette « sale guerre », demande Jean-Marie Daillet, et à la France qu'elle doit agir en faveur de la résistance afghane ? Jacqueline Grapin s'interroge : l'Union soviétique n'aura-t-elle pas bientôt comme interlocuteurs deux Europe, celle du Nord et celle du Sud.

DEPUIS l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, le basculement de la France dans le socialisme, et l'écartèlement de l'Allemagne de l'Ouest entre la contestation pacifiste et la tentation conservatrice, ce se demande ce qui reste de l'Europe, avec son budget désavoué, son système agricole menacé, et sa Commission qui se fait toute petite devant le conseil des chefs de gouvernement vainement réunis régulièrement. Il faut voir cela en l'Europe des Six, puis des Neuf, pour mesurer ce que celle des Douze, qui s'annonce, peut avoir de désolée. Les perspectives de l'élargissement sont celles de la dissolution dans l'incapacité. A douze souverainetés aussi jalouses et dissemblables, la Communauté n'a aucune chance de fonctionner avec les règles et procédures qui firent les jours difficiles, mais heureux, du Marché commun première main. Sans l'avouer, et pour des raisons opposées, les plus chauds partisans de l'élargissement s'interrogent : l'Europe, dialogue de l'intérieur et en voie de dissolution de l'extérieur, est-elle devenue une voie sans issue ?

Les réponses aux questions qu'on n'ose pas poser arrivent rarement d'où on les attend. Politiciens et économistes, réputés les plus sérieux et responsables, sont souvent empêchés de voir les solutions des vrais problèmes parce qu'ils refusent prudemment de les poser. Sans le vouloir, leurs collègues de la culture, inopinément réunis sur une invitation quasi privée du ministre italien « des biens culturels », leur ont donc donné récemment une leçon. Depuis que le traité de Rome a été signé, en 1957, on n'a pas souvenir de rencontre de ministres de la culture. Celle-ci s'est réunie, en quelque sorte, informellement. Autour de l'hôte démocrate-chrétien, M. Vincenzo Scotti, et du ministre français du gouvernement de la gauche, étrangement proches, se trouvaient regroupés des représentants des grandes tendances politiques gouvernant l'Europe, mais il aurait été

par JACQUELINE GRAPIN

vain de chercher les clivages entre partis. Ce furent les Saxons du Nord qui s'opposèrent aux Latins (dans les Français), toutes tendances politiques confondues. Alors que l'ère des satellites de communication allemands et français doit s'ouvrir en 1985, appelant un minimum de coopération culturelle sur le même continent, le ministre de la culture de la Sarre, qui représentait l'Allemagne plutôt socialiste, mais en train de vivre de bord, ne s'embarassa même pas de politesse et posa à la tribune, en réponse aux invités qui lui avaient été faites, des questions mal venues : la coproduction cinématographique, l'alliance avec le tiers-monde, les accords sur le livre, pour quoi faire ? Après tout, chacun sa culture. Le ministre de Mme Thatcher, dans un style plus diplomatique, tint les mêmes propos, tandis que les Méditerranéens, blottis autour de Mme Melina Mercouri, n'en croyaient pas leurs oreilles. Ce fut le ministre belge qui enfourcha à la place de M. Jack Lang le cheval de bataille de la colonisation télévisuelle de l'Europe par les Etats-Unis. Mais cette classique manœuvre ne recréa en rien l'Union.

L'ombre de l'A.E.L.E.

En somme, l'Europe, dans sa version originale, fondée sur la coopération franco-allemande, perdue comme une nécessité de l'après-guerre, est peut-être en passe de devenir un monument historique. Il existe trois oxyaures durs de résistance à son évolution méridionale. D'abord l'Allemagne fédérale, pour des raisons culturelles et économiques ; elle reste fière et jalouse d'une culture originale qui ne s'assimile pas facilement aux autres, et elle refuse de travailler pour les Italiens, les

Grecs, les Espagnols et les Portugais. La Grande-Bretagne : parce qu'elle est encore une île et qu'elle n'a jamais abandonné, pour de nombreuses raisons, les vieux rêves de division qu'elle a poursuivis à travers l'histoire sur le continent. La Suisse : parce qu'elle est bâtie sur un rocher où la vie est dure, où domine l'influence germanique, et où l'on se méfie des inspirations irresponsables qui se manifestent dans les vallées. Au total, c'est peut-être une nouvelle évolution qui se redessine : l'Europe n'est plus une, mais deux.

Il faut se souvenir que l'Association européenne du libre-échange existe toujours. Elle comprend essentiellement les pays scandinaves, l'Autriche et la Suisse. Elle fonctionne plutôt bien, même si on en parle peu dans les pays du Marché commun. La Grande-Bretagne, qui l'avait fondée en 1959 avant de la lâcher en compagnie du Danemark pour se rendre à Bruxelles, ne l'a pas oubliée. Si d'aventure la tentation venait à Londres de restaurer ce berceau nordique, la R.F.A. ne serait-elle pas progressivement tentée de se tourner davantage vers cette communauté : plus avancée et plus harmonieuse pour elle ? Alors, l'Union soviétique aurait pour interlocuteurs deux blocs, celui du Nord, plus résistant idéologiquement, mais plus attractif économiquement, et l'Europe du Sud, plus facile à flatter mais... à quel prix ? Entre les deux, la France a jusqu'à présent servi de trait d'union, balançant selon les époques un peu plus au nord ou un peu plus au sud en fonction de sa capacité de sacrifice et de travail du moment. Il semble qu'elle soit actuellement plutôt méditerranéenne.

BIBLIOGRAPHIE

Pour sortir de la jungle

L'ÉTAT de jungle, de Paul-Marie de La Gorce (*) et Les Relations internationales dans le monde d'aujourd'hui (**), de Philippe Moreau Desfarges, ont été écrits, l'un et l'autre, avant les Malouines et l'invasion du Liban, mais on ne peut pas dire que ces deux événements, malgré leur importance, aient périclité en quoi que ce soit. C'est que les deux auteurs, le premier, journaliste chevronné, le second jeune diplomate et directeur d'études à l'Institut d'études politiques, s'attachent à dépasser la périodicité pour l'un, tenter de répondre à la vieille question que posait déjà Lénine : « Que faire ? », l'autre, suivant la formule de son préfacier Thierry de Montbrial : « Permettre, au prix d'un effort limité, d'acquiescer une compréhension à la fois générale et particulière des relations internationales contemporaines ».

Si le sujet de ces deux volumes est voisin, pour ne pas dire identique, leur propos est tout différent. La forme aussi. Le livre de P.-M. de La Gorce est un essai, écrit d'une plume brillante, avec des images, des formules frappantes, mais sans un appel de note, sans la moindre référence bibliographique. Celui de P. Moreau Desfarges est une sorte de manuel, avec sous-titres, alinéas numérotés, tableaux, cartes, abondantes citations des bons auteurs. Ils ne s'en rencontrent pas moins sur quelques idées essentielles au moins, à savoir que la politique (et donc la stratégie) prime l'économie, que les Etats, bien plus que des idéologies en perte de vitesse, sont les acteurs principaux des relations internationales, que le remède au désordre actuel passe par une prise de conscience de l'appartenance de tous à une « communauté mondiale », autrement dit par une redéfinition des rapports Nord-Sud.

Cela dit, Moreau Desfarges cherche essentiellement à décrire, à expliquer, à projeter un regard caritatif sur le bruit et la fureur qui dominent la scène mondiale, tandis que P.-M. de La Gorce, même si son livre s'ouvre sur une description particulièrement enlevée du monde actuel, a une et même plusieurs thèses à nous vendre. L'une d'elles — et peut-être la principale — c'est qu'on a bien tort de tant s'alarmer de l'effort d'armement soviétique. Pour lui, malgré le Vietnam, l'Angola, l'Iran, le Salvador et la crise économique, il n'y a toujours qu'un super-grand, comme l'écrivait dans ces colonnes, il y a dix-sept ans, René Dabernat (1) : les Etats-Unis, dont l'U.R.S.S. est bien loin à tous égards d'égaler la puissance. Même sur le plan militaire. Préférant comptabiliser les charges nucléaires plutôt que les lanceurs, notre auteur ne doute pas de la supériorité stratégique américaine, ne concédant l'avantage à Moscou que sur le théâtre européen, grâce aux trop fameux SS-20. Encore insiste-t-il peu sur cette menace et sur les possibilités de chantage qui nourrissent l'actuel courant pacifiste et neutraliste.

Dans cette interprétation des intentions du Kremlin, on trouve une évidente nostalgie à la fois du gaul-

lisme et, paradoxalement, du giscardisme — mais après tout n'est-ce pas l'ambassadeur soviétique à Paris qui, au lendemain de l'équipée de Varsovie, avait salué en V.G.E. le vrai continuateur du général ? En tout cas, P.-M. de La Gorce estime que rien n'est plus nécessaire que de résister à un protecteur qu'il voit à juste titre saisi à nouveau, avec Reagan, par la volonté de puissance, même s'il sous-estime, à notre sens, les effets destructeurs qui découlent, pour l'économie et la société américaines, de cette volonté même. Il a raison de refuser la domination, qu'il s'agisse de la soviétique ou de l'occidentale. C'est seulement en découvrant les voies d'une coopération équilibrée que l'on a une chance de sortir de cet « état de jungle » dans lequel l'humanité, en cette fin de siècle et de millénaire, paraît s'enfoncer chaque jour un peu plus. « La barbarie d'aujourd'hui », dit-il excellemment dans sa conclusion, n'est en effet que « le refus de l'universel », et aussi « le refus du réel ». C'est à la réduire que, sans trop d'optimisme, il pense que devrait essentiellement s'employer la politique.

ANDRÉ FONTAINE.

(*) Paul-Marie de La Gorce, *l'Etat de jungle. Réflexions sur l'histoire de ce temps*, Ed. Balland, 247 p., 69 F.

(**) Philippe Moreau Desfarges, *Les Relations internationales dans le monde d'aujourd'hui - Les dérivés des puissances*, Ed. S.T.L., 352 p.

(1) « Il n'y a qu'un super-grand », le Monde du 27 octobre 1965.

Correspondance

Une lettre de Mgr Pérezil

Mgr Daniel Pérezil, évêque auxiliaire de Paris, nous écrit, à la suite de la réplique de Jean Laloy (le Monde du 16 septembre) à son propre article du 25 août :

Il est dans l'ordre qu'un article public provoque des réactions publiques. Il est aussi écrit pour cela. Quand la réplique provient d'une autorité respectée et d'un ami comme M. Jean Laloy, je ne puis, en principe, que m'en réjouir.

J'avouerai tout de même que je suis un peu déconcerté. Or donc, il est écrit que j'exprime « qu'une vaine protestation des évêques américains contre le stratège de dissuasion de leur gouvernement aura pour effet d'amener un jour les Etats-Unis et le parti communiste soviétique à se faire confiance ». Qu'on se reporte à mon article. Le gilet n'est pourtant pas formulé qu'une fois : il revient quelques lignes après. Qu'on m'en croie ; il y a de quoi me faire interner. Et les évêques américains avec moi.

Ce m'est l'occasion d'ajouter que ceux-ci ont étendu leurs consultations aux évêques européens — ce qui n'était pas prévu. De ce fait, leur lettre pastorale annoncée pour le 18 novembre ne paraîtra sans doute qu'au début de 1983, si ce n'est plus tard.

La « sale guerre » d'Afghanistan

par JEAN-MARIE DAILLET (*)

QUI parle aujourd'hui de la guerre d'Afghanistan ? Des bribes d'informations nous parviennent pourtant et aujourd'hui encore sur les terribles combats qui se livrent un peu partout dans le pays. Ce genre de nouvelles ne fait plus les gros titres, comme si cette guerre d'invasion pouvait être effacée par les autres conflits. En soi, l'espèce

d'oubli dans lequel semble tomber, à la télévision et dans la presse, la « sale guerre » (1) d'Afghanistan — à tous égards injustifiable, et que seul explique l'impérialisme des dirigeants du Kremlin — est une insulte à la lucidité et à la sensibilité démocratique des Français. Il en est d'ailleurs de même, hélas ! pour la Pologne, le Cambodge, le Vietnam et tant d'autres pays où s'exercent l'empire et la violence directes ou indirectes des Soviétiques et de leurs complices.

L'indifférence

Lors du débat de politique étrangère qui s'est déroulé le 6 juillet, à l'Assemblée nationale, peu de voix se sont élevées contre l'indifférence de l'opinion française et la carence de notre gouvernement à ce sujet. Celle de François d'Aubert fut la plus éloquentes à les dénoncer. Il n'y avait là nul procès d'intention : il est vrai qu'en paroles, le président de la République française et le gouvernement Mauroy ont marqué leur sympathie pour la cause de la résistance afghane. Mais que n'ont-ils à ce jour tenu la promesse électorale qu'ils avaient faite avant le 10 mai de reconnaître, ses représentants qualifiés ! Et, comme le demandait l'autre jour François d'Aubert, pourquoi la France n'apporte-t-elle pas une aide officielle à ces combattants de la liberté ?

De bons apôtres ne manqueraient pas de rétorquer que, avant le 10 mai, l'attitude du gouvernement de l'époque n'était pas moins ambiguë. C'était assurément un point faible de la politique étrangère de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui n'avait que trop ménagé l'Union soviétique dans cette affaire, même s'il avait présenté sa rencontre à Varsovie avec Brejnev comme une sorte d'ultime avertissement avant une révision déclinatoire des relations franco-soviétiques.

Il n'est pas question ici de préconiser une rupture de nos relations économiques, culturelles, diplomatiques avec l'Union soviétique, mais une attitude de rigueur explicite et intelligente, qui seule peut, à terme, contribuer à la sauvegarde de la paix et au recul de l'entreprise totalitaire.

Aucune perspective plus ou moins avantageuse pour nos exportations vers l'Union soviétique — ce genre de négociations tourne le plus souvent, d'ailleurs, à l'avantage de celle-ci — ne justifie la moindre complaisance à l'égard d'un comportement criminel et cynique, menaçant pour tous, les Européens comme les autres. L'argument de la diversification des sources d'énergie ne suffit pas à expliquer la conclusion du contrat d'importation de gaz soviétique, d'autant plus — on ne le sait pas assez — qu'une partie de ce fameux gaz sera extraite, ou plus exactement volée, par les Russes en Afghanistan.

Comment faire comprendre au Kremlin que la guerre d'Afghanistan est non seulement terrible pour tout un peuple qui, jamais, ne sera soumis, mais que l'Union soviétique elle-même a tout à perdre dans cette mauvaise aventure ? Ne me dit-on pas, devant les très lourdes pertes subies par l'armée rouge, celle-ci recroûte rapidement ses renforts, dans une spirale à la vietnamienne, ne réussissant, à coup de massacres, d'exécutions et de répression, qu'à galvaniser l'esprit de résistance contre l'occupant ?

La disproportion des forces matérielles est énorme, et pourrait aboutir à un génocide par les armes, par la famine, par la destruction de l'agriculture. Elle ne viendra pas à bout du patriotisme afghan ni de la nation afghane, puisque, aussi bien, trois à quatre millions de réfugiés — soit le quart au moins de la population afghane — vivent dans des camps, bénéficiaires de la fraternelle hospitalité du Pakistan, et soutiennent les Moudjahidin.

Tout finit par se savoir

Malgré la non-information, la censure, la désinformation que pratique Moscou, tout finit par se savoir, même en Union soviétique : le peuple soviétique, par ses soldats comme par les radios étrangères, apprend jour après jour que la guerre d'Afghanistan lui coûte de plus en plus cher en vies humaines, et il paraît que de jeunes recrues font tout pour être exemptées d'une affectation en Afghanistan, où la

résistance ne fait certes pas de quartier...

Le haut commandement soviétique a compris l'erreur qu'il avait commise au début, envoyant faire la guerre, en terre musulmane, des musulmans guerriers, turkmènes, tadjiks, kirghizes. Il en commet une autre, non moins grave, en les remplaçant par les Litoniens, des Estoniens, des Lettons, et tout simplement des Russes — autant de témoins gênants de l'échec militaire politique du coup de Kaboul.

L'abominable, la seule guerre d'Afghanistan pourrait bien être l'un des facteurs d'autodestruction du système soviétique.

En tout cas, elle n'a déjà discrédité définitivement l'Union soviétique en tant que « patrie du socialisme », soi-disant défenseur des peuples opprimés, lesdits de la révolution anti-impérialiste et anticolonialiste, colombe de la paix mondiale...

Non seulement les vrais ennemis du socialisme se désolent de l'Union soviétique, mais ses alliés forcés ne soutiennent que du bout des lèvres la thèse soviétique, sans parler de l'indignation des peuples, notamment en Europe de l'Est, où chacun sent bien que la sale guerre d'Afghanistan est une tumeur maligne pour l'Union soviétique et, dans une certaine mesure, empêche Brejnev de durcir autant qu'il le voudrait la répression en Pologne.

Non, on ne peut comprendre que le gouvernement de la France n'ait pas encore agi concrètement en faveur de la résistance afghane. Dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, le silence embarrasé des socialistes et des communistes sur ce point a peut-être livré la clé de ce mystère. Tout silence est bon, pourvu que dure l'alliance socialo-communiste... Tant pis pour les Afghans. Tant pis pour l'honneur de la France.

(*) Député de la Manche, vice-président du C.D.S., président de l'Association parlementaire des amis de l'Afghanistan.

(1) Rappelons que les communistes faisaient campagne, il y a trente ans, contre la « sale guerre » d'Indochine dont on sait aujourd'hui à quelle « libération » a conduit la victoire du vietnam. Le P.C.F. se tait sur la guerre d'Afghanistan. C'est sans doute qu'elle le gêne. Il n'en est pas pour autant jusqu'à condamner cette sale guerre-là.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-DOM-TOM
273 F 442 F 611 F 789 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : vos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'impression.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie
de « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Communiqué par les journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Enfin un hebdo singulier!

TEL
TEMPS LITTÉRATURE
ÉCONOMIE

N° 1 - 7 Octobre :

- Mitterrand contre "l'internationale des groupes financiers".
- "Littérature et Mythe" Un texte inédit de Günter Grass.

le nouvel hebdomadaire du jeudi
chez votre marchand de journaux.

6 F

ENQUÊTE

CES TERRORISTES VENUS D'AILLEURS

III. — Objectif France

par PHILIPPE BOGGIO

Après les attentats en France, en Belgique et en Italie, les capitales occidentales observent avec inquiétude l'évolution du terrorisme en provenance du Proche-Orient et l'utilisation par des États arabes de soldats dévoyés de l'extrémisme violent (*le Monde* des 12 et 13 octobre). Première visée : la France, qui subit depuis un an les coups d'un genre nouveau, de la Syrie.

Le colonel Rifaat El-Assad a bien du mal à se faire entendre. C'est ce que se sont dit quelques fonctionnaires français en apprenant, à la mi-septembre, que le frère du chef de l'État syrien, le général Hafez El-Assad, chef d'une branche des services spéciaux du régime, séjournait, à titre privé, dans une luxueuse villa en bordure du golfe de Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines). Et ils ont été dérangés par l'envie d'aller lui demander des comptes.

Bien sûr, ces rumeurs, agents de la D.G.S.E. (Direction générale de la sécurité extérieure), membres de la D.S.T. (Direction de la surveillance du territoire), policiers des R.G. (Renseignements généraux) et de la Brigade criminelle, n'ignoraient pas que, même suspecté des plus mauvaises intentions à notre égard, le colonel Assad était l'hôte de la France. Qu'on lui devait les honneurs que réclamaient son rang et les règles élémentaires de la bienséance diplomatique. Le gouvernement, après tout, n'avait aucune raison, aucune raison officielle plutôt, d'interdire au frère cadet du président syrien l'accès à l'Hexagone, surtout si, comme en de précédentes occasions, il invoquait des raisons médicales à sa venue.

Il n'aurait pas déçu, pourtant, aux policiers, de transgresser ces règles-là et d'interroger le colonel Assad sur un sujet qui leur tient à cœur et qu'il connaît bien : la guerre que la Syrie, depuis plus d'un an, mène à la France.

Pas une guerre ouverte. Pas une guerre classique. Les chances y seraient trop inégales pour Damas. Mais une forme modérée, à mi-chemin de la pression diplomatique et du conflit armé. Une drôle d'invention dont le général Sharon dit lui-même qu'elle est aujourd'hui « la seule forme de guerre » qui puisse être menée « sans prendre le risque d'un conflit nucléaire ». Une agression maximale, par temps de paix, plus efficace que les campagnes de presse, parce que, au-delà de sa signification politique, elle effraie les opinions publiques et « déstabilise » les sociétés démocratiques, alors condamnées à l'impuissance honteuse ou à des répliques mal accordées à leur humanisme. Ce terrorisme d'État, calqué sur les méthodes des minorités extrémistes et des mouvements de libération, présente en outre l'avantage, les enquêtes aboussant rarement, de permettre à l'agresseur de conserver les apparences de l'innocence.

Mort d'un ambassadeur

La Syrie, qui, selon un membre de l'appareil d'État français, voue un véritable culte à « la diplomatie de la duplicité », aurait, ces derniers mois, érigé en système, contre la France, de telles menées subversives. Les signes — à défaut toujours de preuves — en sont nombreux et il ne se trouve plus une capitale occidentale pour ne pas convenir que Damas a bien décoché, depuis un an, ses flèches contre Paris avec une obstination, un acharnement, il est vrai, parfois fort peu discret, qui font de ce « objectif France » une étude de cas.

Le 4 septembre 1981, Louis Delamare, l'ambassadeur de France à Beyrouth, est grièvement blessé de plusieurs balles de calibre 7,65 mm par un inconnu qui s'avance vers sa voiture, immobilisée à un barrage. Épargné, le chauffeur le transporte à l'hôpital le plus proche, mais l'ambassadeur meurt trois quarts d'heure plus tard.

Les milieux politiques beyrouthins sont en proie à une vive émotion, car ce diplomate comptait des amis dans chaque camp, mais ils ne manifestent pas vraiment leur surprise. Une rumeur, déjà, parcourt la ville, d'est en ouest. Le nom de l'assassin est chuchoté. L'évidence même : la Syrie. Damas ne manque pas, en effet, de raisons d'en vouloir à la France et de marquer ainsi son hostilité aux efforts entrepris par Paris au Proche-Orient, notamment en faveur d'un règlement de la crise du Liban, pays que la Syrie considère à l'époque comme sa chassée. Plus concrètement, il est reproché aux Français de promouvoir l'idée d'une reconstruction de l'armée libanaise capable de remplacer, à terme la « Force arabe de dissuasion » (FAD), censée garantir, de

puis 1976, l'ordre d'une partie du Liban. Un ordre, de fait, syrien.

Depuis plusieurs semaines, Louis Delamare avait multiplié les démarches en ce sens et c'est lui qui avait organisé, le 30 août, la rencontre entre Claude Cheysson et Yasser Arafat. En vrac, on cite d'autres causes au contentieux : les ventes d'armes à l'Irak, la visite de M. Mitterrand en Israël, l'accueil bienveillant réservé par Paris à certains opposants syriens que Damas soupçonne de travailler pour la D.S.T., l'asile donné à M. Bani Sadr, que critique le général Assad, allié de Téhéran. Les motifs sérieux, donc, ne manquent pas.

Les soupçons, bien vite, se précisent : Louis Delamare, apprend-on, aurait été tué par un commando du dernier des services spéciaux syriens, les *chevaliers rouges*. Cette organisation para-militaire, engagée notamment à Beyrouth, regroupe une invraisemblable mosaïque de barbouzes et de combattants. Leur chef suprême, le colonel Rifaat El-Assad, a recruté depuis le printemps 1981 des fedayin de la Saika (mouvement palestinien pro-syrien), des Libanais, envoyés dans la guerre des camps et des clans, sunnites de Rachid Karame, maronites de Soleiman Frangie, chiites du groupe « Amal » : encore d'anciens membres en dissidence du F.P.L.P. et du Fath, des Arméniens pro-soviétiques et des soldats perdus du terrorisme européen.

Légion étrangère

La Syrie est le premier pays à avoir constitué sur une grande échelle une sorte de légion étrangère des services spéciaux avec les débris de l'histoire tourmentée du Proche-Orient. Une seule obligation pour les *chevaliers rouges* : avoir une vocation de terroriste. Car cette unité, entraînée dans l'un des camps les mieux protégés de Syrie, entre Tartous et Lattaquié, a mission plus qu'une autre de recourir aux méthodes des extrémistes. Les différents services de renseignements lui imputent en moins d'un an une vingtaine de « gros attentats à la voiture piégée », au Liban et au Proche-Orient, un exercice appris dans ce fameux camp, sous la direction, dit-on, de spécialistes bulgares.

Pour la mort de Louis Delamare, la France, à la fin de 1981, s'est déjà fait une religion mais ne soufflé mot et maintient le cap de sa politique proche-orientale. Des attentats, quelques-uns égarés dans les jardins de notre ambassade à Beyrouth, témoignent alors de l'impunité de l'adversaire.

La « guerre », pourtant, quitte bientôt cette zone neutre pour s'engager en territoire français. Le 19 décembre, le fils du concierge de l'immeuble situé au 33, de la rue Marbeuf, à Paris (8^e arrondissement) découvre un paquet suspect sur le palier de la rédaction du journal *Al Watan Al Arabi*. Désamorcée à 8 heures 12 du matin, la bombe aurait dû exploser à 8 heures 30. On pense très vite pour l'hypothèse d'un mauvais coup syrien. Le journal visé, très hostile à Damas, est en effet jugé plutôt pro-irakien, et l'enveloppe de l'engin explosif permet aux policiers de la brigade criminelle de remonter jusqu'à un magasin de matériels audiovisuels, voisin de l'ambassade de Syrie à Paris, qui a vendu quelques jours plus tôt un appareil photographique à Mikhaïl Kassouha, troisième attaché culturel de l'ambassade. Les employés ne reconnaissent pas, cependant, la photographie du diplomate.

La piste mérite d'être suivie mais les charges sont trop imprécises pour justifier une interpellation ou l'expulsion de Mikhaïl Kassouha. Le ministre de l'Intérieur confie cependant à la D.S.T. une surveillance plus active des officiels syriens.

Le 16 février, le Suisse Bruno Bréguet et l'Allemande Magdalena Kopp, deux terroristes, amis d'Illich Ramirez Sanchez, plus connu sous le nom de « Carlos », sont arrêtés dans le parking de l'avenue George-V, alors qu'ils transportent 5 kilos d'explosif.

Quel objectif viennent-ils viser ? Qui est leur commanditaire ? Ils refusent de répondre mais, huit mois plus tard, les policiers estiment qu'ils se rendaient sans doute rue Marbeuf. Dans la nuit du 25 au 26 février, « Carlos », exige, dans une lettre déposée à l'ambassade de France de la Haye, la libération de ses amis et menace de s'en prendre à M. Gaston Defferre. Il est probable que les autorités auraient donné une suite positive à la requête du terroriste si une fuite, dans la presse, n'avait pas contraint le gouvernement à juger Bréguet et Kopp. Le 30 mars, une bombe explose dans le train le Capitole. La vengeance de

Carlos, déjà ? Un attentat d'origine syrienne, encore ? Les piètres résultats de l'enquête en cours ne permettent pas de trancher. Chacune des hypothèses a ses partisans, parmi les policiers.

Rendez-vous à Paris

Toutefois, l'intérêt des autorités est à nouveau attiré par l'ambassade de Syrie. La D.S.T. soupçonne Mikhaïl Kassouha, l'attaché culturel, en réalité un agent des Moukhabarat, les services de renseignements de Damas, et son chef direct, M. Hassan Ali, l'attaché militaire, de bien étranges agissements. Le premier aurait rencontré à Paris un Palestinien ancien dirigeant du Fath passé au service de la Syrie et que certains pays occidentaux suspectent de tenter de mettre sur pied en Europe une antenne à recrutement local des *chevaliers rouges*. Le second, de son côté, paraît avoir la haute main sur une trentaine d'étudiants syriens qui occupent leurs loisirs à traquer certains opposants — notamment des milieux médicaux — au régime du général Assad. Déjà le 5 mars, l'attaché militaire avait été photographié, devant l'église Saint-Germain à Paris, à la tête de manifestants armés de couteaux et de manches de pioches venus assaillir d'autres étudiants syriens.

A Beyrouth, puis à Damas, la D.G.S.E. apprend qu'une tentative est en préparation contre le journal *Al Watan*. Cette information est confirmée de source américaine, en provenance de Téhéran, capitale dont le gouvernement aurait été invité à s'associer aux hostilités syriennes contre la France. Mais comment savoir où le coup va être porté ? On surveille bien deux Libanais, un temps suspects de composer un nouveau commando, et un Palestinien de passage à Paris : un ancien combattant du F.P.L.P. qui aurait commis, dans le passé, un attentat en compagnie de Johannes Weirich, membre des « cellules révolutionnaires » allemandes, et l'ami de Magdalena Kopp.

Les amis de « Carlos » travailleraient-ils pour la Syrie, eux qui passent pour avoir surtout été utilisés par l'Irak ? Dans ce cas, il faudrait considérer que Bréguet et Kopp composaient déjà un second commando et que la Syrie pouvait avoir envoyé à Paris plusieurs vagues successives d'agents terroristes en quelques semaines.

Les agents de la D.S.T. suivent jusqu'à une vingtaine de personnes le même jour, recueillant une matière informative riche mais encore « non-opérationnelle ». Ils découvrent ainsi que certaines sympathisantes suisses et allemandes, certaines petites amies des terroristes européens des années 70 à 75 servent de liens avec des Palestiniens ou des Libanais rencontrés dans des camps d'entraînement, parfois dix ans plus tôt.

Début avril, certains hauts fonctionnaires, notamment au ministère des Affaires étrangères, commencent à douter de l'idée même de cette « guerre » syrienne obstinée et invisible qu'accroissent nos services de renseignements.

Le temps des répliques

De Damas, le général Assad, sentant sans doute ces hésitations, aurait d'ailleurs fait savoir qu'il souhaitait « normaliser » les relations de son pays avec la France et que la mort de Louis Delamare ne lui était pas imputable. L'État syrien aurait pu être victime de son trop grand nombre de services spéciaux — six, dans compter la Saika palestinienne — et de multiples intrigues de palais. Un malentendu, donc, bien sûr embarrassant, mais pas irréductible.

Alors que se développe cette contre-offensive diplomatique, qualifiée par certains d'« opération poudre aux yeux », un autre attentat vient, le 15 avril, donner raison aux plus inquiets. Guy Cavallo, membre de la D.G.S.E., et sa femme Caroline sont assassinés à leur domicile libanais. La capitale beyrouthine livre son soupçon : les services spéciaux de Damas, avec toujours une connexion chiite libanaise. La même semaine, des bombes de faible puissance éclatent à Vienne contre les façades des locaux d'Air France et de notre ambassade. La police autrichienne évoque une possible piste syrienne.

De cette période trouble, l'opinion retiendra surtout l'attentat le plus spectaculaire : le 22 avril, une voiture piégée explose devant le 33, de la rue Marbeuf, tuant une jeune femme et blessant soixante-trois personnes. C'est l'attentat redouté, presque annoncé, que la police, après des semaines de recherches, n'avait pas pu empêcher, faute

d'avoir localisé à temps le mystérieux commando, dont on avait pourtant confusément senti l'approche, puis la présence. Pour cette dernière opération, l'État sort de sa réserve et accuse très explicitement la Syrie. M. Gaston Defferre fait expulser MM. Kassouha et Ali, non pour leur éventuelle responsabilité dans l'attentat du 22 avril — que rien ne prouve — mais pour « certains agissements extraordinaires » et « certains rendez-vous » durant les semaines précédentes. La conviction d'une agitation subversive, au moins, paraît acquise.

Mais, curieusement, la certitude que Damas ait vraiment commandité cet attentat-là pourrait être moins forte. Une autre thèse, minoritaire il est vrai, résiste encore, six mois plus tard, et qui fait allusion à une opération plutôt d'origine irakienne, par les amis de « Carlos » interposés. En fait, une sorte de provocation due à des adversaires des Syriens, qui auraient pu placer une voiture piégée sur les lieux mêmes de la tentative du 19 décembre 1981, sûrs, après tant de rumeurs et de recherches, de voir Damas immédiatement soupçonnée.

Quel que soit le mobile véritable de l'opération de la rue Marbeuf, c'est l'occasion que semble avoir choisie le président de la République pour organiser la réplique française aux hostilités en cours. Plusieurs informations dignes de foi laissent penser que M. Mitterrand a alors autorisé le « service action » de la D.G.S.E. à intervenir directement en territoire syrien.

FIN

QUELLES AIDES À L'EXPORTATION ET À L'INNOVATION?

C'est le thème du
3^{ème} COLLOQUE DE L'ENTREPRISE
qui se tiendra à Cergy
le 28 octobre 1982 à l'ESSEC

Chefs d'entreprise
Connaissez-vous toutes les aides financières
dont vous pouvez bénéficier en matière
d'exportation et d'innovation?

Si vous ne pouvez répondre, alors inscrivez-vous dès à présent à la journée d'information
organisée par l'Etablissement Public de
Cergy-Pontoise avec le concours des plus
grands spécialistes de ces questions.

(participation limitée aux 300 premières inscriptions).

Bulletin d'inscription à retourner à :

Etablissement Public de Cergy-Pontoise - BP 47
95012 Cergy-Pontoise Cedex - Tél. 031.23.93

Nom
Fonction
Société
Adresse
Tél.

désire participer sans frais au colloque du 28 octobre
et recevoir le programme de cette journée d'information.

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

« Rien que la vérité mais toute la vérité »

MONTHERLANT sans masque

par
PIERRE SIPRIOT

Tome 1
L'ENFANT PRODIGE
(1895-1932)

• Grâce au travail intelligent et monumental de Pierre Sipriot, nous sommes en présence maintenant du vrai Montherlant et nous comprenons mieux ses écrits.
Jean Cazeneuve de l'Institut

• Un texte bouillant, débordant, si éloigné des « travaux de spécialistes ».
Hervé Bazin de l'Académie Goncourt

• Pierre Sipriot est à coup sûr l'homme le mieux informé sur le sujet, le plus chaleureux et en même temps le moins dupe.
François Nourissier de l'Académie Goncourt

• Pierre Sipriot atteste qu'il connaît et révère son sujet comme personne.
Bertrand Poirot-Delpech/LE MONDE

• Pierre Sipriot a écrit la plus féroce et la plus tendre des hagiographies.
Jules Roy LE NOUVEL OBSERVATEUR

• Pierre Sipriot a réussi ce travail d'Hercule : extraire non le corps glorieux mais le corps chamei du grand homme.
Paul Guth

• Cette biographie sans complaisance, il fallait qu'elle fût écrite. Rien que la vérité mais toute la vérité.
André Brincourt/LE FIGARO

• Le travail monumental auquel s'est livré Pierre Sipriot appartient maintenant à l'Histoire.
Lucien Guissard/LA CROIX

• Montherlant est là, qui piaffe, sensuel, fascinant, roublard, impérieux, imprévisible : voici l'animal au naturel.
Mathieu Galey/L'EXPRESS

• Montherlant a menti, certes, mais Sipriot n'ira pas en prison pour médiocrité.
Gerard Spitéri

LES NOUVELLES LITTÉRAIRES
• Une extraordinaire biographie, fascinante par les documents inédits.
Max Gallo/LE MATIN

• Sipriot ne s'est pas laissé aveugler. Son amour de Montherlant, il l'a voulu lucide, sa passion informée, son enthousiasme sans complaisance.
Pierre Lepape/TÉLÉRAMA

• C'est le plus beau cadeau que son biographe pouvait lui faire : en le restituant dans sa vérité, il le rend sympathique.
Jean Clémentin LE CANARD ENCHAÎNÉ

Bourse
GONCOURT
de la biographie
1982

ROBERT LAFFONT



AFRIQUE

République Sud-Africaine

Soixante-dix anciens détenus témoignent sur les tortures subies en prison

De notre correspondant

De notre correspondant

de la police, saqueuse au système tout entier. « C'est le système qui, au fil des législatures du parlement danois, a pourvu depuis 1963, et jusqu'à la législature actuelle, des services de sécurité de pouvoirs despotiques », rappelle un ami de Neil Asgett. Et de souligner que les services en question peuvent arrêter qui leur déplaît sans mandat et le détenir au secret. « C'est la loi, les premiers dits de sécurité n'ayant accès au tribunal et aux avocats qu'après leur classement... ou leur mort. »

Pour le comble des parents de

certains (sans procès), c'est précisément cette absence totale de contrôle et de contact extérieur pour les prisonniers qui est l'origine des abus commis. Formés en octobre 1981, au lendemain d'un vaste coup de filet policier dans les milieux étudiants et syndicaux, le comité avait déjà dénoncé une première fois, en avril 1982, les méthodes utilisées par les spécialistes policiers.

M. Louis Le Grange, ministre de la loi et de l'ordre l'anciennement

police) avait poliment écouté l'honorable désignation et promptement exécutée, dont les résultats se font attendre.

La semaine dernière, ce comité a remis à M. Le Grange — et à la réunion — un memorandum comprenant plus de soixante-huit témoignages écrits par d'anciens détenus sur les méthodes de la police spéciale. De ces témoignages, il se pensait que, pour faire avouer les diversités présentées, les professionnels de la question (la police spéciale) devraient en faire deux cas, à la satisfaction (sans sur la tête), ou à la satisfaction (sans sur la tête) ou à la satisfaction (sans sur la tête) serrée autour du cou (1).

La réunion de la commission

La Police France construite

Dans le domaine agricole, les deux parties ont étudié la possi-

هَكَذَا مِنْ الْأَصْلِ

SUR LA GESTION DE LA MAIRIE DE PARIS

M. Chirac accuse le pouvoir de favoriser le développement des « affaires »

M. Jacques Chirac devait faire, mercredi après-midi 13 octobre, une déclaration ou publier un communiqué afin de faire le point des diverses affaires dans lesquelles lui-même ou la municipalité de Paris sont mis en cause.

Le débat politique se caractérise, depuis quelques jours par une nouvelle et rapide escalade verbale, à l'occasion notamment des affaires concernant Paris. Comme toujours en ce genre de controverse le ton monte vite, chacun reprochant à l'autre d'avoir ouvert les hostilités le premier et tous font dévier le différend sur le terrain politique lorsque ce n'est pas sur celui du procès d'intention.

Le conseil politique du R.P.R., convoqué depuis plusieurs jours déjà pour le 12 octobre, a naturellement ajouté à son ordre du jour initial les récentes développements des « affaires » parisiennes.

Appliquant le principe de stratégie selon lequel la meilleure défense est l'attaque, le R.P.R. a décidé de passer à la contre-offensive.

Certes, le maire de la capitale dément, les jugant « incohérentes », les informations du *Canard enchaîné* sur le financement de sa campagne présidentielle de 1981. Et M. Pons ajoute même qu'elles sont « ubuesques ».

Certes, M. Chirac poursuit son enquête administrative au niveau municipal sur les affaires immobilières.

Il comptait aussi apporter, mercredi après-midi, des éléments nouveaux à ce sujet. Il pourrait s'agir, entre autres choses, de la mise en cause, ainsi que cela a été évoqué devant le conseil politique du R.P.R., d'un proche collaborateur de l'actuel chef de l'Etat, qui aurait eu des responsabilités en matière immobilière lorsqu'il était en poste à l'Hôtel de Ville de Paris, avant l'élection de M. Jacques Chirac. Cette initiative a surtout valeur d'avertissement, comme pour faire savoir à qui de droit que, du côté de l'Hôtel de Ville, on n'est pas entièrement dépourvu de munitions.

Mais, surtout, comme l'avait fait début septembre en termes proches, M. Giscard d'Estaing, qui évoquait le « déficit » de ce débat. Sans accuser directement ni expressément le pou-

voir d'être à l'origine des « révélations » de *Libération*. M. Chirac et ses amis lui reprochent toutefois d'insérer une « mobilisation systématique des moyens audiovisuels » pour mettre en cause la gestion administrative sur laquelle sera jugé le candidat de l'opposition nationale lors des élections municipales à Paris.

Du côté de la majorité, on rappelle à plaisir que le monopole des accusations, des insinuations et des termes blessants doit être au moins partagé entre la droite et la gauche et l'on souligne que l'opposition ne saurait pas les perches de laoye collaboration qu'il tend le pouvoir. Le R.P.R. n'a-t-il pas reproché à M. Robert Galley de s'être trouvé au Rwanda en même temps que M. Mitterrand. Mais du côté de l'opposition, on soupçonne le gouvernement de vouloir se livrer à des opérations abusives de « récupération ».

Le style de « ligues fascistes d'avant-guerre »

D'accusé, M. Chirac se fait maintenant accusateur pour dénoncer la responsabilité du pouvoir tout entier dans le développement de telles campagnes d'opinion. Considérant que de la part du parti communiste il ne saurait être étonnant que soient utilisées des méthodes du style des « ligues fascistes d'avant-guerre », les gaullistes, — semblant s'adresser ainsi à l'électorat de gauche non communiste — se disent, en revanche, plus surpris et plus déçus de voir les socialistes se laisser entraîner sur le même voie.

Cette attitude fournit ainsi aux amis de M. Chirac une occasion supplémentaire d'accentuer leur opposition et d'étendre le champ de leurs condamnations, dans deux domaines au moins.

Ainsi que le président du R.P.R. l'avait fait lors des journées parlementaires de la Grande-Motte (le *Morido* du 28 septembre) le conseil politique accuse de nouveau le gouvernement d'organiser « la régression sociale ». Les chiraquiens se sentent encouragés dans ce sornipement par les difficultés que rencontrent les négociations sociales actuelles et par les divers mouvements de protestations qui se produisent dans le pays au sein de plusieurs pro-

fessions et catégories sociales.

Enfin — *last but not least* — les dirigeants du R.P.R. s'en prennent à M. Mitterrand lui-même pour souligner la contradiction qu'il y a, selon eux, à condamner le « système » communiste établi en Pologne alors que l'on gouverne à Paris avec des ministres communistes qui prônent le même système.

M. Chirac, par ses prompts ripostes, reprend donc son offensive sous azimuts plus tôt qu'il pensait le faire. Mais il veut, cette fois, après le « coup » du statut de Paris, démontrer que ce n'est toujours pas lui l'assaillant.

Ces polémiques à répétition, qui ne sont pourtant pas nouvelles dans l'histoire de la République, autorisent toutefois à poser quelques questions. Le contrôle des décisions prises par les conseils municipaux est-il correctement et suffisamment exercé, non seulement par les élus de l'opposition mais aussi par la Cour des comptes ?

Le problème du financement des partis politiques et des campagnes électorales mis à l'étude sous le précédent septennat ne devrait-il pas être repris à son compte par la nouvelle majorité ?

Quoi qu'il en soit, les dénonciations si elles sont faites sans preuves mais aussi les faits répréhensibles, s'ils sont établis, risquent de jeter le discrédit sur la classe politique entière, de déteriorer les termes du débat démocratique et de ne profiter à aucun camp.

ANDRÉ PASSERON.

« Le Canard enchaîné » affirme que le président du R.P.R. a reçu des fonds gabonais pendant la campagne présidentielle

Selon le *Canard enchaîné* du 13 octobre, des fonds provenant des bénéfices tirés du pétrole gabonais ont été versés, avant l'élection présidentielle de 1981, aux caisses du candidat du R.P.R., M. Jacques Chirac. Ces fonds — 2 millions de francs — auraient été versés à la suite d'une opération montée par la société Elf-Aquitaine dont le président était — et est encore — M. Alain Chalandon, ancien ministre. Les intéressés ont démenté.

Les affirmations de l'hebdomadaire sont fondées sur l'existence d'un document qu'il affirme « authentique » — alors que les personnes intéressées le considèrent comme « un faux ». Il s'agit d'une note anonyme, sans en-tête et non signée, dont le journal affirme qu'elle a été rédigée en mars 1981 (pendant la campagne électorale française), à l'intention d'émissaires du président du Gabon, M. Omar Bongo. Ils avaient été délégués auprès de l'Elysée pour se justifier, aux yeux des conseillers de M. Giscard d'Estaing, de l'aide financière apportée à M. Chirac — son rival du premier tour — par ce pays. Le but de cette note aurait été de servir de « passe-bête » et d'argumentaire aux émissaires gabonais.

On y lit notamment ceci : « Il est exact qu'une somme de 2 millions de francs français (...) a été envoyée au président du R.P.R. pour soutenir sa campagne électorale. Cette opération a été montée par Elf-Aquitaine. Elle a consisté à prélever

ces sommes sur le produit du pétrole vendu pour le compte du Gabon. » M. Jean-Pierre Daniel, du groupe Elf-Aquitaine, est mis en cause dans le document et est présenté comme ayant mené les négociations avec le ministre gabonais des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques — qui a autorisé ce prélèvement. Le document précise encore que les envoyés du président Bongo devaient rencontrer deux conseillers de M. Giscard d'Estaing, MM. Martin Kirsch, chargé des affaires africaines, actuellement magistrat à la Cour de cassation, et Victor Chapot, conseiller politique de l'ancien président de la République, qui est en déplacement jusqu'à la semaine prochaine.

Le texte anonyme du *Canard enchaîné* se conclut ainsi : « Le président Bongo souhaite vivement que cet incident très regrettable soit clos. Il a été trompé par son ministre qui ne lui a pas dit sur le moment la destination précise de ces fonds. Le président Bongo a décidé de prendre des sanctions très sévères contre son ministre. » (l'intéressé a été nommé ministre de la justice).

Plusieurs des personnes mises en cause dans ces révélations du *Canard enchaîné* ont affirmé être au courant « depuis longtemps » de l'existence d'un tel document, mais toutes affirment qu'il s'agit d'un faux. M. Bongo, qui reconnaît avoir envoyé des émissaires à l'Elysée en mars 1981, indique qu'il s'agissait pour eux de régler un problème de livraison d'armements. Quant au

document, dit le président du Gabon « il ne peut pas être autre chose que fabriqué ». M. Chalandon dément : « Je connais ce document, c'est un faux. Il n'y a jamais eu d'opération de ce type montée par Elf-Aquitaine. » M. Chirac a fait répondre au *Canard enchaîné* : « C'est de la pure affabulation. Il y a bien une note : elle circule et elle est destinée à nuire à l'un ou à l'autre ».

Au sujet des informations du *Canard enchaîné*, en l'absence d'explications précises des intéressés, on peut formuler plusieurs observations.

1) Il est de notoriété publique que le président du Gabon a cherché à financer des partis politiques français, et y est souvent parvenu. Mais cela n'a pas été prouvé.

2) Le document publié par le *Canard enchaîné* ne comporte aucun élément d'identification ni, a fortiori, d'authentification. Il est d'autant plus aisé de le présenter comme un faux.

3) Le *Canard enchaîné* affirme que M. Chirac, ayant eu vent de son enquête, s'est rendu précipitamment, fin septembre, à Libreville pour s'expliquer avec M. Bongo. S'il est exact que le maire de Paris a séjourné du 27 au 29 septembre 1982 dans la capitale gabonaise, il est non moins avéré qu'il s'agissait pour lui de présider l'assemblée annuelle de l'Association internationale des maires des villes francophones — association qu'il préside — pour une réunion dont la date avait été fixée il y a plusieurs mois.

Le R.P.R. : un climat de haine sociale

Le conseil politique du R.P.R., réuni mardi 12 octobre sous la présidence de M. Chirac, évoquant l'évolution de la situation politique à Paris, affirme : « Le pouvoir social-communiste porte atteinte à la notion républicaine de fraternité en donnant au débat politique une tonalité de haine sociale tout à fait inquiétante. L'illustration en est donnée par la campagne lancée contre le maire et l'ensemble des élus de Paris. Après la « loi » organisant le démantèlement de la capitale, les Français assistent à une mobilisation systématique des moyens audiovisuels pour mettre en cause la gestion administrative de Paris à propos d'une opération immobilière et du fonctionnement d'une nuisance de cure médicale. »

Les responsables municipaux compétents ont donné sur ces deux points la réponse qui s'imposait. Il faut cependant replacer cet incident dans le contexte politique général. Les prétextes invoqués ont été l'occasion de lancer une campagne d'opinion dans le plus pur style des ligues fascistes d'avant-guerre lors-

que celles-ci voulaient discréditer les élus du suffrage universel. Ces procédés qui n'étonnent pas de la part du parti communiste, mettent en cause l'attitude de l'ensemble du gouvernement. En faisant ou en laissant faire de telles campagnes, le pouvoir social-communiste prend la responsabilité d'une dégradation du climat politique dangereuse pour l'unité nationale et pour la démocratie. »

Le conseil politique du R.P.R. a également évoqué la situation sociale et a constaté que, pour la première fois depuis la libération, notre pays entré dans une période de régression sociale.

Cette régression se caractérise, selon le R.P.R., par la baisse du pouvoir d'achat moyen, la diminution de la protection sociale et l'abandon de la politique contractuelle. Le R.P.R. assure que cette situation est « la conséquence des erreurs commises depuis seize mois et plus précisément d'une gestion désastreuse des finances publiques ».

LE PROCUREUR ORDONNE UNE ENQUÊTE A LA POLICE JUDICIAIRE

A Paris, le procureur de la République, M. Robert Bouchery, a demandé, mardi 12 octobre, à la brigade financière de la police judiciaire de Paris, d'enquêter sur les sociétés mises en cause dans l'affaire des bureaux d'études. Les investigations devaient commencer mercredi matin 13 octobre. Il s'agit d'une enquête préliminaire et, pour l'instant, aucune information judiciaire n'est ouverte.

• M. Georges Sarre : une enquête « réelle ». — Une enquête « réelle » doit être ouverte et « confiée à une commission d'élus fiable et représentative dans l'ouvrage immobilier soulevé par le journal « Libération », a déclaré, M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, qui a ajouté : « La volonté des élus socialistes du Conseil de Paris est claire : maintenir le débat politique à un bon niveau ne saurait signifier qu'un silence gêné couvre d'éventuels manquements. »

RECTIFICATIF. — Dans l'article relatif au scandale de la maison de cure médicale de Cachan (*le Monde* du 13 octobre), M. Alain Gillette, directeur de cabinet du secrétaire d'Etat aux personnes âgées, reprochait au bureau d'aide sociale de Paris de n'avoir envisagé, fin 1981, aucune création d'emploi « en 1981 ». Nous aurions dû écrire : « pour 1982 ».

Caméra 7
photo / ciné / son
vidéo / audiovisuel
GRAND CHOIX DE TITRES
V.H.S. ET BETAMAX
7, rue La Fayette 75009 Paris
Tél. 874-84-43 + 878-37-25



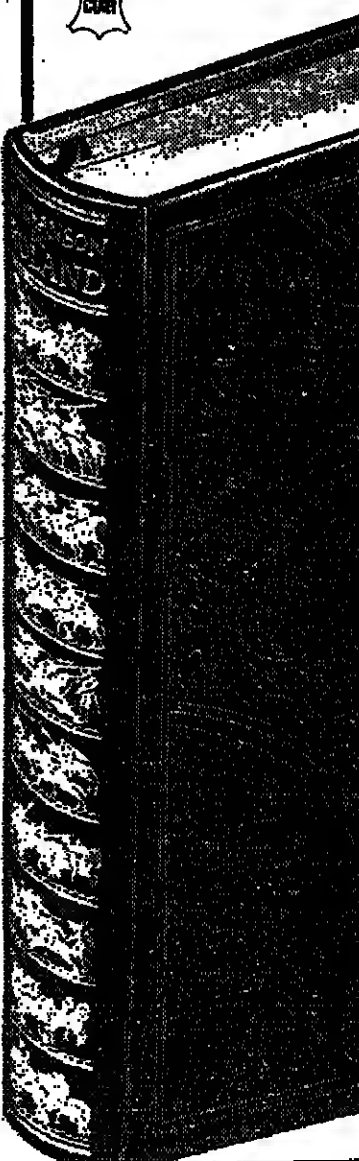
La précieuse tapisserie de Bayeux retrace l'épopée d'Hastings qui donna l'Angleterre aux Normands et illustre chaque page de notre édition du plus ancien poème héroïque de la langue française.

On retrouve enfin l'ancien manuscrit de la Chanson de Roland... à Oxford ! Les Normands l'avaient emmené sur leurs bateaux lors de l'invasion de l'Angleterre. Pendant la bataille décisive d'Hastings, les chances étaient partagées mais... soudain Taillefer se dressa sur ses étriers et entonna... la

Chanson de Roland

Les troupes de Guillaume le Conquérant, galvanisées, se ruèrent à l'assaut et ce fut la victoire ! L'Angleterre devint Normande.

Format : in-octavo, 14x21 cm.



Le plus ancien chant guerrier de la Chevalerie Française, réédité d'après le manuscrit original retrouvé à Oxford par un savant français.

Pourquoi cette continuité dans la fortune de cette merveilleuse épopée ? C'est que l'héroïque sacrifice de Roland et de ses pairs, à Roncevaux, est le symbole de la résistance et de la gloire des lils de France. Et puis, c'est notre histoire. Mieux que les textes étudiés et d'accès difficile, cette naïve chanson aux mille péripéties nous restitue l'ambiance même du Moyen Age, sa loi, sa grandeur, sa beauté, ses coutumes, ses intrigues. Je vous le dis : il est impossible de comprendre vraiment cette époque sans la Chanson de Roland qui devint célèbre dans tous les pays d'Europe, aussi bien dans le moindre bourg de France qu'en Italie, en Espagne, au Tyrol et jusqu'au fond des forêts de Norvège et du Danemark.

Pourquoi le texte original de cette chanson s'était-il perdu ?

Les transcrits du Moyen Age avaient tous cédé à la tentation d'ajouter et surtout d'allonger leur modèle. On avait trouvé des manuscrits à Paris, à Lyon, à Venise, à Metz, à Cambridge, mais la mollesse du ton était bien loin des vers sonnants et bruyants dont les soldats de Guillaume avaient fait leur chant de guerre.

Un vieux parchemin oublié.

1834 Un érudit français, l'abbé de la Rue, découvre à Oxford un vieux parchemin portant le texte le plus ancien de la Chanson de Roland, écrit dans le français parlé par les conquérants normands : c'est l'original. Quel événement ! Aussitôt, le ministre de l'Instruction Publique dépêche à Londres Monsieur Francisque Michel, dont le texte sera publié à Paris chez le libraire Silvestre, trois ans plus tard. Cette version du onzième siècle.

est la plus ancienne. Aucun doute à cet égard. Ces vers ont été déclarés à Hastings par Taillefer, chanteur de l'expédition. Ils sont écrits dans le vieux langage d'oïl de l'époque, parlé par Guillaume le Conquérant et ses sujets.

A mon tour, j'ai fait revivre la Chanson de Roland dans toute sa splendeur primitive.

Vous pouvez la redécouvrir aujourd'hui dans la plus scrupuleuse et la plus complète des éditions, avec le texte intégral du parchemin d'Oxford, et sa version en français moderne.

Pour l'illustration, j'ai choisi cet autre chef-d'œuvre unique qu'est la célèbre tapisserie de Bayeux qui relate la conquête de l'Angleterre par Guillaume et notamment la bataille d'Hastings.

La reliure est en plein cuir de mouton, sans aucun joint ni couture. Les plats sont frappés « à froid » d'un décor représentant le vitrail de la cathédrale de Chartres où l'on voit Roland brisant son épée Durandal, sur le rocher. Le dos et la tranche supérieure sont dorés à la feuille d'or intré 22 carats.

CADEAU
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14x21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.
Jean de Bonnot

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir moins de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent pas être vendus à vil prix et donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres soignées dans les plus petits détails qui prennent de la valeur chaque année, c'est pourquoi il s'engage à les racheter au même prix, aux souscripteurs qui le désiraient.

Jean de Bonnot

BON D'EXAMEN GRATUIT

(sous réserve d'épuisement du tirage)

Je suis curieux de recevoir, à l'essai pour huit jours, le volume de « La Chanson de Roland », sans aucun engagement d'achat de ma part. Si ce précieux ouvrage m'est utile, j'en paie le prix de 129,50 F (+ 10,70 F de frais d'envoi).

Mon nom et prénoms :

Adresse complète :

Code postal :

Signature :

Bon à renvoyer à JEAN DE BONNOT 7, Jg St-Honoré 75392 Paris Cedex 08

POLITIQUE

LE PROJET SUR LES TRANSPORTS INTÉRIEURS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le syndrome des camionneurs ?

La réunion du bureau du groupe socialiste, mercredi matin 13 octobre, devait être notamment consacrée à la question de savoir s'il convenait ou non de donner un certain retentissement à l'incident provoqué la veille, lors du débat sur les transports intérieurs, par les propos d'un député U.D.F., M. Fèvre. Estimant que, dans le projet présenté par M. Fiterman, les transporteurs routiers sont victimes de la priorité accordée au transport par rail, celui-ci a déclaré : « Les routiers sont prêts de trente mille et il n'y a pas si longtemps qu'un régime politique est tombé sous la masse des poids lourds... »

Mardi 12 octobre, l'Assemblée nationale examine le projet de loi d'orientation des transports intérieurs.

Ce texte, qui a été analysé dans le *Monde* du 29 juillet, répond à un triple objectif : 1) remettre en ordre l'ensemble des textes relatifs aux transports intérieurs, la réglementation actuelle paraissant à la fois pléthorique et souvent inefficace ; 2) établir les bases d'une nouvelle politique globale des transports ; le projet affirme la nécessité de prendre en compte des impératifs généraux, comme l'utilisation rationnelle de l'énergie, la sécurité, la protection de l'environnement, le développement équilibré du territoire ; il fixe également un certain nombre de principes : satisfaction des besoins des usagers dans les conditions économiques et sociales les plus avantageuses pour la collectivité ; droit aux transports ; libre choix de l'usager ; concurrence loyale entre les modes de transport en harmonisant leurs conditions d'exploitation et en favorisant leur complémentarité ; juste rémunération du transporteur assurant la couverture des coûts réels ; cofinancement tripartite des transports publics réguliers de personnes : usagers, collectivités publiques, autres bénéficiaires publics ou privés ; 3) réformer la nature juridique du chemin de fer : la S.N.C.F. — qui garde son nom — devient un établissement public industriel et commercial (EPIC). A ce titre son autonomie de gestion est renforcée.

M. Chénard (P.S., Loire-Atlantique), rapporteur de la commission de la production et des échanges, insiste sur la définition d'une approche différente de la politique des transports : « On se fonde sur une mission nouvelle, explique-t-il, celle d'efficacité économique et sociale, qui se substitue à la notion de stricte rentabilité économique et financière. » Il souligne également l'intérêt de l'insertion des « plans de déplacements urbains », plans qui contiendront notamment des dispositions sur le stationnement.

Le parallèle avec le rôle joué par les camionneurs chiliens dans le renversement du régime de Salvador Allende était évident. M. Fiterman et les députés socialistes ont vivement réagi. M. Galliard (P.S.) a condamné cette « apologie d'un moyen de renverser la démocratie », et le ministre d'État n'a pas hésité à faire allusion à la thèse d'une stratégie de déstabilisation du pouvoir de gauche que l'opposition est soupçonnée de conduire. « Est-ce une illustration de la thèse de M. Chirac qui donne moins de deux ans de vie au pouvoir actuel ? », s'est-il interrogé. M. Joux, président du groupe socialiste, affir-

me que le projet de loi, « une prise en main par le pouvoir actuel », il ajoute : « Vous préparez, derrière quelques éléments de façade libérale, une prise en main de l'appareil des transports par l'État socialiste et communiste. » Critiquant le caractère « directif » des orientations du projet, M. Fèvre évoque ce qu'il estime être une priorité accordée au chemin de fer, au détriment des transports fluviaux et routiers. Il observe à cet égard : « Craignez la réaction du plus important d'entre les deux par le nombre connu par la capacité de se défendre. Les routiers sont prêts de trente mille, et il n'y a pas si longtemps qu'un régime politique est tombé sous la masse des poids lourds... »

Notre démarche, ajoute-t-il, « rejette aussi bien le libéralisme destructeur que le centralisme autoritaire ». M. Fiterman parle à ce sujet de « service public d'intensité variable », c'est-à-dire comportant des formes, des implications, diverses selon les secteurs et les modes de transport.

Dans la discussion générale, M. Rimbault (P.C., Cher) déclare que le choix des précédents gouvernements en faveur du transport routier a entraîné l'octroi pour ce mode de transport de « privilèges spécifiques », et ce « en vue de développer une concurrence exacerbée, de peser artificiellement sur les prix, ce qui a finalement conduit à une sous-tarifification généralisée et d'un gâchis économique et social très important ». Le député communiste souligne, d'autre part, que les entreprises privées « ont toute leur place pour assurer, elles aussi, les missions du service public des transports », ajoutant : « Il faut donc une certaine dose de mauvaise foi pour accuser la majorité de vouloir tout étatiser et bureaucratiser ! »

M. Fèvre (U.D.F., Haute-Marne) estime que les transports s'accomplissent « un nouveau bond en avant » que lorsque « les gouvernements sérieux reprendront le pouvoir ». Pour lui, la création d'un véritable « service public » des

transports conduit à « une prise en main par le pouvoir actuel ». Il ajoute : « Vous préparez, derrière quelques éléments de façade libérale, une prise en main de l'appareil des transports par l'État socialiste et communiste. » Critiquant le caractère « directif » des orientations du projet, M. Fèvre évoque ce qu'il estime être une priorité accordée au chemin de fer, au détriment des transports fluviaux et routiers. Il observe à cet égard : « Craignez la réaction du plus important d'entre les deux par le nombre connu par la capacité de se défendre. Les routiers sont prêts de trente mille, et il n'y a pas si longtemps qu'un régime politique est tombé sous la masse des poids lourds... »

« Vos propos sont scandaleux ! », lance M. Fiterman. En conclusion, le député U.D.F. souligne que le projet déséquilibre volontairement le marché, « en donnant la priorité, en définitive, modes d'un mode de transport, le chemin de fer, qu'il n'avait pas à la S.N.C.F. ».

M. Galliard (P.S., Deux-Sèvres) s'insurge contre le rappel effectué par M. Fèvre de la grève des camionneurs qui a précédé le coup d'État militaire au Chili, et contre, dit-il, « l'apologie qui vient d'être faite du moyen de renverser la démocratie ». Parlant ensuite du droit au transport, le député socialiste souligne : « N'est pas libre celui qui n'a pas les moyens de se déplacer dans des conditions raisonnables de qualité et de prix. » Il se félicite également de l'affirmation du principe de la juste rémunération du transporteur. « La sous-tarifification actuelle, ajoute-t-il, ronge les entreprises privées du secteur. Elle interdit à la S.N.C.F. de redresser sa situation financière. » « L'incertitude des gouvernements précédents, insiste-t-il, a conduit la S.N.C.F. à un endettement de 55 milliards et à un déficit cumulé de 13 milliards ».

M. Bergelin (R.P.R., Haute-Saône) estime que le projet se résume à « une longue suite de déclarations lénifiantes ». La rédaction « ambiguë » des différentes dispo-

sitions permet, selon lui, « toutes les interprétations et toutes les orientations possibles par voie réglementaire ». S'adressant à M. Fiterman, il déclare : « Vous appartenez au parti communiste, et, d ce titre, votre objectif est d'étaler progressivement le secteur des transports. » Trop habile pour demander « la nationalisation immédiate », poursuit-il, « vous asphyxiez peu à peu le transport routier privé, la batellerie et le transport aérien régional ».

La discussion du projet de M. Fiterman a démontré que la personnalité du ministre des transports n'est pas sans incidence sur le jugement par l'opposition de la politique du gouvernement. Chargé du ministère de la santé, M. Raffin est victime du même procès d'intention de la part du corps médical. « Vous appartenez au parti communiste », assure M. Bergelin (R.P.R.), et, à ce titre, votre objectif est d'étaler progressivement le secteur des transports. » Accusé d'être le « ministre de la S.N.C.F. », c'est-à-dire de donner la priorité « à la C.G.T. », le ministre d'État s'est contenté de dresser un bilan critique de la politique suivie par ses prédécesseurs, caractérisée, selon lui, par un « libéralisme sauvage ». — L. Z.

M. Fiterman : une illustration de la thèse de M. Chirac

Tout en reconnaissant la réussite de certaines réalisations, M. Fiterman, répondant aux critiques, dresse un bilan critique de la politique des précédents gouvernements : le T.G.V., indique-t-il, « reflète pratiquement certains éléments de la politique de la S.N.C.F. dans un nombre limité de créneaux, d'où, pour la société nationale, un endettement très lourd ». Il parle des « incohérences » de cette politique, qui font que des aéroports comme Roissy, Orly, Sotolais et Marignane n'ont pas de desserte ferroviaire, et indique d'autre part : « Pour les autoroutes, il est vrai qu'on en a construit des kilomètres, mais à quel prix ! La Cour des comptes a plusieurs fois souligné le caractère peu orthodoxe de contrats passés avec des concessionnaires privés où il était prévu que les bénéfices seraient imputés par les actionnaires et les déficits par l'État ». Le libéralisme, poursuit M. Fiterman, « dissimule en réalité la volonté de contester les droits des travailleurs. Votre liberté, c'est la liberté d'étranger les transporteurs ! ».

Revenant sur les déclarations de M. Fèvre, il souligne : « Certains compteraient-ils là-dessus pour tor- dre le cou au suffrage universel et revenir en force au pouvoir ? Est-ce une illustration de la thèse de M. Chirac, qui donne moins de deux ans de vie au pouvoir actuel ? »

Cette déclaration, ajoute-t-il, attirera certainement l'attention des transporteurs routiers et de leurs représentants. Ils comprendront que certains sont prêts à les utiliser comme masse de manœuvre pour atteindre des objectifs politiques... Je suis persuadé qu'ils écarteront de telles manœuvres. Entre le gouvernement et les transporteurs routiers la concertation n'a jamais cessé, et, même s'il y a eu parfois confrontation des points de vue, le dialogue a abouti à des solutions positives. Je suis sûr qu'il en sera de même à l'avenir. Il n'y a pas parmi eux de champions de cet affrontement que certains souhaitent.

Représentant la parole, M. Fèvre déclare que M. Fiterman « a l'air de

dramatiser les choses ». Citant ses propres propos, il assure : « Il n'y avait pas là le moindre appel à la révolte. » Le député U.D.F. rappelle qu'« en mars ou avril 1969 les routiers ont bloqué toutes les sorties de Paris, un samedi soir, pour protester contre une décision du gouvernement de l'époque (...) ». « A la fin de mon exposé, ajoute-t-il, je disais qu'il semblerait que l'opposition en déception et la colère ! C'est le jeu normal de la démocratie. »

L'Assemblée commence ensuite la discussion des articles. L'article premier (affirmation du libre choix de l'usager), elle adopte trois amendements du gouvernement précisant que le système de transport intérieur concourt également à : la défense du pays ; à l'expansion des échanges internationaux ; « notamment européens », ainsi qu'au « développement économique et social ». Les députés repoussent plusieurs amendements de l'opposition tendant à supprimer l'affirmation du droit au transport, au motif que ce droit fait partie des libertés fondamentales garanties par la Constitution, puis, sur proposition de M. Fiterman, ils précisent que ce droit s'accompagne pour l'usager de la faculté « d'exercer lui-même le transport de ses biens ».

A l'article 2 (le droit au transport), le ministre d'État souligne qu'il s'agit d'un droit « économique et social qu'il conviendrait de s'attacher à satisfaire progressivement ». Ce droit, indique le texte, « permet aux usagers de se déplacer dans des conditions raisonnables d'accès, de qualité et de prix ainsi que de coûts pour la collectivité, notamment l'utilisation d'un moyen de transport ouvert au public ». Un long débat s'engage sur ce thème ; l'opposition contestant le fait d'affirmer un droit qui existe déjà de façon permanente.

L'article 3 affirme la nécessité d'un développement harmonieux des divers modes de transport et pose le principe d'une concurrence loyale entre eux. L'Assemblée repousse notamment un amendement défendu par M. Fèvre, visant à stipuler que la politique globale des transports s'effectue « dans le respect des règles de l'économie de marché », après que M. Fiterman eût estimé qu'il s'agissait en réalité de rétablir le « libéralisme sauvage ». Cette po-

litique, est-il précisé par un amendement de la commission, « contribue au développement et à l'amélioration de la politique européenne des transports ». Contre l'avis du gouvernement, l'Assemblée — les députés socialistes et communistes — adopte un amendement de M. Chénard et Duron (P.C., Seine-Maritime), précisant que la politique des transports devra harmoniser les conditions « d'exploitation et d'utilisation » des modes de transport et des entreprises. Elle devra également assurer la complémentarité et la coopération des modes de transport, notamment par le choix des infrastructures.

La suite du débat est renvoyée à mercredi 13 octobre. — L. Z.

L'OPPOSITION SAISIT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL A PROPOS DE L'UNE DES LOIS ADOPTÉES

Les parlementaires U.D.F. et R.P.R. ont saisi le Conseil constitutionnel d'un recours dirigé contre l'article L 521-1 du code du travail dans la rédaction que lui a donnée l'article 1ER-H de la loi relative au développement des institutions représentatives du personnel. « Cet article, estime-t-il, qui institue l'« responsabilité civile » des représentants et délégués du personnel, est contraire à plusieurs principes constitutionnels, notamment au principe de l'égalité devant la loi et devant la justice ».

L'article L 521-1 du code du travail a été complété par un nouvel alinéa ainsi rédigé : « Aucune action ne peut être intentée à l'encontre de salariés, de représentants du personnel, élus ou désignés, ou d'organisations syndicales de salariés, en réparation des dommages causés par un conflit collectif de travail ou à l'occasion de celui-ci, hormis les actions en réparation de dommages causés par une infraction pénale et du dommage causé par des faits manifestement insusceptibles de se rattacher à l'exercice du droit de grève ou du droit syndical ».

Ces dispositions sont applicables aux procédures en cours, y compris devant la Cour de cassation.

Au groupe socialiste

DIALOGUES NORD-SUD

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a débattu du projet de redressement de la Sécurité sociale élaboré par M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, au cours de sa réunion du mardi 12 octobre.

Les députés socialistes soulignent que la correction applicable aux pré-retraités ne frappe pas les bénéficiaires des contrats de solidarité. Une délégation du groupe rencontrera M. Bérégovoy afin de discuter de cette modification au texte gouvernemental. Le vote en ce sens, au sein du groupe, a été acquis à quelques voix près.

En revanche, les députés socialistes, au terme de longs débats, ont approuvé les dispositions du projet qui concernent le forfait hétéro et la vignette sur les alcools et les tabacs. M. Claude Evin (Loire-Atlantique), président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, a proposé que la « vignette » soit applicable à toutes les boissons alcoolisées, et non pas seulement, comme la prévoit le gouvernement, à celles qui titrent plus de 25 degrés. Sa proposition a été repoussée, comme a été repoussé le souhait inverse qui aurait conduit à ne taxer aucune boisson alcoolisée. M. Claude Estier (Paris), porte-parole du groupe, en a tiré l'observation suivante : « Les députés du Nord étaient pour la taxation du vin. Ceux du Sud y étaient hostiles. Ce qui tendrait à démontrer que les socialistes du Sud sont plus nombreux que ceux du Nord ».

Les députés socialistes ont également examiné, une nouvelle fois, la proposition de loi visant à effacer définitivement les séquelles de la guerre d'Algérie. Ils l'ont approuvée sans introduire la moindre modification. MM. Pierre Joux, président du groupe, Alain Richard (Vendée) et Jean-Pierre Worms (Seine-et-Marne) se sont efforcés d'exclure du champ d'application de la loi les généraux « rétro » qui, au nom de l'Algérie française, s'étaient élevés contre le général de Gaulle. Leur proposition a été repoussée par deux voix de majorité. M. Claude Estier, un homme du Nord, a déclaré : « Pour les gens de ma génération, c'est un peu gros à exiger. Je voterai la loi avec discipline, mais sans plaisir. » Les diverses « subtilités » socialistes seront exprimées au cours du débat public par un orateur unique, M. Pierre Guidoni (Aude), un homme du Sud. M. Guidoni avait rallié une majorité sur ses positions, la semaine dernière, au cours d'une précédente réunion du groupe, en affirmant que les socialistes de la nouvelle génération sont « les seuls à pouvoir pardonner » des faits « impardonnables ».

Pour leur part, les communistes présenteront en séance publique un amendement demandant l'exclusion des officiers généraux du champ d'application de la loi et celle des auteurs de crimes de sang. Sur ce dernier point, M. Jean Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire), défend une thèse similaire. L'amendement qu'il a présenté en ce sens à la commission des lois a été repoussé.

J.-Y. L.

Vous avez le BAC

Devenez un professionnel de qualité

Préparez en deux ans le diplôme du

WILSON INSTITUTE OF MANAGEMENT

agréé par

L'UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

— GENÈVE —

Le cursus pédagogique est basé sur un enseignement supérieur alterné : programmes de gestion et management au plus haut niveau à PARIS et SAN FRANCISCO et une véritable expérience internationale.

Pour toute information :

Université Libre Internationale
Service des admissions
M. Ph. DOUBRE
36 rue de Candolle
1205 GENÈVE (Suisse)
Tél. : (22) 989 989

Centre d'information

pour la France :
32-33 Galerie Montpensier
Jardin du PALAIS ROYAL
75001 PARIS
Tél. : 16 (1) 236.30.69

La véritable préparation de votre avenir

UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

— GENÈVE —

Une sélection rigoureuse, la valeur de ses partenaires internationaux.

LE MONDE diplomatique

Numéro d'octobre

Avant les élections L'ESPAGNE MALADE DE SA DROITE

Un peuple privé de défenses (Francisco Umbral). — Espoirs et illusions de l'après-franquisme (Joan E. Garcés). — Passion et mort de l'Union du centre démocratique (Eduardo Haro Tecglen). — La question-tête des autonomies dans le jeu des partis (Manuel Vázquez Montalbán). — Dans l'attente de la consécration européenne (J.-J. Kaurlandskis). — Vida cultural et désenchantement (Juan Goytisolo).

LES SYNDICATS AMÉRICAINS ENTRE LE DÉCLIN ET UN NOUVEAU ESPOIR

(Pierre Dommergues)

Le numéro : 10 F
5, rue des Italiens, 75421 Paris, Cedex 09
Publication mensuelle du Monde
(En vente partout)

محکمات الاصل

POLITIQUE

Pour Rencontres communistes, le comportement du P.C.F. « handicape le combat contre la droite »

Le collectif national de Rencontres communistes, qui préside M. Henri Fiszbin, ancien membre du comité central du P.C., a rendu public, mardi 12 octobre, un appel adressé à « tous les communistes, qu'ils soient ou non membres du parti ». Le mouvement estime qu'il existe, actuellement, chez les travailleurs, des sentiments qui mettent en question, dans des domaines importants, l'action du gouvernement et que, face à la mobilisation de l'opposition, « la bataille d'idées et la riposte politique des partis de gauche ne sont pas au niveau nécessaire ».

Selon Rencontres communistes, le P.C.F. en particulier, « reste empêtré dans son incapacité à insérer sa légitime préoccupation de renforcer son influence dans le combat d'ensemble pour le succès de toute la gauche » et que « son comportement actuel handicape l'intervention du mouvement ouvrier et le combat contre la droite ». Le collectif souligne que, « dans la logique d'un effort d'assainissement, des mesures rigoureuses, voire impopulaires, peuvent être nécessaires pour assurer la base politique de nouveaux progrès » et que « c'est faire ses responsabilités que d'en accepter la pratique, ses implications ».

LES ATTACHÉS D'ADMINISTRATION MANIFESTENT DANS LA RUE

L'Association des attachés d'administration centrale et l'Association des secrétaires adjoints des affaires étrangères, qui représentent plus de quatre mille fonctionnaires de ces catégories, ont décidé de descendre dans la rue pour exprimer leur mécontentement. Elles organisent jeudi 14 octobre à midi un rassemblement devant le ministère de la fonction publique, rue de Babylone, qui se poursuivra par un défilé jusqu'à l'hôtel Matignon. Ces fonctionnaires veulent protester contre « la dégradation permanente de leur situation tant sur le plan du déroulement de leur carrière que sur celui de l'exercice de leurs fonctions et de leur grille de salaires ».

Placés immédiatement au niveau inférieur à celui des administrateurs civils, ils dénoncent le blocage de l'avancement, une gestion « inefficace et disparates » de leur corps, la réduction des débouchés. Ils redoutent aussi que l'instauration de la « troisième voie » d'accès à l'ENA et la titularisation de nombreux contractuels annoncée par le gouvernement n'aggravent encore leur situation.

LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.F. DEMANDE A TOUTES LES CELLULES DE SE RÉUNIR

Le bureau politique du P.C.F. a annoncé, mardi 12 octobre, les dispositions prises pour lancer l'« action nationale », décidée par le comité central au cours de sa réunion des 4 et 5 octobre. « La situation actuelle, caractérisée par une accentuation des pressions du patronat et de la droite, requiert l'engagement de tous les communistes, avec le plus grand esprit de responsabilité envers l'ensemble des travailleurs et envers la nation, déclare le bureau politique ».

La direction du P.C.F. recommande aux cellules de se réunir « dans les plus brefs délais », pour « débattre à fond de la situation et des tâches qui en découlent pour les communistes ».

L'« action nationale pour la production, l'emploi, le pouvoir d'achat et les droits des travailleurs » sera ouverte officiellement par une rencontre, le 21 octobre, avec la presse et « des personnalités représentatives de la vie économique, sociale, scientifique ». L'« Humanité Dimanche » consacrera un numéro à ce sujet et un tract sera tiré à six millions d'exemplaires.

UN COLLOQUE DE LA REVUE « ESPRIT » La démocratie peau de chagrin

La démocratie est fragile. Cette fragilité, aggravée par sa bonne conscience et par une attitude de repli, inquiète : d'autant plus qu'elle s'accompagne d'un « renfermement » sur une aire géographique et culturelle chaque jour plus limitée. Soucieux d'amorcer une réflexion sur les voies et moyens d'une reconquête, les responsables de la revue Esprit ont organisé, du 7 au 9 octobre, un colloque réunissant plusieurs intellectuels de renom.

L'un d'entre eux, le philosophe André Glucksmann, a proposé comme remède à ce mal sournois une thérapie de choc : une « guerre spirituelle prolongée » contre le totalitarisme, en particulier contre le totalitarisme des pays de l'Est. Cette guerre aurait alors pour vertu de sortir les démocraties de camp retranché à l'intérieur duquel elles se complaisaient. Plusieurs intervenants, notamment M. Aleksander Smolár, ont mis en cause le corollaire de cet état d'esprit, à savoir la non-intervention.

M. Smolár parlait de la Pologne, bien sûr, dont les événements ont nourri, au sein de la gauche, le débat que l'on sait, qui a ceci de particulier qu'il a provoqué, pour la première fois peut-être depuis la guerre d'Algérie, un mouvement d'intellectuels autour et en faveur de la C.F.D.T. « La démocratie arrive à ce stade où il lui faut élargir sa base », a encore affirmé M. Smolár, avant de souligner, à l'adresse des dirigeants français, qu'une transformation de l'ordre social doit être « l'œuvre de tous et non d'une minorité », et, à l'adresse de toutes les démocraties, qu'elles devraient inscrire l'intervention au chapitre de leurs « devoirs moraux », afin d'encourager partout et dans tous les domaines les « tendances démocratiques ».

A ce stade de la discussion, Jacques Amalric a mis en garde les participants au colloque contre toute attitude anticommuniste et antisoviétique. La meilleure défense que les démocraties occidentales puissent opposer au totalitarisme est, selon lui, de rester elles-mêmes et de conserver leur langage. « La force de l'autre, c'est notre faiblesse », a-t-il dit. Insistant sur le fait que les « démocraties populaires » intègrent davantage le fac-

teur temps que les démocraties occidentales, qui raisonnent, selon lui, à très court terme, Jacques Amalric a souligné qu'il faut prendre soin de distinguer les peuples des dirigeants de ces pays de l'Est, et donc de prendre garde de ne pas « punir un peuple sous prétexte de punir des dirigeants ».

Il revenait à Paul Thibaud, directeur d'Esprit, de conclure en soulignant que le totalitarisme « ne produit rien », mais qu'il « profite ». « Le seul argument contre lui, ce sont ses réalisations elles-mêmes », a-t-il dit avant de plaider pour l'élaboration d'une stratégie positive et offensive.

Au-delà de ces échanges sur un phénomène que l'actualité propulsait, une fois de plus, au premier plan, ce colloque a été marqué par une grande hétérogénéité des propos, les discours allant du plus immédiatement politique au plus spirituel.

De la partie politique des débats, on retiendra, outre l'extrême sensibilité des participants au problème polonais (certains ont vivement reproché au gouvernement français sa « passivité »), la remise en cause du rôle de l'Etat-providence débouchant sur une critique du système représentatif lui-même. L'Etat devrait, selon certains, se cantonner dans un rôle d'arbitre et n'est plus qualifié pour représenter la nation. Il est clair que si l'on conteste la représentation, on met en cause l'élection, selon un processus intellectuel qui évoque ce mot d'ordre de mai 1968 : « Elections, piège à cons ! ».

C'est Paul Thibaud qui a pris la défense d'une vision classique de la représentation et d'une vision formelle de la démocratie, concepts dont la remise en question conduirait à la régression.

Deux interventions ont marqué la seconde journée du colloque : celle du philosophe Pierre Livet, qui s'est attaché à montrer qu'un pouvoir démocratique moderne doit « sauvegarder les possibles », tandis que la technocratie élimine ces possibles ; celle de Mme Evelynne Pisier, professeur de droit, qui a plaidé pour un Etat fondé sur la notion de service public, celle-ci ne reposant plus sur une souveraineté régalienne, mais sur une solidarité consentie.

VOIX ET EXPRESSION
PARLER AVEC AISANCE
SE FAIRE ECOUTER
MAÎTRISER L'ÉMOTIVITÉ
CONVAINCRE, DÉCIDER
Tous renseignements :
O.E.S.D.F.L.
24, r. Henri-Barbousse - 75006
Tél. : 375-18-10 - 376-15-42

LE MONDE
met chaque jour à la disposition
de ses lecteurs des rubriques
d'annonces immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez

RETROPROJECTION VOS TRANSPARENTS EN QUADRICHROMIE
DANS LA 1/2 JOURNÉE A PARTIR DE TOUT DOCUMENT COULEURS
TRAIT OU SIMILI, OU DIRECTEMENT A PARTIR D'UN OBJET
ETRAVE 38 av. Daumesnil Paris-12^e ☎ 347.21.32

BRUXELLES FORT-DE-FRANCE
à partir de
2490 F
Valable 1 an dans les 2 sens
Bus Paris Bruxelles
60 F aller simple
nouvelles frontières
le voyage moins cher, pour tout le monde
37, rue Violet 75015 Paris 578 65 40
2, rue Auguste-Brizeux 44000 Nantes 20 24 61/20 31 35

LÀ ES
Décoration INTERNATIONALE
CHENILLES - LES BELLES CITADINES
TABLES DE CHASSE ET DE PÊCHE - PLAIDS-TIME
LE GOUT DU THE - MEUBLES - PROFIL ÉGYPTIEN
LE JARDIN DE LAURA ASHLEY - MARSEILLE
Une fois encore, Je parcoure une fois encore le Nouveau Décoration Internationale. Chacune de ses pages s'ouvre comme on ouvre une porte. Sur l'étrange accord des objets d'un autre âge et des lignes de ce siècle. Invitant à la visite exclusive sans cesse renouvelée d'espaces habités de détails simples, de meubles raffinés et superbes. Dévoilant les produits secrets et les chemins qui mènent vers le beau. Une fois encore, Je parcoure une fois encore le Nouveau Décoration Internationale.
DECORATION INTERNATIONALE OCTOBRE-18F

مكتبة الأمل

Le Monde

société

JUSTICE

LE PROCÈS DES RAVISSEURS DE M. MICHEL MAURY-LARIBIÈRE

Le silence de Jacques Hyver

Angoulême. — « Vous vous appelez Hyver, Jacques... » Dans le box des accusés de la Charante, l'homme à qui s'adresse le président, M. Georges Pont, a ostensiblement tourné la tête vers le fond de la salle, signifiant qu'il entendait subir son procès sans ouvrir la bouche. Un procès grave pourtant puisqu'il a à répondre, en compagnie de son ami Dominique Wernert, de

l'arrestation illégale et de la séquestration, entre le 28 juin et le 9 juillet 1980, de M. Michel Maury-Laribière, P.D.G. des Tuileries et briqueteries françaises, vice-président, à l'époque, du C.N.P.F., enlevé près de Confolens où il habite, et pour la libération duquel 3 millions de francs devaient être demandés, mais en vain.

De notre envoyé spécial

Les raisons de ce silence délibéré, Jacques Hyver les garde pour lui. Faut-il croire qu'elles se limitent à l'explication fournie par son défenseur, M. François Gibault : « Mon client estime qu'il n'a rien à dire et qu'il n'a rien à dire de plus... » Plus tard, à l'heure des premiers témoignages, un psychiatre dira pourtant de lui : « Ceux qui se taisent sont ceux qui souffrent ».

En attendant, les jurés et le public ont pu écouter, à travers l'évocation de ce dossier, une histoire crasseuse qui est aussi une folle histoire d'amour. Car, s'il y a la genèse et l'accomplissement d'un enlèvement, il y a aussi l'histoire de deux êtres dont la personnalité ne saurait être détachée du crime dont ils ont aujourd'hui à répondre. Jacques Hyver, dans son silence, dans sa rugosité même, sous ses cheveux noirs coiffés en casque, n'est pas un étranger à son procès. Bien au contraire, il s'en montre un observateur attentif. Et lorsque sa compagne, Dominique Wernert, qui, elle, répond à toutes les questions, sera un moment en difficulté, il sortira brusquement de son mutisme pour dire en deux phrases que tout ce qu'elle fit elle le fit sur ses instructions à lui, qu'il était le seul cerveau de l'opération et qu'elle n'avait qu'à obéir.

La dactylo et le mauvais sujet

Leur passion commune remonte à 1976, à ce jour où la petite dactylo du ministère de la marine, fille d'un agent de maîtrise, rencontre ce grand diable en rupture de famille dont le père, jugeur des arts et métiers et chef d'entreprise dans la région parisienne, avait renoncé à s'occuper depuis qu'il avait, comme on dit, mal tourné.

Jacques Hyver confia-t-il alors à Dominique Wernert ce qu'il lui avait dit, à ce jour où la petite dactylo du ministère de la marine, fille d'un agent de maîtrise, rencontre ce grand diable en rupture de famille dont le père, jugeur des arts et métiers et chef d'entreprise dans la région parisienne, avait renoncé à s'occuper depuis qu'il avait, comme on dit, mal tourné.

CORRESPONDANCE

L'affaire du foyer de Vitry

UNE LETTRE DU MAIRE DE SAINT-MAUR

Usant du droit de réponse, M. Jean-Louis Beaumont, maire de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne) nous prie de publier le texte de sa protestation :

Ayant lu avec surprise, dans un article publié par le Monde du 7 septembre, une phrase précisant que « la police entre les municipalités de droite et de gauche au sujet du logement des travailleurs immigrés avait été portée à son paroxysme à la fin décembre 1980 lorsque la commune de Saint-Maur-des-Fossés ne pouvait offrir un terrain permettant de remplacer le foyer insalubre où vivaient une centaine de trois cents Maghrébins, obtint le transfert de ces derniers à Vitry-sur-Seine, dans des locaux qui avaient été murés depuis plusieurs mois », le maire de Saint-Maur, Jean-Louis Beaumont, réitère la mise au point jamais démentie qu'il a publiée à l'époque :

1) Ce foyer malien était installé sur un terrain appartenant au département. Sa gestion était assurée par un organisme privé, l'ADEF.

2) La commune de Saint-Maur n'était compétente ni comme propriétaire, ni comme locataire, ni comme gestionnaire de ce foyer.

3) Le maire de Saint-Maur n'a été consulté ni sur l'opportunité, ni sur la date, ni sur la destination du transfert des locataires de ce foyer.

En fait, le déménagement des habitants du foyer de Saint-Maur vers Vitry a eu lieu à l'initiative de l'ADEF, le dimanche 21 décembre 1980, en plein jour, avec l'accord des locataires.

La ville de Saint-Maur et son maire n'ont aucune responsabilité dans l'accueil brutal qui leur a été réservé à Vitry par un commando équipé d'un bulldozer.

Une délégation du M.R.A.P. a enquêté sur le racisme en Corse

Bastia. — Trois responsables du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) viennent de passer une dizaine de jours en Corse afin de s'informer des conditions de vie des vingt mille Maghrébins travaillant dans l'île. La délégation, conduite par M. René Mazzoni, secrétaire national, a rencontré des immigrés à Ajaccio et à Bastia, ainsi que de nombreux responsables administratifs, des élus, des représentants de partis et de syndicats.

La mission, qui a souhaité « remplacer les problèmes des immigrés dans le cadre de la situation corse », a noté « une certaine inertie des pouvoirs publics, notamment des municipalités, qui n'ont pas, selon le M.R.A.P., prévu de logements sociaux et un environnement favorable à l'installation de ces travailleurs ». La délégation a constaté de nombreux cas de « non-respect des droits du travail », l'existence de très fortes interdictions vis-à-vis des Maghrébins (bars, chambres d'hôtel et travaux de cinéma « réservés »), en violation de la loi du 1^{er} juillet 1972 sur la discrimination raciale. « Ces choses anormales, intolérables, sont devenues, en Corse, la normalité », a estimé M. André Francis, membre de la commission juridique du M.R.A.P. qui constate cependant l'indispensable apport de la main-d'œuvre maghrébine à l'économie locale (agriculture, bâtiment

Faits et jugements

L'affaire Paribas : 92 inculpés, 70 millions de F saisis

Une vingtaine de clients du service « gestion privée » de la banque de Paris et des Pays-Bas ont été inculpés récemment d'infraction à la réglementation des changes par M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à Paris, pour avoir constitué illégalement des avoirs en Suisse de plus de 1 million de francs. Il s'agit notamment de MM. Robert Margnat, soixante-quatre ans, et son frère, Jacques, soixante-sept ans, qui dirigèrent à Marseille la société commerciale viticole Samarvin. Louis Saler, cinquante et un ans, et son frère, Fabien, quarante-sept ans, négociants en vins de Bourgogne ; Jean-Louis Girard, soixante-cinq ans, industriel à Bordeaux ; René Jaquet, soixante-cinq ans, promo-

teur immobilier à Nice ; Claude Leclainche, dentiste à Toulouse et, en dernier lieu, Claude Roland-Manuel, réalisateur à Radio-France. Au total, depuis qu'il a été chargé de l'information ouverte le 9 novembre 1981, le magistrat a inculpé quatre-vingt-deux personnes, y compris quatre dirigeants de la banque : MM. Pierre Moussa, Jean Richard, Daniel Rouchy et Jean Peyriehou. Quelque 70 millions de francs ont pu être saisis et le fisc compte récupérer encore d'importants capitaux. Des clients de Paribas dont la fraude a atteint moins de 1 million ont été admis à transiger avec l'administration sans encourir de poursuites pénales. Le dossier du juge pourrait être clos à la fin de l'année.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites de ses blessures. M. Abbad Thami, trente et un ans, s'était précipité au domicile de celle qu'il considérait comme sa fiancée, puis il avait fait feu sur la jeune femme, sa mère, ses deux sœurs et un ami de la famille, les blessant tous les cinq mortellement. Il s'était ensuite rendu chez le frère de la jeune femme, qu'il avait tué avec la même arme avant de la retourner contre lui-même.

• L'annuaire écondit qui, après avoir tué six personnes lundi 11 et mardi 12 octobre dans la région de Berre (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 13 octobre), s'était ensuite tiré une balle de pistolet dans la tête devant la gendarmerie de Salon-de-Provence, est mort, dans la soirée de mardi 12 octobre des suites

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Art et culture en Allemagne

L'anniversaire de Luther à l'Est et à l'Ouest

MARTIN LUTHER est né le 10 novembre 1483, à Eisleben, au cœur de l'Allemagne. Les préparatifs sont commencés dans les deux Républiques pour célébrer avec une ampleur impressionnante le cinquième anniversaire du Réformateur. Des manifestations de tout ordre s'échelonnent toute l'année de part et d'autre de la ligne artificielle qui traverse le pays de Luther, avec deux points forts, en quelque sorte symétriques et complémentaires : deux expositions géantes au Kaiser-Friedrich-Museum de Berlin-Est et au National Germanisches Museum de Nuremberg, à partir de juin. Avec un accent plus « national » et religieux à l'Ouest, plus « social » et — comme on dit — idéologique à l'Est.

Le fait paradoxal est là : la civilisation de masse et de vie collective, qu'on s'efforce désespérément de promouvoir au vingtième siècle, a plus que jamais besoin de héros de ce type. La formidable personnalité d'un moine augustin, capable de déclencher une révolte anti-romaine aux conséquences incalculables, va amener, une fois de plus, intellectuels et politiques de tous pays à dissenter sur les rapports inextricables de la culture et de la société, sur la révolte et l'ordre consenti, un peu moins sans doute sur le problème de la grâce et le rapport de l'homme à Dieu. Mais — disons-le d'emblée — ce qui frappe d'abord

dans cet écart de cinq siècles, c'est la grandeur et le tragique du fait allemand. La D.D.R., ou pour simplifier, l'Allemagne de l'Est, a pris les devants en organisant en septembre, à Eisenach, un colloque d'historiens de l'art sur le thème qui allait de soi : *Art et Réforme*. Eisenach, la patrie de Jean-Sébastien Bach, dominée par la forteresse allongée de la Wartburg, où, à un moment crucial, un prince-ami enferma le moine révolté pour le soustraire à la condamnation de la Diète impé-

riale. La Wartburg, accrochée sur l'arête du rocher, au-dessus des forêts de hêtres, comme dans une gravure de Dürer, a été restaurée au siècle dernier par le « Viollet-le-Duc » allemand — Dieu sait s'il s'y entend ! — et aménagée en lieu de pèlerinage. Saisissant ! La foule monte ; des paysans vendent au passage les guirlandes d'oignons porte-bonheur. La cellule de bois où Luther traduisit la Bible et où, disait-on autrefois, il affronta Satan est en haut du chemin pavé, dans l'enceinte bien gardée.

L'image populaire est inventée

Si, de cet observatoire, de ce pic inspiré, on trace un rayon de 100, 150 kilomètres, le visiteur à l'impression de recueillir la substance même de l'Allemagne, celle de la musique et des idées, des génies qui appartiennent à tous. Vers l'ouest, au-delà de la forêt de Thuringe, Kassel et ses parcs, et, plus bas, Bayreuth avec son sanctuaire wagnérien ; de l'autre côté, le Jena de Fichte, le Weimar de Goethe et de Schiller, le Naumburg de Nietzsche et d'Erfurt, ou Napoléon... Même métamorphosé physiquement par les cultures collectivisées qui le font ressembler aux plaines du Wisconsin, l'épaisseur historique de ce paysage est prodigieuse. On pense au chevalier sectionné d'Italo Calvino,

dont les deux moitiés indépendantes s'interpellent. Cette grande œuvre à travers la contrée, si explicite soit-elle (la tour-signal de Buchenwald est là, derrière la douce colline), n'est certes pas à l'honneur de notre temps. Car c'est, hélas ! le vieil Occident qu'elle divise verticalement. Combien de temps n'a-t-il pas fallu à l'Europe conquérante de la Renaissance pour surmonter la scission horizontale des confessions ! L'année Luther offre de sérieux sujets de méditation.

Comme l'ont Indiqué Pierre Chauvin et Jean Wirth, Luther n'avait pas sur l'art et sur le culte la même position radicale que le Français Calvin. Rameurant tout à la pa-

role, écartant la dévotion aux saints et ses accessoires, il restait malgré tout assez nuancé, dans son jugement sur le rôle des images dans la nouvelle Eglise (1). Les deux noms qui reviennent ici constamment sont, bien entendu, ceux de Lucas Cranach et Dürer. Le premier a accompagné la révolution luthérienne du beau matin de 1517 à Wittenberg, où furent affichées les quatre-vingt-quinze thèses anti-papistes, à la mort sereine du Réformateur en 1546 ; il offre l'exemple de loin le plus complet du « peintre engagé ». Son cas est à part et à considérer de près. Pour Dürer, grand praticien, haute conscience, « belle âme » au sens de Goethe, il s'agissait d'une adhésion immédiate à la *révolution* luthérienne comprise comme un approfondissement, une purification de la piété chrétienne ; en 1521, l'annonce de la disparition du prédicateur (enterré et caché à la Wartburg) l'épouvanta. Mais les vagues d'iconoclasme — que Luther d'ailleurs n'approuvait pas — l'obligeaient à s'interroger. Il avait cinquante ans passés, il n'était plus jeune ; il soutenait le bien-fondé de son art dans des termes qui n'étaient pas conciliables avec la nouvelle doctrine. S'il n'était pas mort en 1528, qui sait ce que l'évolution de la situation lui aurait inspiré ?

L'homme des temps nouveaux, l'artiste au talent plus souple, moins

noble, moins scrupuleux aussi, était Cranach. On est ici dans ses terres ; il était souvent passé par là ; attiré en 1532 à Weimar par le prince-électeur, Lucas y mourut l'année suivante. Sa pierre tombale, à la cathédrale, montre un gaillard au large maotau fourré qui vous salue, le bérêt à la main. Le musée, fort bien installé dans le vaste palais ducal, contient un noyau important de ses œuvres — toujours un peu les mêmes — complétées par les deux immenses panneaux d'*Hercule et les pygmées* par Lucas junior, un bon échantillon de grosse peinture « comique ».

Et la Réforme ? Elle coïncidait avec la transformation rapide des « media ». Le livre, bien sûr : vers 1510-1520, l'imprimerie et l'activité fiévreuse des grandes maisons d'édition de Bâle, de Venise, commencent seulement à produire tous leurs efforts. « En un jour, on lit plus qu'autrefois en un an », écrit un humaniste allemand, ami de Luther. Et que lit-on ? Outre les almanachs, pronostications et livres de sorts, des recueils de piété, des vies de saint, et soudain, par un coup d'éclair génial, la Bible en allemand de Luther. Pas de réforme sans le Livre. Michelet a écrit là-dessus

des pages ardentes, d'une exaltation un peu folle, comme toujours. Mais il ne faut pas s'en tenir là. Au printemps de 1519, quand Luther affronta en débat public à Leipzig le théologien J. Eck, on commençait à distribuer ça et là une gravure d'un type nouveau : une allégorie figurée — et semée d'inscriptions — opposant le char du Ciel emmené par Luther et celui de la perdition, plein d'affreux papistes. L'auteur en était justement Cranach, qui réalisa deux ans plus tard l'étonnant *Passional* du Christ et de l'antichrist, où sont développés en images couples vivaces, corrompues, directes, efficaces, les deux modes de vie du vrai et du faux chrétien. L'énorme production graphique qui a suivi, arrivait dans toutes les foires, dans tous les villages. Les caricatures et les allégories bataillieuses désignaient à tous l'ennemi : Rome-Babylone, les tromperies de Satan ; elles envoyaient d'un coup rouler au loin dans la bouffonnerie les cultes et les respects d'antan. L'image satirique, arme nouvelle, prépara l'abolition de l'art sacré traditionnel. L'exposition des feuilles volantes (*Flugblätter*) au château dit Veste Coburg (Rép. féd.) devra rappeler tout cela.

Vers un art sans église

Au sein de l'Allemagne dévote de 1500, quel retournement incroyablement de sensibilité — superficielle ou profonde, qui le dira ? La violence y a eu sa part : bousculades, bris de statues et de vitraux, on démantela et on brûla ce qu'on adorait hier. Beaucoup d'épisodes du « changement » restent à analyser. Devant des phénomènes de cette nature, le terme si commode de « mentalité » est peu satisfaisant. Il s'agit certes d'idées, d'attitudes, de comportements, mais aussi du règne des passions, des aspirations sourdes, de l'affectivité... Ce qui le prouve ou plus exactement l'éclaire en plein, c'est la conversion de l'âme allemande (pardon pour un terme qui n'est ni neuf ni exempt de romantisme) à la musique. Avec la Bible, l'image populaire, l'horizon intérieur est changé par le « chant choral », ces hymnes et ces psaumes qui ont fait aimer Luther par tout, qui ont été, comme disait drôlement Engels, « la Marcellaise du seizième siècle ». En 1983, on aura droit à de beaux concerts, de belles réunions de musique sacrée à Dresde, à Nuremberg.

Le présent qui interroge ce grand passé tumultueux est lui-même assez pauvre : il porte les cicatrices lamentables des drames de notre temps. La réflexion aura peut-être tendance à s'enfermer dans la discussion des vieilles « explications » historiques : émanation de la race allemande, triomphe de la

bourgeoisie « pré-capitaliste » des villes... Certes, les réactions quasi nationalistes et les appels révolutionnaires ne manquent pas dans les premiers temps de la Réforme, où de vieilles rancunes et des impatiences se conjuguent. Mais le cadastre est européen et la société d'alors, encore corporative et ritualiste, ne se découpe pas aisément sur les modèles du dix-neuvième siècle. Nation n'a pas alors le sens qu'il aura avec Fichte, bourgeois celui qui lui donnera Marx.

Le meilleur moyen d'éviter le « réductionnisme » facile doit être de considérer tout à la fois les vicissitudes communes si confuses et les destins particuliers emportés sans y voir clair par l'accélération de l'histoire. Il importe aujourd'hui d'éviter la perspective « unidimensionnelle » de l'histoire aussi monnaie que le mécanisme « unidimensionnel » de la société moderne décrite par Marcuse. Or, deux grands phénomènes ont changé dans les pays du Nord le ton, l'ordre, le mode de la culture : l'avènement de la musique et le développement presque exclusif de l'art profane. On va « from art to less church to a churchless art », comme a fort bien dit un historien britannique. Est-ce si peu de chose ?

ANDRÉ CHASTEL

(1) Jean Wirth : « Le dogme en image : Luther et l'iconographie », dans la *Revue de l'Art*, n° 52 (1981).

Exposition Oudry au Grand Palais

Polydore et Gredinet

Si vous aimez la chasse, les chiens, les perdrix, le beau dessin, les natures mortes d'apparat pittoresques, le rendu parfait d'un paysage ou d'un plumage, allez voir l'exposition Oudry. Grâce aux savantes recherches d'un historien américain, vous y ferez complète connaissance avec un artiste, un peu oublié, un peu dédaigné, même si son nom est familier à chacun, qui fut une des bonnes têtes, un des tempéraments les plus vigoureux, épanouis et ronds de la peinture de la première moitié du dix-huitième siècle.

Jean-Baptiste Oudry est né en 1688. A Paris, et il ne quittera Paris que pour suivre l'équipage royal, aller le dimanche dessiner à Chantilly ou au bois de Boulogne, faire de temps à autre un voyage à Dieppe, pour y peindre au port : « d'après nature », des poissons fraîchement pêchés. La père est peintre, doreur, marchand aussi, et la famille vit rue de la Ferronnerie, puis quel de la Mégisserie, au cœur du Paris des artisans et du petit commerce d'art.

Milieu modeste, débute modestes : à peu près ceux de Chardin. Vers 1705, Oudry suit les cours de l'Académie de Saint-Luc et entre dans l'atelier de Largillière, qui l'initie à la belle manière flamande et aux secrets du colorisme rubin. Il s'essaye alors dans tous les genres — le portrait, le paysage, la peinture religieuse — sans grand succès, malgré le charme discret et un peu laborieux de ses premières natures mortes. Il n'en est pas moins agréé à l'Académie en 1717, reçu deux ans plus tard comme peintre d'histoire avec une allégorie de l'Abondance, tableau bien gauche et assez vilain, qui ne vaut que par ses parties de légumes et de fruits et montre que la hiérarchie des genres n'était pas, au dix-huitième siècle, aussi rigoureuse qu'on l'a dit.

Son talent était ailleurs, et il en eut peut-être la révélation le jour où Largillière lui aurait dit : « Tu ne seras jamais qu'un peintre de chiens ! » Oudry, qui était pourtant un homme cultivé (il a illustré avec beaucoup de brio le *Roman comique* et les *Fables* de La Fontaine), en effet passa sa vie à peindre des chiens. Nous remettons à un prochain paragraphe l'examen de ce douloureux problème, tout à notre surprise devant le spectaculaire élargissement que manifeste son art dès le début des années 20. Il exécute alors quatre grandes natures mortes, la série des *Quatre élé-*

ments, dont deux nous sont présentées, les deux autres étant évoquées par des œuvres similaires, avec, en particulier, une « délicateuse Musette » que n'auraient reniée ni Largillière ni Rigaud. C'est superbe d'éloquence, de rendu, de rythme, d'éclairage. A la disposition frontale et massive de la nature morte classique, Oudry substitue une composition décentrée et asymétrique, riche en courbes et variations lumineuses, qui correspond au goût de l'époque pour ce qu'on appelait alors le style pittoresque et qui deviendra le style rococo. De savoureux contrastes : celui d'une coupe en porcelaine, de Chine et d'une botte de céleri, et si, parfois, Oudry sacrifie encore à l'anecdote (un singe qui vole des fruits), la *Retour de chasse avec un chevreuil mort* assure la triomphe d'une grande manière aussi opulente et dramatique que celle de la peinture d'histoire.

Les chiens et le clair-obscur

Désormais, Oudry est un peintre célèbre, richement pourvu, bien sûr, surchargé de commandes qu'il laissera souvent exécuter par son atelier : d'où l'abondance (près de mille toiles) et la qualité très inégale de l'œuvre. Décorateur-né, il est en 1726 nommé peintre de la manufacture de Beauvais, et, en 1733, il reçoit la commande des *Chasses royales*, une suite de tapisseries qui sont un des sommets de l'art du dix-huitième siècle et dont trois pièces, superbes d'élégance, de feu, de frémissant lumineux, sont venues du palais Pitti à Paris pour notre décoration.

A partir de 1737, Oudry enseigne à l'Académie. Il y est fort assidu aux séances, plus assidu encore au Salon, où ses envois, bien accueillis par la critique et presque toujours plus nombreux que ceux de ses confrères, lui assurent une position de premier plan. Il travaille pour tout le genre : culture de l'Europe ; la reine, Mme de Pompadour, le comte Tassin, la roi de Suède, Trudaine, Boucher, le duc de Mecklenbourg-Schwerin, qui réunit le plus bel ensemble aujourd'hui existant de ses œuvres, et jusqu'à sa mort, survie en 1755, travaillant d'après nature ou « de génie », il manifeste une activité débordante dans les trois genres où lui est reconnue une sorte de prééminence : le paysage, la nature morte et la peinture animalière.

Qui dit chasse dit chevaux et chiens. Au cheval, Oudry n'entend rien, mais, pour les chiens, il était sans rival : c'est ce qui le détermine quelque temps de la nature morte et lui valut la faveur de Louis XV. Celui-ci lui commande en 1724 une *Chasse au chevreuil* dont la bizarre et fine pensée à certaines chasses de Courbet. Puis le portrait des vedettes de son chenil : les lévriers *Missa* et *Turlu*, *Polydore*, qui est, il faut le dire, un animal assez distingué, *Blanche* en arrêt devant un faisan, les épagneuls *Gredinet*, *Petit Fillet* et *Charlotta*. Le tout couronné par un immense tableau, destiné à Marly et aujourd'hui à Toulouse : *Louis XV chassant le cerf dans la forêt de Saint-Germain*, œuvre fort ambitieuse où la grande manière est moins évidente que dans les natures mortes où les chiens sont beaucoup plus avantageux que la souverain et son entourage.

Formé par l'impressionnisme, notre art hérite un peu de ces paysages d'Oudry (comme devant tous les paysages du dix-huitième siècle). La nature y paraît en effet un peu moins présente qu'un assez laborieux « génie ». Mais le *Paysage au loup*, la *Ferme*, commandées par le dauphin comme une illustration des bienfaits de l'agriculture, offrent de belles parties de vérité choisie, et, pour qui n'aime le passé que dans la mesure où il est « moderne », les dessins du jardin d'Arcueil seront un véritable régal.

Quant aux natures mortes des dernières années, il faut les mettre au rang des chefs-d'œuvre du genre, surtout pour les « fonds blancs », bien représentés ici malgré l'absence du fameux *Canard blanc*, dont le prêt n'a pu être obtenu (si jamais un tableau doit prendre la chemin du Louvre, c'est bien celui-ci). La composition des fonds blancs est un peu celle des œuvres de jeunesse, mais Oudry n'est ici court ni d'originalité ni même de singularité : ainsi dans le *Parc de tulipes* du musée de Detroit ou dans ce *Bois de cerf bizarre* sur un fond de planche et dans cette *Tête de cerf bizarre* sur un mur de pierre, où le trompe-l'œil traduit à la perfection la poésie des merveilles et des égarements de la nature.

Tête et bois de cerf sont une commande de Louis XV, qui chargea

également Oudry de représenter les pensionnaires plus exotiques de la Ménagerie de Versailles. A son retour de la lapins, de perdrix, de papillons, de perroquets, Oudry put aussi ajouter le léopard et le lion, l'extraordinaire *Grue morte* de Schwinart et cette délicieuse *Antilope*, transcendante de distinction et aussi indifférente à l'abolition des chiens qu'une vierge du premier siècle à l'entrée des fauves dans l'arène.

Excellent observateur, sensible peut-être à la passion naissante de l'époque pour les sciences naturelles (a-t-il connu Buffon ?), Oudry a laissé du monde animal une image à la fois familière et étonnante de vérité, parfois de sauvagerie ; si la *Laie* et ses marabouts attaqués par des dogues ne vaut pas tout à fait une chasse de Rubens, on n'imagine rien de plus féroce que ses combats de lions et d'ours, de léopards et de chevaux sauvages, et une œuvre comme le *Chien barbet attaquant un cygne* dans son nid montre bien qu'Oudry n'avait pas à l'égard de la bête de la nature les illusions de la plupart de ses contemporains.

Nous terminerons par où nous avons commencé : les chiens. Non par sympathie pour Polydore et Gredinet, mais parce que c'est dans ses derniers tableaux de chiens qu'Oudry manifeste la mieux son intelligence du clair-obscur hollandais. Deux morceaux de choix : le *Chien monté le garde suprême d'une perdrix*, qui est Louvre, et la *Laie élançant ses petits* du Musée de la chasse.

Acclamée au Salon de 1753, achetée d'enthousiasme par d'Holbach, louée par l'abbé Le Blanc pour la manière dont « M. Oudry a su égaler Rembrandt dans une partie si difficile », la *Laie* est aussi une leçon d'art maternel à l'usage des âmes sensibles qui commencent à proliférer vers le milieu du siècle. Comme le remarque Hel Opperman, l'auteur de cette brillante exposition, ce n'est pas au Salon de 53 qu'aurait dû être présenté le tableau, mais à celui de 1755, qui vit les débuts de Greuze avec le Père de famille lisant la Bible à ses enfants.

ANDRÉ FÉRMIGIER

* Grand Palais, jusqu'au 3 janvier 1983. L'appareillage des chasses du château de Fontainebleau, où sont les cartons des *Chasses royales*, sera ouvert pendant toute la durée de l'exposition.

En V.O. : AMBASSADE (Dolby stéréo) - HAUTEFEUILLE (Dolby stéréo) - IMPÉRIAL (Dolby stéréo) - WEPLER (Dolby stéréo) - LES PARNASSIENS - GAUMONT LES HALLES

LES BEATLES
QUATRE GARÇONS
A HARD DAY'S NIGHT
DANS LE VENT

WRTL
bande originale du film
sur cassette 070-07711
et cassette 255-07811
NOTES MARQUEE

Un film de RICHARD LESTER
DOLBY STEREO
Promotion-Distribution ARTS ET MELODIE 1982

سكنى من الاجل

SELECTION

CINÉMA

Comédie érotique
d'une nuit d'été
de Woody Allen

Six personnages en quête de dévergondage, un week-end d'été, à la campagne. Plus proche de Feydeau que de Shakespeare, une comédie où la libération des mœurs cache mal l'angoisse.

ET AUSSI : la Femme tatauee, de Sekka Tomura Zashi (esthétique japonaise). Coup de cœur, de Francis Coppola (inimitable électronique). L'Honneur d'un capitaine, de Pierre Schoendoerffer (l'armée en Algérie). La Truite, de Joseph Losey (perversité multinationale). Les cadavres ne portent pas de costards, de Carl Reiner (faire du neuf avec du vieux). Blade Runner, de Ridley Scott (les aventuriers de l'arche future).

THÉÂTRE

Purgatoire
à Ingolstadt
à Aubervilliers

Zigzag dans les rues recitantes d'une banlieue enserrée entre des autoroutes. Garçons et filles se croisent, se cognent, s'accouplent, se quittent, se font mal. Certains en meurent, d'autres s'en sauvent mais ne s'en sortent pas. On ne s'évade pas d'Ingolstadt, anti-chambre de l'enfer. Gest beau, violent comme le cri d'une jeune voix casée, comme l'univers hétéro du rock. Un choc.

ET AUSSI : la Bonne Ame de St Tchouan, à la Porte Saint-Martin : Giorgio Strehler et Brecht, par le Piccolo Teatro du 12 au 17, pour le Festival d'automne ; la Vallée de l'ombre de la mort, à l'Artistique-Athénaïs : Aurélien Recoing restitue l'atmosphère trouble et les angoisses alouïques du roman de Malcolm Lowry, Au-dessous du volcan. Jusqu'au 17.

La saison à Lyon

Au Théâtre du VIII^e, à Lyon, Jacques Weber reprend avec Nicole Courcel Une journée particulière, d'Ettore Scola, dans une présentation nouvelle ; il réalise enfin un rêve qui lui tient à cœur depuis trois ans et pour lequel il a demandé un texte à Eric Kahane : Spartacus. Autre grande création, Edipe avec Jean-François Balmer, mise en scène par Françoise Petit. Le Théâtre du VIII^e accueille Paul Taylor, Mo mère, de Georges Bataille, Cécile Chabert par le Chapeau rouge, Trio par le T.S.E., les Blouses par Jérôme Deschamps, les Bas-Fonds par la Salamandre, les Trois Mousquetaires, de Marcel Maréchal, l'Étang gris par la Comédie de Caen, ainsi que de nombreux concerts classiques, jazz, rock et John Cage.

La saison à Nice

Le Théâtre de Nice présente une grande création, l'Idiot, d'après Dostoïevski, mis en scène par Jean-Louis Thamin. Auparavant, Denis Llorca présente avec le Centre dramatique de Franche-Comté son adaptation en deux soirées des Possédés, et c'est à Nice que sera créé en janvier le Jönköping de Roger Planchon. Nice accueille (en coproduction), Superdupont par le Magic Circus. Puis Arlequin serviteur de deux maîtres par le Piccolo Teatro et Giorgio Strehler. Palais de justice avec le T.N.S., Œil pour œil, de Sirjacy, la Danse du diable, de Philippe Caubère. Et Pina Bausch, Paul Taylor, les ballets de la Fenice dirigés par Carolyn Carlson. Le Cabaret du groupe anglais People show. L'Amour sauvage par l'Action-Chanson Méditerranée, et, à l'occasion du colloque international sur Raymond Roussel, La Poussière des soleils, en coproduction avec les Folies dramatiques.

MUSIQUE

Sirius
de Stockhausen

Créé dans sa version intégrale à Aix-en-Provence en août 1977, Sirius, de Stockhausen, aura une nouvelle « version intégrale », augmentée, dit-on, de trente minutes pour les représentations données à l'Espace de projection de l'IRCAM (les 16, 18, 20 et 21 octobre, à 20 h 30, et le 17, à 18 heures). C'est une des plus grandes œuvres du compositeur cosmique, un message attribué aux astres « pour un homme nouveau pluridimensionnel », véritable horloge astronomique qui voit défiler ensemble les points cardinaux, les saisons, les signes du Zodiaque, les éléments, les âges de la vie, les cycles de la nature, les heures du jour. Selon l'auteur, c'est à chacun de donner un sens à cette musique.

ET AUSSI : Orchestre de Paris, dir. C. von Dohnányi, avec L. Harrell (Pleyel, les 13, 14 et 15) ; J.-Y. Thibaudet, piano (Caveau, le 13) ; The English Concert, dir. T. Pinnock (Automne de Tourcoing, le 15 ; Val-de-Grâce, le 16) ; Edipe, opéra d'Enesco, dir. Y. Prin (Champs-Élysées, le 16) ; Mozart, par l'Ensemble Orchestral de Paris (Caveau, le 16) ; Concertos de Tchaïkovsky, par O. Charlier et F. Aguessy, Orchestre Padeloup (Champs-Élysées, le 17, à 17 h 45) ; les Tallis Scholar (Automne de Tourcoing, le 17, à 17 heures) ; G. Kremer (Caveau, le 18) ; la Sonnamulde, avec E. Gruberova (Genève, les 18, 22, 25 et 29) ; Gh. Ludwig (Athènes, le 18) ; Schumann, Schubert, Brahms, Chopin, par J.-Cl. Pennetier (salle de l'ancien conservatoire, le 19) ; Quatuor Via Nova (Saint-Séverin, le 19) ; Meredith Monk (M.C. de Bohigoy, du 20 au 24) ; les Noces de Figaro (Opéra de Lyon, neuf représentations à partir du 20 octobre).

DANSE

Fin de parcours
de François Verret
à Aulnay-sous-Bois

Quatre danseurs, Jean-Christophe Paré, Bernardo Monte, Hervé Diasnas, François Verret, deux comédiens, Alain Rigout, Daniel Kenigsberg, un musicien, Cheddie Tazartes en quête d'examens : peut-on exister à travers les autres ? Les trajectoires de la solitude se recroisent... le temps d'un désir (14, 15 octobre).

ET AUSSI : le Forum de la danse au centre Georges-Pompidou : compagnies françaises jusqu'au 17 octobre et, du 18 au 24, quatre troupes étrangères (Taiwan, Israël, Suisse, U.S.A.).

EXPOSITIONS

Les nouvelles
acquisitions
d'art moderne...

L'exposition des nouvelles enrichissements du Centre Georges-Pompidou. Près de trois cents œuvres nouvelles entrées dans les collections du Musée national d'art moderne durant les années 1981-1982. Au centre, un ensemble de peintures, maquettes de vitraux et de tapisseries de Matisse, qui étoffent le fonds relativement pauvre du grand artiste ; des tableaux de Léger, Kandinsky, Bacon, Brauner, Fautrier, Klee... Parmi les acquisitions récentes d'art contemporain, des œuvres d'artistes qui tiennent actuellement le devant de la scène, des grandes manifestations internationales : Baselitz, Merz, Richter, Richard Long...

... et Arroyo
au Centre
Georges-Pompidou

L'œuvre récente jamais exposée en France d'Eduardo Arroyo, peintre acide de la narration figurative et sculpteur inattendu.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

SQUATTS

DEPUIS la Factory d'Andy Warhol avec le Velvet Underground à New-York et jusqu'à Diva - le film - s'est créée une mythologie du loft. Un « artiste » se doit désormais de vivre et de travailler dans une usine, un hangar, un entrepôt désaffecté. Mais, tout comme au dix-neuvième siècle, il ne suffisait pas d'avoir le visage pâli par l'infirmité, la faim et la tuberculose et de loger dans une chambre sous les toits pour être Nerval et Rimbaud, habiter un loft n'est pas ce qui se fait de génie - même plus d'originalité - et ne fait pas de vous un nouveau Lou Reed. C'est peut-être seulement une attitude à la mode. Le lieu - non conventionnel - ne signifie rien s'il n'est pas utilisé pour briser les conventions, les éloignement des modes d'expression figés dans leurs lieux spécifiques.

Tout commence en juin dernier dans un bar du Marais, le Blen Nuit. On me glisse un papier : « Nuits lib'rock pour musiciens et performeurs en défilé au 91, quai de la Gare... Entre les docks et les aiguillages d'Austerlitz, un immeuble d'entrepôts frigorifiques, construits, parait-il, en six mois en 1936, pour briser les grèves dans le secteur de la distribution des viandes. Les murs de béton, bâtiment coulé à l'époque, tiennent toujours, mais les énormes frigos appartenant à la S.N.C.F. n'accueillent plus les quartiers de chair morte. Ils sont loués à des troupes

de théâtre, des groupes de rock, des cinéastes. L'oscenseur, à qui on n'accorderait qu'une confiance toute relative, déverse des contingents de punks, rockers, jeunes gens bien peignés, un couple de quadragénaires venus sans doute admirer leur fils sur scène. Un illuminé, prisonnier d'une porte à tourniquet, imite les hamsters. Il murmure parfois : « Cela fait longtemps, si longtemps que je tourne ainsi... » Les groupes se succèdent au rythme des coupures de courant, des pannes de son. Un musicien erre à la recherche de son chanteur envolé...

On pouvait rêver sur le 91, quai de la Gare. Les illusions s'enfuient. « C'est comme une H.L.M. ici, on rencontre les voisins dans l'escalier, c'est tout », disent les musiciens. Même refrain chez le cinéaste du premier, à l'atelier de bricolage du second, chez le photographe du troisième et au Spontan Théâtre du quatrième : « Non, nous ne travaillons pas ensemble. Non, nous n'avons rien à voir les uns et les autres... » Les Nuits de lib'rock en revanche font l'unanimité dans la réprobation : « Des squatters... Un public de voyous... Ils ont fait soulever l'électricité en essayant de piroter les lignes E.D.F. Ils ont fait pipi partout et cassé les carreaux... »

Des locataires sont venus ici, à défaut d'avoir pu trouver autre chose... et les musiciens peuvent y faire du bruit. Quoi ? à l'esthétique de l'endroit, ils n'y sont pas particulièrement sensibles. Ils n'ont pas l'autorisation d'y habiter et, pour

DANS cette partie où se joue peut-être l'avenir de nouveaux modes d'expression, le Mairie de Paris tient en main une bonne partie des cartes. Elle a demandé à Jean-Pierre Granat, responsable du groupe Comedia, de recenser les lieux non conventionnels d'accueillir les troupes errantes. Devant l'immensité de la tâche, il lui a fallu se montrer méfiant et organisé. Il a centré sa recherche sur les locaux déjà utilisés au moins une fois, dont il a trouvé les traces dans les annuaires officiels du spectacle, les fichiers des commissions de sécurité, les vieux annuaires et bottins mondiaux. Le fichier de l'Association des régisseurs de théâtre est, parait-il, une vraie

mine. Des questionnaires ont été envoyés, notamment à certaines administrations - les parcs et les jardins - à l'évêché, au grand rabbin, au ministère de l'Armée, à tous ceux qui sont censés disposer d'espaces intéressants. Le fichier, mis en ordre par des informaticiens, ne sera pas, semble-t-il, mis à la disposition du public, mais pourra, par l'intermédiaire des services culturels, être consulté par les artistes en mal de locaux. Quant au ministère de la culture, il recense, lui aussi, mais pour installer des institutions (exemple : le futur opéra populaire à la Bastille) et aide les compagnies qui aménagent des lieux, exemple : les Madama du Déjazet.

Des hangars

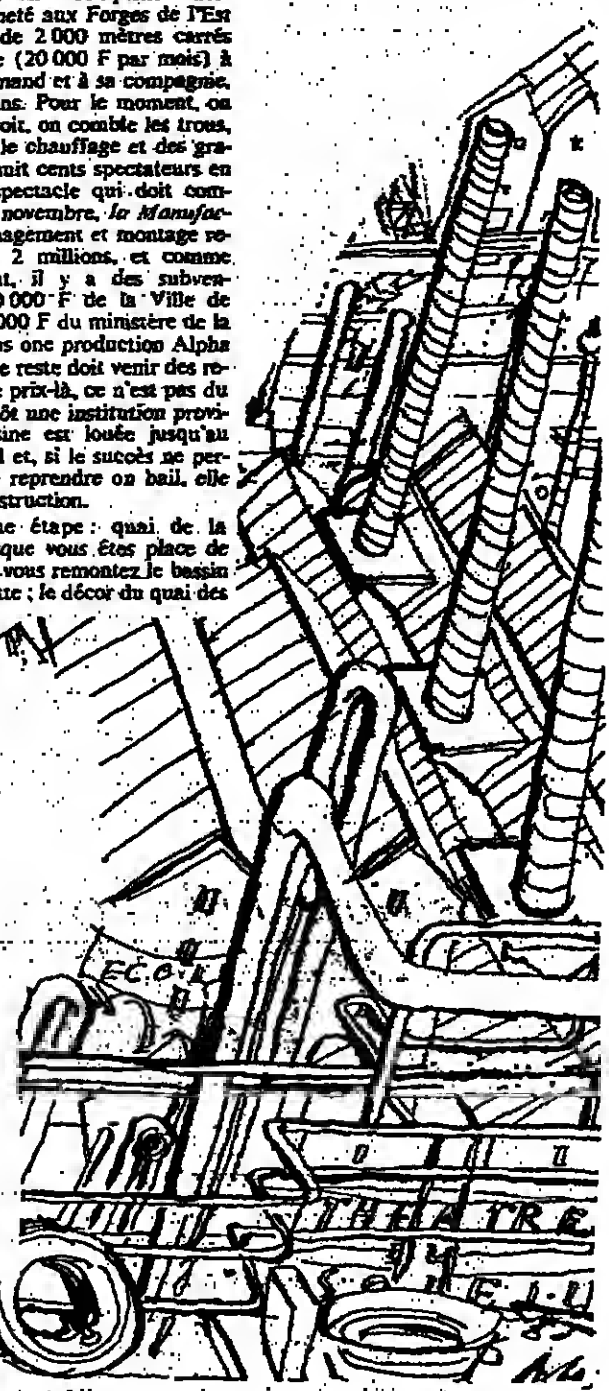
cause de sécurité, d'y donner des représentations publiques, sauf dans la minuscule salle du rez-de-chaussée, sinistre scène de café-théâtre. Après tout, ces gens qui ont péniblement approvoisé leur case individuelle à coups de petits carreaux n'ont aucune raison de faire ici autre chose que ce qu'ils faisaient avant d'y être. L'apparition schizophrénique du 91, quai de la Gare, est en fait le reflet d'un comportement normal dans un immeuble classique.

An 89, la Ville de Paris, qui a dans l'idée un « complexe culturel » a racheté aux Forges de l'Est une usine de 20 000 mètres carrés qu'elle loue (20 000 F par mois) à Didier Flamand et à sa compagnie, les Zeppelins. Pour le moment, on bouche le toit, on coule les toits, on installe le chauffage et des gradins pour huit cents spectateurs en vue d'un spectacle qui doit commencer en novembre, la Manufacture. Aménagement et montage reviennent à 2 millions, et comme financement, il y a des subventions : 100 000 F de la Ville de Paris, 650 000 F du ministère de la culture, plus une production Alpha F.N.A.C. Le reste doit venir des recettes. A ce prix-là, ce n'est pas du squat, plutôt une institution présoignée : l'usine est louée jusqu'au mois d'avril et, si le succès ne permet pas de reprendre ou bail, elle risque la destruction.

Deuxième étape : quai de la Loire. Lorsque vous êtes place de Stalingrad, vous remontez le bassin de La Villette ; le décor du quai des

Brumes s'ouvre à vous. Au bord de l'eau, une petite fille fait rebondir son ballon contre le mur d'un entrepôt vide. Un rasta assis en tailleur médite sur l'immensité de la chute de Babylone. Encadrant un petit pont, deux hangars à blé surplombent le canal, comme deux dorjons au-dessus d'un pont-levis.

Associations de théâtre, photographes, peintres, louent ces hangars à la Ville de Paris, par l'intermédiaire d'une gérance. A l'intérieur, les escaliers de bois sont



MAISON DU DANEMARK

142, Champs-Élysées - Métro Étoile

GRÈS

d'ALEX EBUZZIYA SIESBYE

T.l.j. de 12 h à 19 h, dim. et f. de 15 h à 19 h - Entrée libre
JUSQU'AU 24 OCTOBREARTISTES AMÉRICAINS A PARIS
LITHOGRAPHIES, SÉRIGRAPHIES, GRAVURES, POSTERS
à partir du 6 octobre

GALERIE 212

212, boulevard Saint-Germain, 75007-Paris
DU MARDI AU SAMEDI, 10 heures à 18 h. 30 548-43-35

galerie des orfèvres

66 quai des orfèvres - 20 place Dauphine - 75001 Paris - tél. : 325 81 30

georges yoldjoglou

peintures

5 octobre au 23 octobre 1982

soirée d'automne
de la rue Guénégaud

23 vernissages

jeudi 14 octobre, de 18 h à 23 h

galerie denise rené

196, bd. Saint-Germain - PARIS - 222-77-57

MAX BILL

PEINTURES ET SCULPTURES RÉCENTES

Vernissage mercredi 13 octobre à 19 heures.

GALERIE KATHA GRANOFF

13, quai Conti, PARIS 6^e - Tél. : 354-41-92

ANDRÉ ENGELS

PEINTURES 5 AU 25 OCTOBRE 1982

GALERIE DROUANT

52, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8^e) - 265-79-45

TOFFOLI

VISION DU MONDE

Du 6 au 30 octobre

Du 9 octobre en début novembre

OUVERT TOUS LES JOURS, TOUTE LA JOURNÉE

LAUDE

ŒUVRES RÉCENTES

FESTIVAL D'AUTOMNE - LA BASSÉE - 59480

GILIOLI

SCULPTURES-TAPISSERIES 30 SEPT. 10 NOV.

ARTCURIAL 9 avenue Matignon - Paris-8 tél. 256.32.90

pour les artistes

déjà plus propres qu'au 91, quai de la Gare. Je suis très vite aiguillé vers Patrick Vaysières, qui s'occupe de l'association Quai de Loire-Quai de Seine (association de défense des droits des locataires, valorisation et promotion culturelle des lieux). Il déplore, lui aussi, le manque de coordination des artistes dans les lofts, mais il est lucide : « On peut regrouper les gens; soit autour d'un conflit mettant en cause leur lieu de travail, soit autour d'un projet existant : création d'une salle de représentation commune, journées portes ouvertes, fêtes, comme en 1980 et en 1981. Les lofts américains, en menant une action commune, ont gagné le droit d'habitation qui leur était dénié. On court le risque d'un règlement de sécurité qui arrêterait l'expérience. Le fait du prince... Ville de Paris ou préfecture, qui pourraient faire preuve de réalisme en n'appliquant pas les lois de l'institution à des lieux non conventionnels. »

L'usine Pali-Kao (1) a évité ces difficultés en créant une marginalité mal acceptée et une institution interdite. Au cœur de Belleville, dans une zone sinistrée par la rénovation immobilière, ghetto régulièrement bousillé par la police, habitants et animateurs ont été le début affirmé leur différence. Ils ont fondé Connection, organisme qui, sans subventions, présente des travaux de plasticiens, de performeurs, de musiciens, de cinéastes, de comédiens, venus de France, d'Allemagne, d'Angleterre ou de Belgique, inconnus à Paris. L'ensemble était inégal, mais le but de l'opération a été atteint : montrer qu'un contrat de création novateur, soucieux de s'exprimer en dehors

des circuits classiques, existe en Europe. Malgré les difficultés financières, les organisateurs affirment : « Nous ne sommes ni masochistes, ni suicidaires. Connection a répondu à un besoin. Le public veut voir du différent et être informé d'une manière habituelle. Le lieu est beau, mais il est mort si on n'est pas dedans. »

Leur plan d'activité est précis : fabrication en série d'objets permanents (cassettes, œuvres d'art reproductibles telles les boîtes d'alimentaires décorées), actions, performances, etc. Ils ont pour ambition de « briser l'asservissement au marché de l'art ». Ils ont déposé un projet au Fonds d'intervention culturelle, leur avenir dépend de la réponse.

Paris regorge d'usines tristes, abandonnées à leur sort, qui, après avoir été exploitées des années d'arrêt, sont livrées à la solitude et au silence. Mais quelqu'un pense à elles : Zig dans la savane (2), association régie par la loi 1901, composée de gens prêts à tout. Ils n'ont pas craint de faire traverser le canal de l'Ourcq à des spectateurs, l'un après l'autre, embarqués sur un petit canot gonflable, avec deux poètes à friter en guise de rames, et ainsi ils les ont emmenés aux abattoirs de La Villette. Là, au milieu des petites pièces en faïence blanche, où le sang ne ruissela jamais, ils se sont livrés à des performances brillantes et viscérales.

Dans l'énorme usine vide près de la Bastille, la promenade est étonnante. Une porte qui cède, une petite cour, des bureaux avec les ailes des ventilateurs immobiles au plafond, les meubles cassés couverts de poussière, les formidables jamais remplis qui jonchent le sol, et au-delà des vitres cassées, des pigeons volent sous une verrière. On pense au Club des Cinq, aux châteaux de

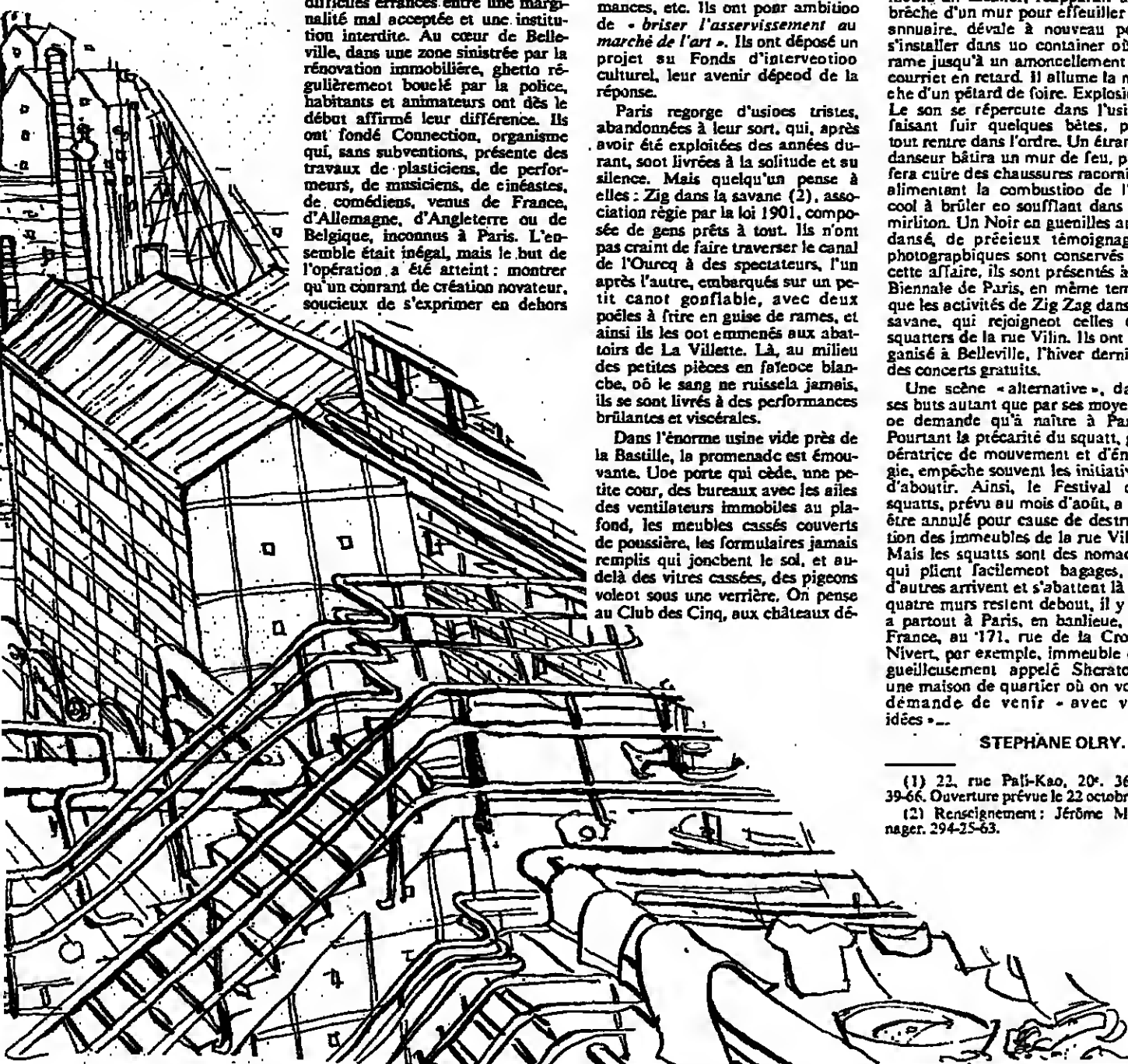
serfs, aux trésors dans les caves... On est explorateur découvrant des espaces vierges, brandissant reliques, brancards, courtiers sans destination...

Les choses sérieuses commencent au fond d'une fosse. Une main sort d'un bidon rouillé, saisit un pot de peinture blanche, enduit un corps qui s'étire progressivement. L'homme tient une lanterne de chantier, rouge. Il jette furieusement des pierres sur les bidons, des poutres, tout ce qu'il trouve. L'ingratitude est partout. Il court, monte un escalier, réapparait à la brèche d'un mur pour effeuiller un annuaire, dévale à nouveau pour s'installer dans un container où il rame jusqu'à un amoncellement de courtois en retard. Il allume la mèche d'un pétard de foire. Explosion. Le son se répète dans l'usine, faisant fuir quelques bêtes, puis tout rentre dans l'ordre. Un étrange danseur bâtit un mur de feu, puis fera culte des chaussures racornies, alimentant la combustion de l'alcool à brûler en soufflant dans un mirilton. Un Noir en guenilles aura dansé de précieux témoignages photographiques sont consacrés à cette affaire, ils sont présentés à la Biennale de Paris, en même temps que les activités de Zig dans la savane, qui rejoignent celles des squatters de la rue Vilin. Ils ont organisé à Belleville, l'hiver dernier, des concerts gratuits.

Une scène « alternative », dans ses buts autant que par ses moyens, ne demande qu'à naître à Paris. Pourtant la précarité du squat, génératrice de mouvement et d'énergie, empêche souvent les initiatives d'aboutir. Ainsi, le Festival des squats, prévu au mois d'août, a dû être annulé pour cause de destruction des immeubles de la rue Vilin. Mais les squats sont des normes qui pient, facilement bagages, et d'autres arrivent et s'abattent là où quatre murs restent debout, il y en a partout à Paris, en banlieue, en France, au 171, rue de la Croix-Nivert, par exemple, immeuble orgueilleusement appelé Shératon : une maison de quartier où on vous demande de venir - avec vos idées -

STEPHANE OLRY.

(1) 22, rue Pali-Kao, 20^e 366-39-66. Ouverture prévue 22 octobre.
(2) Réagencement : Jérôme Mesnager. 294-25-63.



Le Louvre et Versailles à Pékin

Découverte du nu

L'exposition d'œuvres des musées du Louvre et de Versailles présentée cet automne au Palais des expositions de Pékin sous le titre « Deux cent cinquante ans de peinture française, de Poussin à Courbet », se termine ce mercredi à Pékin. Shanghai se prépare à l'accueillir pour trois semaines.

SIXANTE-DIX-HUIT tableaux réalisés par soixante et un peintres offrent un aperçu très complet — du classicisme au réalisme — des différentes écoles entre 1620 et 1870. Les plus grands noms ont été réunis : La Tour, Lorrain, Poussin, Mignard, Philippe de Champaigne, Le Brun, Watteau, Boucher, Greuze, Fragonard, David, Prud'hon, Géricault, Delacroix, Millet, Courbet, pour ne citer que les plus célèbres (1). C'est la première fois que le Louvre et Versailles laissent partir à l'étranger (de surcroît en Asie) un si grand nombre de toiles de cette va-

leur, nous a indiqué M. Jean-Pierre Cuzin, conservateur du département des peintures du Louvre, venu à Pékin pour assurer l'accrochage avec deux confrères pékinois (2). Cet effort a été particulièrement apprécié par les autorités chinoises représentées à la cérémonie inaugurale par le ministre de la culture, M. Zhu Muzhi (3). Pour sa part, l'agence Chine nouvelle (organisme gouvernemental) a souligné qu'on était en présence de « la plus grande et la plus importante exposition présentée en Chine populaire depuis que des relations diplomatiques se sont instaurées, en 1964, entre Paris et Pékin ». L'événement suscite un vif succès du côté du public : environ cinq mille Pékinois se sont déjà précipités chaque jour, depuis l'inauguration, pour découvrir ces chefs-d'œuvre. Et l'affluence sera encore plus grande si un « plafond » n'avait pas été imposé pour la protection des toiles.

Les paradis capitalistes

Horris quelques tableaux comme les *Bergers d'Arcadie*, de Poussin, ou le *Mort de Marat*, de David, déjà populaires, c'est dans un monde inconnu que se plongent les visiteurs. Et ce ne sont pas forcément les noms les plus réputés en Occident qui attirent les regards. Ainsi — témoignage d'un seul jour — l'immense portrait en pied du cardinal de Richelieu, par Philippe de Champaigne, est plutôt délaissé, de même celui de Charles X par Gérard. En revanche, la représentation d'un marquis de la cour de Louis XIV, par Rigaud, a été longuement admirée pour l'habileté avec laquelle est reproduit le velours brodé d'or de son habit. Parmi les pièces qui provoquent le plus de commentaires figurent la *Cène*, par Philippe de Champaigne. A l'évidence, le sujet plus que la manière fascine. « Où est le juif ? », demande une jeune fille, tandis qu'une autre s'interroge : « Qui est le Christ ? » « C'est le plus noble et le plus beau », murmure sa voisine... L'enlèvement de Déjanire, de Lagrenée, attire lui aussi les visiteurs, d'or certain : scintille le tableau à la lunette. Ici, ce n'est pas l'aspect mythologique, apparemment ignoré, qui intéresse, mais la reproduction de corps presque nus — spectacle rarissime en Chine populaire — et la technique d'exécution, en particulier les gouttes d'eau brillant sur le peau et qui font « rellement vraies ».

On s'arrête aussi, assez longtemps, devant le *Mort de Marat*, parce que c'est l'occasion, pense-t-on, de contempler l'original d'une œuvre déjà reproduite dans des livres d'art.

chinois. Il s'agit, dans ce cas précis et unique, d'une copie au demeurant excellente. Quant aux *Bergers d'Arcadie*, s'ils n'ont pas eu le succès escompté, bien que l'œuvre soit connue en Chine, ils ont été l'objet d'une analyse curieuse dans la *Quotidien du peuple*. L'auteur de l'article, après avoir présenté l'exposition en termes élogieux, décrit minutieusement le tableau en question. Il fait remarquer que sur la « tombe » est gravée la phrase : « J'ai vécu en Arcadie ». L'aubaine était à prendre au vol pour inciter la « masse » à une sérieuse réflexion politique : « L'Arcadie était appelée pays du bonheur, certains même la comparaient au paradis. Mais quand on voit ce groupe de bergers vêtus de haillons et quand on sait qu'il s'agissait, à l'époque, d'une société où la majorité des travailleurs subissaient l'exploitation et l'oppression sous toutes leurs formes, alors comment peut-on imaginer que c'était vraiment le pays du bonheur ? »

ANITA RIND.

(1) Une présentation d'œuvres du Louvre et des musées de province a déjà été réalisée en Chine, en 1979. Elles étaient d'une facture secondaire.

(2) Cette exposition, qui entre dans le cadre des échanges culturels franco-chinois, a été organisée par l'Association française d'action artistique. Le choix des toiles a été réalisé par MM. Pierre Lemoine, conservateur en chef du musée national de Versailles, Lacroix et Cuzin.

(3) Le ministre de la culture français était représenté par M. Bernard Gilman, membre de son cabinet.

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, avenue Daumesnil (7^e) - 355-79-15
« RENCONTRE DE TEXTES »
Galerie du peintre
CARLOS AGUIRRE
sur la Révolution mexicaine
Tél. 355-79-15 - 18 h. - 22 h. - 18 h.
JUSQU'AU 30 OCTOBRE

JEANNE BUCHER
le Brocquy

ARTCURIAL
LIBRAIRIE
UNE VRAIE LIBRAIRIE
D'ART CONTEMPORAIN
7000 titres français et
étrangers disponibles.
Catalogues sur demande
9, avenue Marceau Paris 8. 359-29-81
mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

GALERIE GEORGES LAVROV
40, rue Mazarine, 75006 Paris - Tél. 326-84-35
CLAUDE PLESSIER
PEINTURES
Jusqu'au 30 octobre

GALERIE DE LA SEITA
12, rue Surcouf, Paris 7^e - Métro : Invalides
Le dessin animé français
un siècle de création
Tous les jours de 11 h à 18 h (sauf dimanches et jours fériés)
Projections tous les lundis, mercredis, jeudis et vendredis de 15 h à 17 h
Les samedis 10 et 24 juillet, 7 et 28 août, 4 et 25 septembre, 2 et 16 octobre
de 15 h à 18 h.
JUSQU'AU 16 OCTOBRE - Entrée libre

GALERIE CAMILLE RENAULT
133, bd Haussmann, 8^e - 563-52-00
YAYA
12 octobre - 6 novembre

GALERIE FRAMOND
DE CONINCK
peintures récentes
3, rue des Saints-Pères 7^e

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
58, rue de Richelieu, Paris
PEINTRES GRAVEURS
FRANÇAIS
Hommage à Bresdin
jusqu'au 31 octobre

LA GRAVURE
41, rue de Seine - VI 326-05-44
MATHONNAT
3-26 octobre

PEREC
LA POCHÉ PARMENTIER
ou
VIVE LA POMME DE TERRE
par le T.E.M.
11 oct./17 oct. - 20 oct./9 nov.
Salle Berthelot - MONTREUIL
Métro : Croix de Chavaux
858-65-33

La Bruyère
AU
BOIS
LACTE
DE DYLAN THOMAS
mise en scène STEPHAN MELDEGG
« C'est un enchantement de tous les instants... »
GUY DUMUR « Nouvel Obs. »

RIZLA+
Le papier
pour
bien
rouler
vos cigarettes

CHEVAUX & FEU
le bruit de l'eau
45^e et 46^e que j'ai pensés
ATELIER DU CHAUDRON
CARTOUCHE - Tél. 326-92-04

CENTRES CULTURELS
ETRANGERS

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS
FONDAÇÃO GULBENKIAN
51 avenue d'Iéna - 10^e
Jeudi 14 octobre, 20 h 45
RÉCITAL CHANT ET PIANO
Jorge Chantre
et Marie-Françoise Buequet
Brubns - Tchaikovsky - Duparc

Livres disponibles et
revues vivantes du Canada, 82
Canadian books in print
and current periodicals 82

Exposition du 13 octobre au 11 novembre, tous les
jours de 10 h à 20 h 30 - 13 octobre, 18 h 30, ouverture
de l'exposition avec Anne HEBERT et Antoine MAIL-
LET - Hughes de JUVANCOURT présente les édi-
tions de luxe LA FRÉCATE, Seul FIELD, illustrateur,
présente TALES OF HERITAGE
JEUDI 14 OCTOBRE, à 18 h 30
lancement :
SOL signera Je m'égalomane à moi-même
(liv. Suéda)
programme quotidien, composer : 551-30-41
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantin (7^e) - 551-35-73
Métro, parking Invalides - Entrée libre

Orchestre National de Lille
Région Nord/Pas de Calais
Directeur : Jean-Claude CASADESUS
RECRUTEMENT PAR CONCOURS
— 1 alto solo (co soliste)
— 1 violoncelle tuitiste
— 1 piccolo solo — 3^{ème} flûte
— 1 cor solo (co soliste)
— 1 deuxième cor
— 1 trompette solo (co soliste)
Concours du 11 au 14 Novembre 1982 à Lille
Renseignements :
Régie générale de l'Orchestre National de Lille
74, rue Hippolyte - Lefebvre
B.P. 35 — 59010 LILLE CEDEX — Tél. : (20) 31.03.22

مكتبة من الأعمال

Tino Rossi, cinquante ans sur scène

Le triomphe de l'amour

TINO ROSSI célèbre cinquante ans de chansons au Casino de Paris, à partir du 4 novembre.

Tout sa vie, Tino Rossi a chanté l'amour heureux avec une simplicité extrême dans le vocabulaire ; il a été l'interprète débordant d'un sentiment sublime, il a vendu du rêve à la minette des années 30 ou 40, puis à sa fille.

Tino Rossi, c'est le chanteur de charme par excellence, et il a assumé ce rôle en connaissance de cause, avec une solidité tranquille, une assurance désarmante. L'âge, l'embonpoint, les modes, n'ont pas de prise sur lui. A soixante-quinze ans, il est une véritable institution (on le voit encore régulièrement à la télévision), le visage impassible, à peine éclairé d'un sourire, l'allure patavine, le geste gauche, susurrant d'une voix de lait et de miel.

Tino Rossi n'a rien inventé. Quand parait en 1933 son premier disque enregistré aux studios de la firme Parlophone, Bing Crosby a, depuis déjà deux ans, créé aux États-Unis le style « crooner » en traitant simplement et avec soin la mélodie, en mettant correctement en place, de sa voix tout en murmures et chaleureuse, des chansons qui, comme Just one more chance, ont traversé l'Atlantique.

Avec un physique quelconque, les cheveux plats gominés et quelques expressions stéréotypées, avec une absence totale de singularité, mais la voix juste et haute, Tino Rossi a surgi en France au moment où la radio, encore appelée T.S.F., entre dans la plupart des foyers, et où commence la grande commercialisation du 78 tours. Tino va développer sa popularité en s'appuyant principalement sur Vincent Scotto (Marinella, Tchi Tchi, Tant qu'il y aura des étoiles), d'autres auteurs et compositeurs de romances populaires aussi, sur Gounod et Schubert — tous deux auteurs d'un Ave Maria.

« **A** l'indemain de mon service militaire, dit Tino Rossi, je travaillais comme changeur de monnaie au casino d'Ajaccio quand on incendie s'est déclaré et a littéralement tout brûlé. Je suis parti sur le continent, avec l'idée de me faire embaucher, toujours comme changeur de monnaie, au casino d'Aix-en-Provence. Ce n'était pas possible. Et, un jour que je chantais avec des amis, quelqu'un m'a dit : « Pourquoi t'en ferais pas ton métier ? ». Alors j'ai pris des leçons chez un ancien ténor de l'Opéra, qui enseignait à Aix. J'ai travaillé Manon, les Pêcheurs de perles, les Lions de l'Arlequin. Cela n'a pas été perdu : plus tard, j'ai enregistré ces airs. J'ai rencontré un « tourneur », P'tit Louis, qui m'a conseillé : « Tu as un physique, tu as une jolie voix, fais plutôt du moderne ». Et, quelque temps plus tard, j'ai commencé à chanter en public dans des petits villages autour d'Aix. J'étais monté sur une table et je sentais que je plaisais aux gens.

— C'était en quelle année ?

— En 1932.

— Et vous avez pu ainsi gagner votre vie.

— Je ne gagnais pas beaucoup. Peu de temps après ces débuts, je suis parti rejoindre mon père à Marseille et j'ai vu dans la vitrine d'un disquaire : « Enregistrez votre voix pour 5 francs ». Je me suis dit : « Tiens, je vais envoyer un disque-souvenir à maman, là-bas en Corse ». On m'a fait entrer dans une petite cabine, on a placé un tout petit disque en aluminium et j'ai chanté une complainte corse et une chanson française. Dans le ma-

gasin, il y avait un représentant de Parlophone. Il m'a entendu et m'a dit : « Est-ce que vous voulez faire du disque français ? ». Évidemment, j'ai répondu que, si je le pouvais, je le ferais volontiers. J'ai donné mon adresse à Aix et, huit jours plus tard, la marque Parlophone m'invitait à venir enregistrer deux titres à Paris. De retour dans le Midi, j'ai été engagé à l'Alcazar de Marseille. Je chantais Souviens-toi de nos premiers amours, une chanson à la mode écrite par Saint-Grahier et Borel-Clerc, et puis Maître Patelin. (Tino Rossi chante) Je pense à vous quand je m'éveille, et alors là vraiment, c'était du délire dans la salle.

— Cela m'encourageait naturellement. Entre-temps, Parlophone m'a fait monter à Paris pour signer un contrat. Le disque enregistré avait produit un effet dans le milieu. Toutes les maisons de disques me réclamaient. Je me suis dit : « Mon vieux, il faut que tu réfléchisses bien. Parce que si tu t'engages pour une langue dure, tu dois faire attention, tu dois bien choisir ». Vous savez, un artiste, il lui faut beaucoup de flair. J'ai signé chez Columbia, et mon premier disque chez eux a été enregistré avec un orchestre de tango. Je chantais simplement un tout petit refrain : « Vous, qu'avez-vous fait de mon amour ? ». Puis, il y a eu le Casino de Paris où Henri Varna montait une revue : Parade de France, et Varna m'a engagé pour représenter la Corse. Une guitare à la main, une veste de charretier sur l'épaule, je chantais Vieni Vieni et aussi Vivons la vie, vivons l'amour et Un baiser de femme sous un ciel de feu avec la vedette du Casino.

— Tante votre vie, vous n'avez chanté que le seul thème de l'amour.

— Et oui ! L'amour est éternel, l'amour de n'importe quel. L'amour d'une femme, l'amour d'un enfant, l'amour du monde, l'amour que tout le monde peut trouver. Beaucoup d'artistes s'éparpillent. Ils veulent tout couvrir et ne couvrent rien. Dans la mesure où ce que je fais marche, je n'ai aucune raison de changer d'élément.

— Combien avez-vous de chansons d'amour à votre répertoire ?

— Plus de deux mille.

— Souvent, elles portent des préfixes de femme.

— Oui, à une époque on les utilisait beaucoup.

— Vous aviez une équipe de paroliers ?

— Vincent Scotto, qui composait la musique, avait son équipe. Il donnait des idées, mais n'écrivait pas les textes. J'avais des paroliers qui écrivaient sur mesure pour moi.

— Vous avez lancé en France le style « chanteur de charme ».

— J'ai une voix très laquée. A l'époque, elle couvrait trois octaves. Mais vous savez, la puissance ne veut rien dire. Il y a le gros écu et puis le petit louis d'or qui vaut deux fois plus cher. Si vous chantez l'amour, vous ne pouvez pas le faire à coups de bûche. Je suis un artiste d'instinct. Je ne force pas ma voix et je donne à chacun l'impression qu'il peut en faire autant.

— Vous n'avez jamais eu de concurrent véritable ?

— J'ai toujours suivi ma route sans regarder à droite ni à gauche.

— Vous n'avez jamais arrêté de chanter ?

— J'enregistre moins aujourd'hui, parce que beaucoup d'anciens disques se vendent encore très bien. Je fais deux albums par an, et, parfois, quand il le faut, un quarante-cinq tours. Un album vient juste de paraître, un autre sera réalisé en public au Casino, et, au printemps, il y aura sûrement quelque chose d'autre.

— Vous êtes insatiable ?

— Je viens de signer chez Pathé-Marconi un nouveau contrat de cinq ans.

— Vous vous produisez régulièrement dans les régions ?

— J'ai fait une trentaine de galas cet été, dont dix à Mawbige sous un chapiteau. Le jour de l'ouverture, je suis passé le soir. Les autres jours, j'ai fait des matinées.

— Pourquoi cette rentrée au Casino de Paris ?

— Je ne ferais pas faire s'il n'y avait pas eu ce cinquantième anniversaire de mes débuts. En tournée, avec trois choristes et quatre musiciens, ça marche bien. Et le Casino de Paris ne me rapporte pas un client de plus dans mes tournées futures. Enfin...

— Au Casino de Paris, il y aura d'abord une petite rétrospective de mes cinquante ans de chansons et, en deuxième partie, le récital avec un orchestre de vingt-sept musiciens et cinquante choristes de Saint-Eustache.

— Ce spectacle, c'est pour récompenser le public de sa fidélité.

Propos recueillis par CLAUDE FLEOUTER.

DU 12 AU 17 OCTOBRE **14-18**
par le THEATRE DES DEUX RIVES

Alain Bezu a fait un grand et beau travail. (LA CROIX)

Un spectacle rare, risqué et humain (LES NOUVELLES LITTÉRAIRES)

L'un des plus beaux, des plus bouleversants spectacles que nous ayons vus. (FIGARO MAGAZINE)

Mise en scène **Alain BEZU**

THEATRE NATIONAL **ODEON** 325.70.32

JEUNE THÉÂTRE NATIONAL
direction Patrick Gulinand

dernière 17 octobre
LA VALLÉE DE L'OMBRE DE LA MORT
d'après MALCOLM LOWRY
"la critique unanime"

Travail très réfléchi, très imaginé, silencieux-musical. Un théâtre très remarquable. **LE MONDE**

Aurélien Recoing a su à merveille structurer l'espace et diriger de main de maître les comédiens. **LES NOUVELLES LITTÉRAIRES**

Ce spectacle fait laire des instants de grande intensité, quelque chose qui ressemble à la vie. **REVOLUTION**

On se surprend à guetter l'après qui nous lavera de la langue nuit qui surgira peut-être avec l'aube. **LE QUOTIDIEN**

Sensibilité attentive et complicité passionnée. **LE FIGARO**

ARTISTIC-ATHEVAINS 45 bis rue Richard Lenoir loc. 271.51.00

PALAIS DES GLACES
LOC. 607.49.93

Compagnie Philippe Genty

Tous les soirs 20h30
DIMANCHE 17h

THEATRE D'ANIMATION

MARIGNAN PATHÉ - BERLITZ - QUINTETTE PATHÉ - 7 PARNASSIENS - FAUVETTE - GAUMONT HALLES - GAUMONT CONVENTION - ARGENTEUIL - 4 TEMPS LA DÉFENSE - GAUMONT OUEST BOULOGNE - GAUMONT EVRY - 3 VINCENNES

un film de Jean-Michel BARJOL

Petit Joseph

avec Jean-Marc THIBAUT, Juliette BENOÎT, Jean-Paul BLANCH, et le jeune NAÏCHE CAUDRON

Gaumont

CHATELET
THEATRE MUSICAL DE PARIS
lundi 18 octobre à 20h30
the philharmonia hungarica
uri segal
haydn/kodaly/bartok

*
lundi 25 octobre à 20h30
orchestre philharmonique de la nouvelle orléans
philippe entremont
prix des places: 150, 140, 100, 60, 35, 30 francs
location : aux caisses du théâtre 1, place du Châtelet 75001 Paris de 11h à 18h30
par téléphone : 261.19.83 de 11h à 18h (sauf dimanche)

POUR LES SALLES VOIR LES PROGRAMMES

Un formidable spectacle qui fascine et captive à chaque image

Sublime !

HARRISON FORD
BLADE RUNNER

PROFESSIONNELS DU CINÉMA
SOYEZ LES PREMIERS INFORMÉS

avec **LA LETTRE HEBDO**
CINÉMA DE FRANCE

sur abonnement uniquement
130, rue de Valenciennes, 75001 Paris
Téléphone 261.84.93 - Téléc. CINEFRA 21.14.23

RADIO-TÉLÉVISION

Semaine du 15 au 21 octobre

Les programmes du mercredi 13 et du jeudi 14 octobre sont en page 28.

«Musique au poing» sur Antenne 2

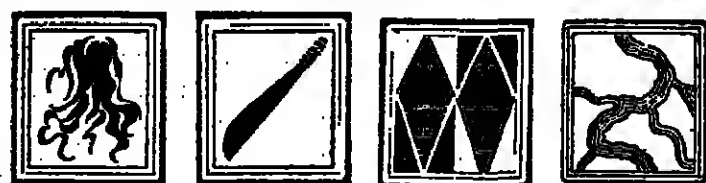
FELA LE REBELLE

A Lagos, il faut avoir deux voitures si l'on veut circuler tous les jours. A cause des embouteillages monstres dans cette ville tentaculaire et surréaliste, seules les voitures immatriculées de chiffres pairs peuvent circuler les jours pairs et seules les voitures immatriculées de chiffres impairs peuvent circuler les jours impairs. Lynchages, vols, assassinats sont monnaie courante. On remasse les cadavres au milieu des ordures. Lagos, le plus grand port d'Afrique, le plus grand bidonville du continent, manque d'eau, d'électricité, de téléphone. Pas d'urbanisme mis à part une étrange course à la consommation. Le luxe de certains égale la grande misère du plus grand nombre. Au sein de cette chaudière, vit Fela.

Fela Anikulapo Kuti. Fela (« celui qui porte la mort dans sa gibecière ») Kuti. Une légende nourrie par le scandale. Un phénomène qui dépasse largement la musique. Né en 1938 d'un père révérend, d'une mère militante syndicaliste, Fela est non seulement le « musicien le plus populaire d'Afrique », c'est aussi un tribun redoutable qui fustige les dirigeants de son pays, dénonce les méfaits des multinationales, de l'Occident et de l'homme blanc ; c'est un leader politique (il compte se présenter aux prochaines élections présidentielles de 1983), un panafricaniste (il a été influencé par Nkrumah), qui rappelle que l'homme africain doit retourner à ses valeurs fondamentales. Visionnaire, téméraire, orgueilleux, délinquant, c'est surtout un bouillonnant, un « charbon » de sexe, des femmes (il en a vingt-huit). Sa musique — l'afrobeat — précède, violente, directe et chaude, évoque bien la fièvre de Lagos. Il a été plusieurs fois déjà emprisonné. En 1977, après les critiques qu'il a faites au moment du Festival des arts noirs à Lagos, sa maison a été ravagée par la police, ses femmes violées, ses biens saisis. Fela a été emprisonné. En 1978, après les critiques qu'il a faites au moment du Festival des arts noirs à Lagos, sa maison a été ravagée par la police, ses femmes violées, ses biens saisis. Fela a été emprisonné.

Un tournage qui a été « un enfer », dit le réalisateur. Fela banni par les autorités, c'est un film quasi clandestin qu'il a dû réaliser, au moins sans autorisation officielle. Ce qui n'est pas simple pour qui connaît l'Afrique. Les tournages dans les rues ne l'ont pas été non plus, ils se sont même terminés parfois à coups de poing (les

celle. Ce qui n'est pas simple pour qui connaît l'Afrique. Les tournages dans les rues ne l'ont pas été non plus, ils se sont même terminés parfois à coups de poing (les



Deux extraits de « Fela Fela » de Carlos Moore illustrant le message rituel de sa mère Famulayo Anikulapo Kuti.



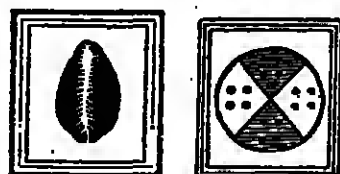
gens n'étaient pas toujours d'accord pour qu'on les filme). Jean-Jacques Flori a dû d'abord attendre quinze jours que Fela sorte de prison. Malheureusement, la police, celle-ci ne se sentait pas très motivée pour faire le film (« Il aurait même préféré que nous partions »), le contact n'a pas été non plus très évident avec les femmes de Fela, les « reines » qui sont restées distantes ou « neutres ». En tout, dix semaines de tournages les plus dures de sa vie », dit le réalisateur.

Le film de Jean-Jacques Flori ne ruse pas avec le climat. « Musique au poing », Fela se rapproche de la production artistique. C'est un travail de journaliste. Un reportage fort intéressant par ailleurs, avec des images frappantes sur la ville (les cadavres, le matin, sur la plage quand l'eau se retire), l'atmosphère du Shrine, la boîte de nuit de Fela, qui sort aussi de « l'enfer », où il accomplit la cérémonie du culte aux esprits. Il a reçu, également, la témoignage de Fela, et lui a fait développer quelques-unes de ses idées principales, sur la politique, sur la religion, sur la nature, sur les femmes. Mais le commentaire reste un peu froid et le regard extérieur. C'est une vision inversée de celle que l'écrivain journaliste, Carlos Moore, nous a donnée dans un livre qui est sorti récemment, Fela, Fela,

cette putain de vie (éd. Karthala), chélieux, riche, surprenant, sub-jectif certes (Fela est son ami), mais qui rend absolument l'univers à part de ce personnage déran-



Deux extraits de « Fela Fela » de Carlos Moore illustrant le message rituel de sa mère Famulayo Anikulapo Kuti.



gent et charismatique, idolâtré et haï, africain jusqu'au plus intime de l'âme.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Dimanche 17 octobre, A 2, 21 h 55 (rép. le 18, à 15 h 55).

«POUR CHANGER» SUR TF1

«Branché», dites-vous ?

« Une stratégie. Une politique d'ensemble lucide, déterminée, et à laquelle on se tiendrait... » Voilà, selon Alain de Séduoy, le maître d'œuvre des samedis après-midi de TF1 et de l'émission « Pour changer », ce qui manque cruellement à la télévision. De la constance pour imposer puis défendre un programme conçu dans le cadre d'une politique générale de la chaîne. Du temps pour effacer des comportements qui ne sont que le fruit d'habitudes et pour venir à bout de préjugés si anciens qu'on en a oublié les fondements. Car une grille s'élabore globalement, en fonction d'objectifs définis à long terme, en rupture avec la vaine obsession de vouloir rassembler à tout moment l'ensemble des publics.

Un soulèvement demeure toutefois prioritaire pour de nombreux responsables de la programmation, lesquels naviguent à vue, au gré des indices d'écoute, répondant ponctuellement — souvent par un changement d'individu — aux crises ou malaises trop évidents. Une exigence à laquelle Alain de Séduoy

a choisi, lui, de tourner le dos, en lançant le 6 mars dernier, un programme hebdomadaire destiné particulièrement aux quinze-vingt-cinq ans, réputés peu attentifs aux événements du petit écran, qui, d'ailleurs, leur rend bien.

Rock, cinéma, voyage, B.D., moto et feuilletons... « De la folie ! », ont crié certains, sceptiques sur la possibilité de rassembler un public jeune le samedi après-midi. « De l'irresponsabilité », ont bariolés quelques autres en évoquant l'hémorragie de téléspectateurs traditionnels de cette tranche horaire, hermétiques à la musique rock et excédés par le ton résolument mo-

derne (« branché ») de l'émission et de ses animateurs.

Simple conflit de générations ? Peut-être. Sans doute. Mais un conflit qui révèle avant l'été par des sondages négatifs orchestrés et commentés dans un climat d'hystérie politique contre la télévision, a bien failli mettre fin à l'expérience d'Alain de Séduoy. « Un courrier abondant nous a révélé l'existence d'un racisme anti-jeunes virulent et terriblement dangereux », déclare-t-il. Le problème de l'opposition d'une jeunesse de plus en plus marginalisée n'est-il pourtant pas un enjeu politique fondamental pour un pays ? N'est-ce pas la dernière justification du service public de se préoccuper de tels enjeux ? »

Un peu comme un mirage

Malgré les attaques, malgré les protestations indignées, « Pour changer » a tenu bon. Une étude approfondie des premiers résultats quantitatifs et qualitatifs a même montré que, au-delà des apparences, un mouvement s'engageait, et que l'émission commençait à drainer vers la télévision un public traditionnellement hostile, la balance entre nouveaux et anciens téléspectateurs fut-elle encore déficitaire. L'équipe du samedi après-midi était donc bien sur la bonne voie. Le service des études de TF1 et l'analyse qualitative lucide des diverses séquences de l'émission ont alors suggéré quelques aménagements — essentiellement formels comme l'ordre des diverses séquences — destinés à adapter davantage l'émission au rythme des téléspectateurs et favoriser la cohabitation de deux clientèles supposées antagoniques. De là une construction plus habile (selon la technique dite de l'entonnoir) qui ouvre l'après-midi avec un feuilleton grand public destiné à recueillir le maximum de l'audience potentielle et le clot avec Mégahertz, la séquence de rock controversée, et qui, placée plus tôt, était accusée de « vampiriser » le reste du programme. « Il n'a jamais été question de supprimer Mégahertz », affirme Alain de Séduoy. Le rock, c'est l'identité des marginaux, c'est beaucoup plus que de la musique. Une pulsion, une manière de vivre, de se situer dans la

société. Un lien de reconnaissance pour les jeunes... »

La démarche est-elle mieux comprise ? L'agencement de l'émission plus judicieux ? En tout cas, le grand public semble cette fois adhérer. Les premiers indices d'écoute de la rentrée, largement supérieurs aux précédents, sont encourageants et font regretter que le succès dont l'émission a bénéficié n'ait pu être octroyé à plusieurs autres, disparues sans avoir eu vraiment la chance de s'imposer. « Du temps, dit Séduoy, et de la constance... »

L'allure finale de l'émission est celle d'un magazine hebdomadaire que l'on prend plaisir à feuilleter rubrique après rubrique. Les volets sont autonomes mais pas cloisonnés, grâce à la mise en pages vidéo. Un générique époustouflant de Chiara Boeri propulse à 100 à l'heure dans l'univers et le rythme de « Pour changer », alors que des inserts électroniques, des B.D. américaines et des éclairages étudiés créent une cohérence et une unité de ton à cette tranche de temps décidément à part dans la grisaille des programmes de rentrée. Bérére, surprises, insolence...

Un peu comme un mirage qui, de semaine en semaine, viendrait nous montrer furtivement, mais avec brio, ce que pourrait être la nouvelle télévision.

ANNICK COJEAN.

* Chaque samedi, TF 1, de 13 h 35 à 18 heures.

BIBLIOGRAPHIE

Cinquante ans de télévision

Les Editions Fernand Nathan ont saisi l'occasion du cinquantième de l'introduction de la télévision en France pour faire paraître un ouvrage grand public sur l'histoire de la télévision française. Il se feuillette comme un bel album. On y découvre les pionniers. On y retrouve les grands et les petits moments de la télévision qui étaient sortis de notre mémoire. On y mesure la pénétration de l'image dans les foyers et l'influence grandissante du petit écran.

Les auteurs — Jacques Mousseau, qui dirige à TF1 les émissions pour la jeunesse et les après-midi, Christian Brochard, qui est responsable de la documentation audiovisuelle à Radio-

France — ont distingué six époques. 1929-1945 : Une étrange lucarne ; 1946-1951 : A petits pas ; 1952-1958 : En direct de... ; 1959-1963 : TV = tout voir ; 1964-1973 : La grande maison ; 1974-1982 : Trois ans ou trois siècles ? Tout cela est très lisible et accompagné de nombreuses photos. Avec un parti pris : cette histoire est celle des images télévisuelles et, derrière elles, des hommes et des femmes qui les ont réalisées.

Y. A.

* HISTOIRE DE LA TÉLÉVISION FRANÇAISE, Editions Fernand Nathan, 190 pages, 198 F. Sortie en librairie le 15 octobre à Paris et le 22 octobre en province.

Vendredi 15 octobre

Un film

EMBRASSE-MOI, RIOT !

Film américain de Billy Wilder (1964), avec D. Martin, K. Novak, R. Welton, F. Farr, C. Omond. A 2, 21 h 5.

* Transposition américaine d'une pièce d'Anna Bonacci, qui, au début des années 50, avait été représentée à Paris sous le titre l'Écluse obélisque, adaptée par Albert Verly et dialoguée par Henri Jeanson. Billy Wilder a accentué une situation scabreuse en jouant avec les tabous (sexuels) des lignes de décence. L'action a été modernisée, la mise en scène a gagné l'équilibre jusqu'au « mauvais goût ». Mais qui peut encore être choqué, aujourd'hui, par ce vaudeville où une entraîneuse prend la place d'une femme honnête et rétrograde ? On retiendra plutôt le tableau gracieux d'une bourgeoise de Nevada, trahie par le passage d'un chanteur de charme courtois de ruyons qui a la tête de Dean Martin. — J. S.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 10 Météorologie.
12 h 30 Jeune Box.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
14 h 05 Télévision scolaire. Monastère du Moyen Âge : Sénanque. Le Thorout.
15 h C'est à vous.
15 h 25 Le village dans les nuages.
15 h 50 Histoire d'un rire.
15 h 55 A la une.
16 h 20 Émissions régionales.
16 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.

20 h 35 Formule 1 + 1 : Charles Aznavour.

De Martine et Gilbert Carpentier. Réalisation André Fleischer. Aznavour Charles Aznavour, Martine Mathieu, Fanny Clerf, Diane Dufréne, Erik Berthot, etc.

21 h 40 Série : L'Esprit de famille. Réalisation B. Bernard, avec M. Béraud. L'été terminé, Claire est triste et préoccupée, et amoureux d'Antoine, l'assistant de son père. C'est Pauline qui se dresse à l'opposé de l'intérêt que lui inspire cette nouvelle. Un feuilleton bien familier où les tristesses se métamorphosent en joie dans les prochains épisodes.

22 h 35 Documentaire : Sculptures sonores des frères Baschet. Réalisation Jacques Baras. Bernard et François Baschet sont des inventeurs d'instruments de musique. Avec des fleurs ou des objets sculptés dans des feuilles d'acier, ils créent des sons évoquant le bruit du vent, de l'eau, etc. Jacques Baras a mis pris de leur mois pour réaliser cette émission.

23 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Série : La vie des autres. Aujourd'hui la vie.
14 h Des ondes aux gardiens.
15 h Série : La légende d'Adam et de Notre Benjamin.
15 h 45 Reprise : Les jours de notre vie.
La main malade (diffusé le 13 octobre).
16 h 40 Document : Gherdala. De A. Goupard. L'ouest algérien.
16 h 55 Histoires. Boileau : les oeuvres de l'Altiplano. Les paupers. (Lire notre sélection).
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bourard.

Combats des Indiens quechua

ITINÉRAIRES : LES OUBLIÉS DE L'ALTIPLANO A 2, 16 h 55.

A voir pour une scène étonnante. Tout le monde connaît la fièvre indienne, ce mélange de colère et de mélancolie, et comme rarement par l'altitude et la dureté des montagnes. Avec le poncho, le fût et même devenu l'image obligatoire et quasi unique du folklore des Indiens de Bolivie. Nicole Vital et François Durat ont filmé d'autres aspects beaucoup moins connus de la cul-

20 h Journal.

20 h 35 Feuilleton : Papa poule. Réalisation B. Kahane, avec E. Bédou, C. Eugène, G. Ville. La dernière bande de Papa poule.

21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Culture et politique. Avec M.-A. Buzier (le testament de Sartre) ; C. Clément (l'été chinois pour l'été) ; J.-P. Lecat (Quand fleurent les Tulipes) ; J. Maroune (le mot pas perdu mon temps) ; P. de Flauzel (La culture en veston rose).

22 h 05 Journal.

22 h 05 Clés-club (cycle Billy Wilder) : Embrasse-moi idiot. De B. Wilder.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre. P. C. M. L. (Parti communiste marxiste-léniniste).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé. Il était une fois l'espace.

FRANCE-CULTURE

7 h 3 Matinales : clés pour comprendre l'ONU : les secrets de l'image.
8 h Les chemins de la connaissance : le feu, le bœuf et l'écriture à 8 h 30, les esclaves sans maître : à 8 h 50, Eber au hasard.
9 h 7 Matinée des arts du spectacle.
10 h 45 Le texte et la marge : « Mézart », avec Marcel Brion.
11 h 2 Le palais Garnier : œuvres de Bizet, Gounod, Lalo, Berlioz et Mozart.
12 h 3 Nous tons chacun.
12 h 45 Panorama.
13 h 30 Musique extra-européenne.
14 h 50 Sous : mètres, mètres, mètres : la faculté des songes, de G.-O. Chateau-Reynaud.
14 h 45 Les après-midi de France-Culture : les incursions de la biologie (Jean Jouvenel) : à 15 h 45, Contes.
16 h 45 Foyers de la musique : trajectoire de M. Ohana : les années d'apprentissage de R. Strauss.
18 h 30 Feuilleton : Gaspard des montagnes.
19 h Actualités magazine.
19 h 30 Les grandes arènes de la science moderne : le congrès international de l'histoire de la physique des particules.
20 h À l'écoute des autres : le colloque d'Avignon sur les relations entre les communautés culturelles d'Afrique, d'Europe et du monde arabe.
21 h 30 Black and blue : Amours, délices et hie bands.
22 h 30 Nuits magnétiques : les slages.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2 Musique du matin : œuvres de Haydn, Mendelssohn, Debussy, Elser, Liszt, Weber, Fauré.

8 h 47. Quotidien-Musique.
9 h 5. D'une oreille l'autre : œuvres de Brahms, R. Strauss, Ravel, Berlioz, Tchaïkovski, régal de piano Gius. Gould : œuvres de Byrd, Bach, Wagner, Beethoven.
12 h. Equivalences : œuvres de V.-S. Bach, Tournemire.
12 h 30 Jazz s'il vous plaît.
13 h. Jeunes solistes. Jeu direct du studio 1181 : œuvres de Duparc, Debussy, Satie, Fauré, par M.-C. Pons, soprano ; S. Zapiolsky, piano.
14 h 4. La boîte à musique : œuvres de Dvorak.
14 h 30. Les enfants d'Orphée.
15 h. Musiciens d'aujourd'hui : Hermann Abendroth : œuvres de Wagner, Beethoven.
17 h 2. Magazine International du chant choral : œuvres de Kodaly, Bartók, Szymanowski, Copland, Schütz, Liszt, Mahler, Haselböck, Lassus, Neumann, Wulke, Poulenc, Bartók.
18 h 30. Concert (donné le 27 juin 1982 à la Villa Médici) : œuvres de Solbiata, Bocca, Poulenc, Denis, par « le groupe instrumental musées d'oggi ». Dir. : P. Nahon.
19 h 35. Jazz : le clavier bien rythmé.
20 h. Musiques contemporaines.
20 h 20. Concert : jeu direct des Journées de musique de Donaueschingen : « Kammermusik », de Maiguel, par l'orchestre symphonique du sudwestfunk. Dir. : P. Ertz. 21 h 15. Journées de musique de Donaueschingen 1982/1983 : « Concerto pour hautbois et orchestre », de Zimmermann, « Spiel », de Stockhausen, « Combat T 3 N 1 », de Koenig, « Fluorescences », de Benda, par l'orchestre symphonique du sudwestfunk Dir. : B. Rosbaud.
22 h 13. La nuit sur France-Musique : les mots de Françoise Vergès, 22 h 5. Echos 0 h 5. Musiques traditionnelles.



مكتبة الأمل

ET DES SPECTACLES

EXPOSITIONS

... LE MONDE - Jeudi 14 octobre 1982 - Page 21

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 10 h à 20 h, samedi, de 10 h à 18 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h. Le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

Conférences-débats : « Le problème de l'abstraction aujourd'hui », par R. Kraus (le 14, à 18 h 30, petite salle) ; « Analytique et matérialisme pictural : retour au recours à la figure ? », par B. Blisette (le 21, à 18 h 30, petite salle) ; « Brague, les cubistes et la musique », par S. Faucheron (le 18, à 18 h 30, cinémas du musée).

EDUARDO ARROYO. Galerie contemporaine. Jusqu'au 29 novembre, lundi et jeudi, à 17 h ; visite-animation : le 13 octobre. « Interview autour d'Arroyo » (18 h 30, galeries contemporaines).

ENRICHISSEMENTS RECENTS DU Musée national d'art moderne (1981-1982). Parcours des collections. Jusqu'au 29 novembre.

CHOIX POUR APOUR APOUR. Regard sur quatre ans d'acquisitions d'art contemporain. Galeries contemporaines. Jusqu'au 29 novembre. Visite-animation : les lundis et jeudis à 17 h.

LA DÉLÉGANTE. Salle d'art graphique. - Entrée libre. Jusqu'au 3 janvier.

LA PHOTOGRAPHIE CONTEMPORAINE EN AMÉRIQUE LATINE. Salle contemporaine et salle animation. Entrée libre. Jusqu'au 21 novembre.

PHOTO/CINÉ/VIDÉO/DANSE. Grand foyer et petite salle. - Entrée libre. Jusqu'au 7 novembre.

MONIQUE TROUFLÉ, photographie. Salon photos, 3 étages. Jusqu'au 31 octobre.

LIEUX D'ARTISTES. Carrefour des régions. Jusqu'au 3 novembre.

HABITER LA LUMIÈRE. Ateliers des arts, rendez-vous. - Sauf mardi et dimanche, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 6 novembre.

THEME ILLUSTRÉ. Plus loin que le bout de mon aile. Bibliothèque des enfants, piazza. Entrée libre. Jusqu'au 1^{er} novembre.

CCL

IAUTO PORTRAITS DU CHEF-CHIEUR SCIENTIFIQUE. - Jusqu'au 22 novembre.

R.P.I.

LETTRES DES AMÉRIQUES. La nouvelle et le roman hispano-américain. Jusqu'au 8 novembre. Débat : « Les problèmes de l'édition et de la traduction de la littérature hispano-américaine » (le 13, à 18 h 30, salle d'actualité) ; « Les auteurs hispano-américains peu connus en Europe » (le 20, à 18 h 30, salle d'actualité).

ZOLTAN KODALY (1882-1967). Discographie, 1^{er} étage. - Jusqu'au 1^{er} novembre.

Musées

J.B. OUDRY, 1686-1755. - Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 14 F. sam. : 11 F. (gratuite le 20 novembre). Jusqu'au 3 janvier.

DONATION J.-H. LÉVITIGUE, 1910-1926. - Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Jusqu'au 31 décembre.

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI. - Grand Palais, avenue Winston-Churchill (720-62-88). De 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 octobre.

L'INVENTAIRE GÉNÉRAL EN PÉNINE. - Grand Palais (porte D). - Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 octobre.

LA POCHE ET L'AIGUILLE. - Grand Palais (espace 404). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 octobre.

DOUZIÈME BIENNALE DE PARIS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue de Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 novembre.

EKHO HOSOE. - Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Sauf lundi, de 10 h à 17 h ; mercredi jusqu'à 20 h. Entrée : 10 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 novembre.

JANNIE BOREL. Poppes. - Musée des enfants du musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 octobre.

LA PEINTURE MURALE ROMAINE. Musée de la Peinture à la Sorbonne. - Musée national des monuments français, Palais de Chaillot (727-97-21). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F (4 F le dim. ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 31 octobre.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Nouvelles acquisitions de musée d'Orsay ; Vitrines de l'histoire : Exposition de nouvelles œuvres et sculptures ; Installation des non-royaux ; Picasso, l'atelier du sculpteur ; Saatchi et la jeune école. - Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-66-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 7 F. le dimanche, 3,50 F.

ROY LICHTENSTEIN, 1970-1980. - Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h ; samedi et dimanche, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 décembre.

AFFICHES ET SIGLES DU FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS, 1972-1982. - Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 décembre.

X 3 POSTERS. Musée de l'Affiche et de la publicité, 19, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 24 octobre.

LE DESSIN D'ANIMATION FRANÇAIS : un siècle de création. - Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau (555-91-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 16 octobre. Le 16, de 15 h à 18 h ; projection de films d'animation des années 30.

PEINTURES-GRAVEURS FRANÇAIS. Hommage à R. Breton. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-62-83). De 12 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LES PEINTRES INDÉPENDANTS DE MONTMARTRE (1920-1940). - Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (408-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30. Entrée : 8 F. Jusqu'au 30 octobre.

BOYAN. - Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugrand (320-15-30). Sauf

dim., de 10 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 23 octobre.

CHYPRE. Les travaux et les jours. - Musée de l'Homme, Palais de Chaillot (553-70-69). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'au 30 novembre.

LES PEINTRES TÉMOINS DE LEUR TEMPS. - Musée du Louvre, 19, rue de Vaugrand (354-95-00). Jusqu'au 1^{er} novembre.

PROUST. une illustration pour la recherche de l'œuvre perdue. - Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (224-56-38). Jusqu'au 23 novembre.

Centres culturels

LA MODERNITÉ : UN PROJET INACHEVÉ. - Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (260-34-57). De 12 h à 20 h sans mardi. Jusqu'au 14 novembre.

LA MODERNITÉ OU L'ESPRIT DU TEMPS. - Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte (260-34-57). De 12 h 30 à 20 h, sauf le mardi. Jusqu'au 4 novembre.

LA CONSTRUCTION MODERNE. - Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36). De 12 h 30 à 19 h, sauf le dimanche et le lundi. Jusqu'au 13 novembre.

TADAO ANDO. « minimalisme ». - Institut français d'architecture (633-90-36). De 12 h 30 à 19 h, le mardi au samedi. Jusqu'au 20 novembre.

LA PHOTOGRAPHIE EN ALLEMAGNE, 1900-1930. - Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf samedi, de 10 h à 20 h, du 15 octobre au 19 novembre.

MICHAEL KRAMER. Installation. - Goethe Institut, 31, rue de Condé. Sauf samedi et dimanche, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 4 novembre.

« L'UN ART BUL A L'AUTRE ». Centre culturel de la communauté française de Belgique, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 francs. Du 14 octobre au 28 novembre.

FREE KOCAL. Jusqu'au 28 novembre. MATERIAUX ANCIENS. NOUVEAUX USAGES. - Jusqu'au 7 novembre. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h.

MICHELLE BARBANTAN. « Bul.M.C. Galerie, 52, rue de l'Hôtel de Ville (278-67-08). Sauf dimanche et lundi, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 30 octobre.

CHRISTINA KURISCH-THOMAS SCHULZ. Installation sonore. 57, rue de la Roquette (700-10-94). Sauf dimanche et lundi, de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 6 novembre.

CARLOS AGUIRRE. - Centre culturel de Mexico, 47 bis, avenue d'Iéna (555-70-15). Sauf dimanche, de 10 h à 18 h ; samedi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 27 octobre.

EISENSTEIN. Lithographies/fac-similés. - Centre culturel 17, 47, rue de Saussure (227-68-81). De 14 h 30 à 20 h ; samedi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 23 octobre.

BERISHA-SHIBOKA. Les filigranes de Kioskova. - Centre culturel de Yonagawa, 123, rue Saint-Martin (272-50-50). Jusqu'au 5 novembre.

LE GRAND SIÈCLE AU QUARTIER LATIN. - Mairie de 5^e arrondissement, 21, place du Panthéon. Tous les jours, de 9 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LE JARDIN PAYSAGER : F.M. P. per, 1746-1824 ; LARS MILLHAGEN, sculpteur, dessinateur ; ENNO HALJAL, peintures. - Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-00). De 12 h à 18 h ; samedi et dimanche, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 4 novembre.

LES SAMOÛRAIS. Armes et numéros de collection et de diffusion. - Centre culturel de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 octobre.

JOHN CAGE, gravures et partitions. - American Center, 261, boulevard Raspail (633-57-26). Tous les jours de 12 h à 19 h. Jusqu'au 23 octobre.

GRÉS, d'A. EBUZZIVA SIENBYE. - Maison du Danemark, 142, avenue de Champs-Élysées (562-17-02). De 12 h à 19 h. Dimanche, de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 24 octobre.

PICASSO. - Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). Sauf mardi, de 11 h à 18 h 30. Entrée : 18 F. Jusqu'au 23 octobre.

JEUNE SCULPTURE. - Port d'Austerlitz, quai d'Austerlitz, face à la gare. Tous les jours de 10 h 30 à 17 h. Jusqu'au 31 octobre.

L'ARTISANAT AU SERVICE DE L'INDUSTRIE. - Maison du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Hausmann (770-59-62). Jusqu'au 29 octobre.

Galerie

LA PRÉSENCE SUISSE : Keller, Scheller, Rosch, Späth, Wanner. - Galerie-Cadot, 77, rue des Archives (278-06-36). Jusqu'au 20 octobre.

ERSTE KONZENTRATION : Estampes originales de Baselitz, Hockney, Jensen, Kiefer, Kishka, Lipetz et Pink. Galerie Gillespie-Longo-Salomon, 24, rue Beaumont (278-11-71). Jusqu'au 23 octobre.

L'AUTRE MOITIÉ DE L'AVANT-GARDE, 1910-1940. Fragments d'une exposition. Galerie des femmes, 74, rue de Seine (222-60-74). Jusqu'au 2 novembre.

RHÔNE-ALPES. L'éclatisme contemporain. N.R.A., 2, rue du Jour (508-19-58). Jusqu'au 6 novembre.

TAPISSERIES : J.-L. Pasquet et F. Sully. La Demour, 26, rue Mazarine (634-14-62). Jusqu'au 23 octobre.

« BONDEURS ». Séquence n° 3 de la série « Le corps humain dans l'art ». Galerie Claryp/Envers, 61, rue Lhomond (707-39-50). Jusqu'au 20 novembre.

JOHANNES HEISIG, WALTER LEBUDA, artistes de R.D.A. Galerie le Roi-de-Paris, 159 bis, boulevard du Montparnasse (326-86-22). Jusqu'au 28 octobre.

MADY ANDRIEN, sculpteur, Galerie de la Platonie, 93, rue Villedu-Temple (887-79-83). Jusqu'au 31 octobre.

LES NAPPES DE RESTAURANT. Illustrées par les grands artistes de notre siècle. Galerie M. Meyer, 15, rue Gênégaud (633-04-38). À partir du 14 octobre.

NICE NICE NICE. Galerie P. Landau, 14, rue Gênégaud (323-57-67). Du 14 octobre au 10 novembre.

LE BAISER. Galerie J. Briance, 23-25, rue Gênégaud (326-65-81). Du 14 octobre au 27 novembre.

HOMMAGE AU CORPS. Galerie G. Laubie, 2, rue Brémiche (887-45-81). Jusqu'au 20 novembre.

BARRY FLANAGAN, Sculptures, jusqu'au 27 novembre. DAVID TREM-LITT, jusqu'au 13 novembre. Galerie Durand-Dessart, 3, rue des Hauts-Rois (277-63-60).

GILLOLI. Sculptures, tapisseries. Jusqu'au 10 novembre. - ROUGEMONT. Changement de décor. Jusqu'au 30 octobre. HUNDETWASSER, Peintures récentes. Jusqu'au 31 décembre. Artcurial, 9, avenue Maignan (256-32-90).

FERRY/FLEURY/THARON. Galerie Drouot, 57, rue de la Roquette (700-10-94). Jusqu'au 23 octobre.

LES DIRECTEURS TYPOGRAPHIQUES DE NEW-YORK. Sélection 1982. Mecanorma Graphique Center, 49, rue des 14th Streets (483-92-66). De 11 h à 18 h. Jusqu'au 29 octobre.

AMANN. Peintures de l'espace nouveau. Galerie J. Spies, 4, avenue de Messine (256-06-11). Jusqu'au 12 novembre.

AMORIM. Œuvres sur papier. Galerie Bellini, 28 bis, boulevard de Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 13 novembre.

ARTHUR. Galerie Samy Kluge, 54, rue de Valenciennes (261-19-07).

AUGEREAU. Peintures. Galerie V. Schmidt, 41, rue Mazarine (254-71-91). Du 15 octobre au 5 novembre.

BARRE. Jardin de la Paroisse, 20, rue Ozan (588-38-52). Jusqu'au 9 novembre.

NORMAN BLUMH. Peintures et aquarelles. Galerie-Sadler, 51, rue de Seine (326-91-10). Du 14 octobre au 20 novembre.

MIKLOS BOKOR. Peintures. Galerie Clivages, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 30 octobre.

CHRISTIAN BOUILLE. Intervalle au désert. Galerie René Raynaud, 19, rue Gênégaud (329-32-37). Jusqu'au 1^{er} novembre.

WILLIAM BRUI. Temple. Galerie C. Ratié, 6, rue Bonaparte (325-16-49). Jusqu'au 31 octobre.

CELESTINO. Peintures « à l'envers ». 41, rue Quincampoix (887-76-87). Jusqu'au 31 novembre.

CASTON CHAISSAC. Galerie Messine, 1, avenue de Messine (262-25-04). Jusqu'au 17 décembre.

JOSÉ CHARLET. Peintures, sculptures, dessins. Galerie M. Kaganovitch, 66, boulevard Raspail (548-47-32). Du 14 octobre au 13 novembre.

CLERTE. Vellures et aquarelles. Aquarelles. Galerie Erval, 16, rue de Seine (354-73-49). Jusqu'au 6 novembre.

BERNARD DUPOUR. Autoportraits depuis 1962. Galerie Beaumont, 23, rue du Renard (271-20-50). Jusqu'au 6 novembre.

BERNARD EFRAT. Quest for light. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 30 octobre.

ODED FEINGERSH. Galerie Saphir, 84, boulevard Saint-Germain (326-54-22). Jusqu'au 31 octobre.

ALINE GAGNAIRE. Peintures, sculptures. Galerie Darlat, 22, rue de Beuville (261-20-63). Jusqu'au 1^{er} novembre.

JOCHEN GREN. Dessins, 1961-1962. Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (277-38-47). Jusqu'au 30 octobre.

ETIENNE HAUJOU. Sculptures, aquarelles de Chêne. Galerie-Louis Carré, 10, avenue de Messine (562-57-07). Jusqu'au 4 décembre.

TIMOTHY HENNESSY. Performances for Joyce. Atelier A. Le Moine, 21, avenue du Maine (222-47-01). Jusqu'au 19 novembre.

ESTHER HESS. Le Nil Romo, 75, rue du Temple. Jusqu'au 22 octobre.

JOEL HUBAUT. La Voie lactée. Galerie Lora-Vicry, 47, rue de Seine (326-72-51). Jusqu'au 15 novembre.

PAUL HUET. rétrospective 1803-1869, aquarelles et dessins. Galerie Vernet, 13, rue des Saints-Pères (272-24-72). Jusqu'au 30 octobre.

JORG IMMENDORFF. Galerie D-Templon, 30, rue Beaumont (272-14-01). Jusqu'au 20 octobre.

MURON KIRKPOT. Peintures. L'œil de boeuf, 58, rue Quincampoix (272-24-72). Jusqu'au 30 octobre.

HEINRICH KUHN (1866-1944) : photographie. Galerie Baudouin-Lebon, 36, rue des Archives (272-09-00). Jusqu'au 13 novembre.

FELIX LABASSE. Galerie Isy-Brechet, 35, rue Gênégaud (354-22-01). Jusqu'au 6 novembre.

LOUIS LE BROCCOUY. Études vers l'usage de W. Bakespeare. J.-Bucher, 33, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 3 novembre.

JEAN-CLAUDE LE FLOCH. Dessins, livres et gravures. La Hune, 14, rue de l'Abbaye (325-54-08). Jusqu'au 31 octobre.

DANIEL LEVYGOREUX. Dessins. Galerie P-Frénay, 50, rue Jacob (260-86-31). Jusqu'au 23 octobre.

YVES MILLET. Gravures et dessins. Éditions de l'Érmitage, 33, rue Henri Barbusse (324-71-44). Jusqu'au 30 octobre.

HENRI PFEIFFER. 1932. Galerie James Mayor, 34, rue Mazarine (326-60-34). Jusqu'au 13 novembre.

CLAUDE PLESSIER. Peintures. Galerie G-Lavrov, 40, rue Mazarine (326-84-63). Jusqu'au 21 octobre.

JACQUES POLL. Architectures. Galerie A. Maeght, 46, rue de Bae (223-12-59).

J.-M. QUENEAU. Peintures. l'Œil Signé, 14, rue de Sévigné (277-14-59). Jusqu'au 30 octobre.

CHRISTIAN RENONCIAT. Sculptures en bois. Galerie A-Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (278-66-67). Jusqu'au 4 décembre.

SHANEY. Galerie Cuard, 12, rue J.-Cailot (326-99-73). Jusqu'au 26 octobre.

VITO TONGIANI. Galerie K. Flinter, 25, rue de Tournon (325-18-71). Ou 14 octobre au 27 novembre.

ROBERT WILSON. Dessins. Galerie le Dénier, 27, rue Gênégaud (633-04-66). Jusqu'au 1^{er} novembre.

GEORGES YOLOJOGLOU. Galerie des Orfèvres, 66, quai des Orfèvres 126-81-301. Jusqu'au 23 octobre.

ZLOTYKAMEN. Éphémères. Galerie Charles Chevalier, 27, rue de la Ferrière (508-58-63). Jusqu'au 30 octobre.

ZUKA. Galerie D. Speyer, 6, rue Jacques Cailot (354-78-41). Jusqu'au 20 novembre.

En région parisienne

BOUGIVAL. Cinq amis français de Tourgeniev, 14, rue Y-Tourgeniev. Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 octobre.

CERGY-POINTE. Les monstres d'images. Bibliothèque publique. Jusqu'au 23 octobre.

CHARENTON-LE-PONT. L'architecture médiévale à travers les siècles. Ecole d'architecture de Paris-Clamart, 11, rue du Séminaire-de-Confiance. Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 25 octobre.

CHÉLLES. Madli Gardet, thèse d'ethnologie, tisse cousus. - Centre culturel, place des Martyrs-de-Châteaubriant (421-20-36). Du mardi au samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 octobre.

CRÉTEIL. Rodin. Quinze ans de peinture. Maison des arts A. Malraux, place Salvador-Allende (899-94-50). Jusqu'au 15 décembre.

JOINVILLE-LE-PONT. Peintures, sculptures, estampes, tapisseries d'Aubusson. Salle des fêtes de l'Hôtel de Ville, 23, rue de Paris. Jusqu'au 21 octobre.

JOUY-EN-JOISS. Les indiennes de la manufacture Oberkampf de Jouy. Musée Oberkampf, château de Montebello (948-80-48). Jusqu'au 4 janvier.

MEAUX. Le Grand Siècle en pays de Meaux. Bessant. - Musée Bessant, ancien palais épiscopal (434-84-45). Jusqu'au 28 novembre.

MEUDON. Les visions isolées des frères Bourdon. Musée d'art et d'histoire, 11, rue des Pierres (534-75-19). Jusqu'au 30 octobre.

MONTÉVRAIN. Étienne Martin. - Cité des Cammasués, château de Chassy. Tous les jours de 14 h à 19 h. Jusqu'au 2 novembre.

MONTREUIL. Figures du réel. Centre des expositions, esplanade Benoît-Franchon (858-07-00). Sauf mardi, de 14 h à 20 h ; samedi et dimanche, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 octobre.

PONTOISE. Gregory Massarovsky. Dessins. Musée de Pontoise, 4, rue Lemerier (031-93-00). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 novembre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. L'éclatisme de l'impressionnisme. Musée départemental du Préauré, 2, rue Maurice Denis (973-77-67). Jusqu'au 11 janvier 1983.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. L'éclatisme de l'impressionnisme. Musée départemental du Préauré, 2, rue Maurice Denis (973-77-67). Jusqu'au 11 janvier 1983.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. L'éclatisme de l'impressionnisme. Musée départemental du Préauré, 2, rue Maurice Denis (973-77-67). Jusqu'au 11 janvier 1983.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. L'éclatisme de l'impressionnisme. Musée départemental du Préauré, 2, rue Maurice Denis (973-77-67). Jusqu'au 11 janvier 1983.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. L'éclatisme de l'impressionnisme. Musée départemental du Préauré

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

CINEMA

Les séances spéciales

A LA RECHERCHE DE MR. GOODBAR (A. v.o.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), jeu, ven, sam, mar, 13 h 45 et 16 h 10.

L'ARNAQUEUR (A. v.o.) : Tempeliers (272-94-56), jeu, ven, sam, 19 h 30.

AU-DELA DU REEL (A. v.o.) : Olympie, 14 (542-67-42), 18 h (cf. sam. dim.).

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (D. v.o.) : Olympie, 14 (542-67-42), 18 h.

CHINATOWN (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 20 h.

LA CROCIARA (D. v.o.) : les Tempeliers, 3* (272-94-56), sam, dim, 16 h 15.

DARK VICTORY (A. v.o.) : Olympie Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 24 h.

LE DERNIER NABAB (A. v.o.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), 13 h.

DODDS CADDEN (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (354-72-71), hor. spéc.

L'ENFER EST A LUI (A. v.o.) : Olympie Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 24 h.

EN ROUTE VERS LE SUD (H. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 17 h 55, sam, 0 h 30.

HANSMITT (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 20 h 20.

LES HOMMES DU PRÉSIDENT (A. v.o.) : Tempeliers, 3* (272-94-56), 22 h.

JACK LE MAGNIFIQUE (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (354-72-71), 14 h.

JE T'AI MEURTRIER NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 16 h 10, ven 0 h 15.

MARATON MAN (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 22 h 10.

MILITIA (D. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 14 h.

MASCULIN-FEMININ (Fr.) : St-André des Arts, 6 (326-48-18), 12 h, 24 h.

1900 (D. v.o.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), sam, dim, 14 h.

1900 (2^e époque) : Boite à Films, 17 (622-44-21), sam, dim, 17 h.

MORT A VENISE (D. v.o.) : Studio Galande, 5 (354-72-71), 16 h.

ORANGE MECANIQUE (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (354-72-71), 20 h 10.

PRIMA DELLA RIVOLUZIONE (D. v.o.) : Olympie, 14 (542-67-42), 18 h (cf. sam, dim.).

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 22 h 20.

RAGTIME (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 17 h 40.

RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), ven, 20 h 15; dim, 20 h 30.

RETOUR (A. v.o.) : St-Ambroise, 11* (700-89-16), ven, 0 h 30.

LE ROI ET LOISEAU (Fr.) : Cinoche, 6 (633-10-82), 14 h, 15 h 40.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (354-72-71), 22 h 05 et 0 h 20.

TAXI DRIVER (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (354-72-71), 12 h et 18 h 15; Boite à Films, 17 (622-44-21), 22 h 20.

LE TROISIEME HOMME (A. v.o.) : St-André des Arts, 6 (326-48-18), 24 h.

Les festivals

FASSBINDER (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3* (271-53-36) : Ombre de passage : sam, dim, 11 h 45; Désir : ven, dim, 11 h 45; L'Amant des 13 lunes : mar, 11 h 45.

FILM NOIR (v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4* (272-63-33) : mar, sam, dim, 18 h 30; jeu, ven, sam, 18 heures : l'Intrépide, semblable Vérité : mer, sam, dim, 20 h 15; jeu, ven, sam, 16 heures : Quand la ville dort : mer, sam, dim, 16 h; Mr. and Mrs. Smith : sam, dim, 16 h.

BUSTER KEATON : Maria, 4* (272-47-86) : les Lois de l'hospitalité : mer : l'Amant des 13 lunes : jeu : le Dernier Rond : ven : la Conquête de la Virginie : sam : Ma vache et moi : dim : Steamboat Bill Jr. : lun : la Mécanique de la Guerre : mar.

RETROSPECTIVE ELIA KAZAN (v.o.) : Saint-Séverin, 2* (354-50-91). En alternance : America America, Baby Doll (jeu).

LA COMEDIE MUSICALE : du merveilleux au drame (v.o.) : Bonaparte, 6* (326-12-12), mer, sam, dim : Cœur de Lion : jeu, lun, sam, dim : Hello Dolly : ven, sam, dim : That's Entertainment : mar.

ROBERT MITCHUM (v.o.) : Action La Fayette, 9* (578-30-50) : mer : Cid rouge : jeu : Madame Croque-Maris : ven : les Combattants de la nuit : sam : l'Aventurier du Rio Grande : dim : le Grand Sommeil : lun : Tempêtes sous l'Atlantique : mar : Dieu seul le sait.

FESTIVAL BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9* (578-30-50) : mer : Key Largo : jeu : le Mystère de Clitterhouse : ven : La mort n'était pas un rendez-vous : sam : le Grand Sommeil : dim : les Passagers de la nuit : lun : la Femme à abattre.

TEX AVERY (v.o.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), sam, dim, 17 h 30.

LARS BUNDEL ROBBE-GRIET : Denfert, 14* (321-41-01), Glissement progressif du plaisir : ven, 14 h 30, mar, 22 h; Tristana : mer, 22 h, jeu, dim, lun, 20 h; le Chant discret de la bourgeoisie : jeu, lun, 17 h, sam, 22 h, mar, 20 h; la Voie lactée : jeu, 14 h 30, mar, 22 h, dim, 17 h; Cet obscur objet du désir : mer, ven, 17 h, sam, 20 h, lun, 22 h; le Fantôme de la liberté : ven, 20 h, mar, 14 h 30; le Journal d'une femme de chambre (+ C. M. les Ministères de la nuit) : sam, dim, 14 h 30; l'Age d'or : mer, 20 h, jeu, dim, 22 h.



DANSE

FESTIVAL JACQUES TOURNEUR (v.o.) : Espace-Gala, 14* (327-95-94), mer, lun : Pendage-poi haut et court : jeu, mar : Berlin-Express : sam, lun : l'Homme-Léopard : dim : Vaudou.

PORTRAITS D'ACTEURS EN SEPT FILMS (v.o.) : Olympie, 14* (542-67-42), mer : Professeur reporter : jeu : Un coin tranquille : ven : En route vers le sud : sam : Chintown : dim : Missouri breaks : lun : Police frontière : mar : la Dernière Carrière.

TOUTE L'ŒUVRE DE FRANÇOIS TRUFFAUT (v.o.) : Olympie (14) (542-67-42), mer, jeu : Histoire d'Adèle H. : ven : le Silent du Mississippi : sam : Tirez sur le pianiste : dim : Balade volée : lun, mar : La mariée était en noir : jeu : le Pêcheur des Arts, 16* (527-77-55), l. s. s. 20 h 30 et 22 h.

PROMOTION DU CINEMA (v.o.) : Studio 28, 18* (606-34-07), mer : les Dispiétés du dernier rang : jeu : Jauria avant le mariage : ven : l'Arme à double tranchant : sam : Légitime violence : dim, mar : Pink Floyd, the Wall.

DANSE

Fest. Festival de la Danse
CENTRE D'ART DE LA VILLE DE PARIS (251-11-43), le 14 à 20 h 30 : Concertation triale.

En v.o. : ÉLYSÉES-LINCOLN - 7 PARNASSIENS - STUDIO SAINT-GERMAIN - FORUM CINÉMA - EN V.F. : SAINT-JAZARE-PARADISE - NATION - CLUCKY WATHE - LUMIÈRE AVANTIC LE BOURGET



ÉDITION

La 34^e Foire du Livre de Francfort

(Suite de la première page.)

Le lendemain matin, le ministre français de la culture, M. Jack Lang, accompagné de M. Gettagno, directeur du livre, et de quelques écrivains qui avaient fait spécialement le voyage - Françoise Kerkis, Michel Tournier, Yves Navarre, François de Closets - fit une apparition rapide dans le pavillon allemand avant de donner une conférence de presse. La Frankfurter Allgemeine Zeitung du lendemain vanta « le dynamisme du successeur d'André Malraux » et son charme « à la Gérard Philipe ». Deux jours plus tard, M. Jacques Thibaut, directeur général des relations culturelles au Quai d'Orsay, vint, lui aussi, passer quelques heures à la Buchmesse.

Par sa visite le ministre de la culture tenait à marquer son intérêt pour une politique plus agressive en faveur de l'exportation du livre français à l'étranger.

L'exportation du livre français

En 1982, les services communs à l'ensemble des exportateurs de livres ont reçu près de 8 millions de francs de subventions, afin de permettre le financement des assurances et l'exportation, le traitement des petites commandes étrangères et l'organisation d'expositions de livres français. D'autre part, les mécanismes d'aide à la diffusion des auteurs et des livres français ont été sensiblement renforcés : le budget pour l'aide à la traduction a été triplé. Des moyens supplémentaires sont destinés à moderniser les prix à la vente et à améliorer les délais de livraison. D'après une étude réalisée en 1982 par le bureau d'information et de liaison pour l'exportation du Syndicat national de l'édition, il ressort que, parmi les disciplines exportées, le livre pratique arrive en tête avec 34 % du total, suivi par la littérature générale (31,5 %), et les livres scolaires (11,2 %). Viennent ensuite les encyclopédies, les livres scientifiques et de sciences humaines.

Notons encore que les pays francophones, avec en tête la Belgique, le Luxembourg, la Suisse, le Canada et la Côte-d'Ivoire représentent, en valeur, près de 55 % de la totalité des livres exportés : les États-Unis représentant un peu plus de 15 %. Un projet est à l'étude qui envisage la création à New-York d'un « Bureau du livre français » afin d'augmenter les échanges sur le continent nord-américain. Il est également prévu, pour le 17 novembre, une journée qui réunira les ministres intéressés pour étudier les problèmes du livre : MM. Michel Jobert, Claude Cheysson, J.-P. Cot et Jack Lang.

Aux États-Unis, la crise

Aux États-Unis, nul ne cache que l'inquiétude règne dans les milieux de l'édition. Menacés par le vidéo, ceux qui avaient tout misé sur le paperback, le livre au format de poche, s'interrogent angoissés, alors que le commerce du livre est frappé en même temps par une économie malade, une augmentation des coups de production et un public hésitant. Dans un ouvrage récent intitulé *In Cold Type* (En caractères froids), un spécialiste du commerce du livre (1) explique comment tenter de surmonter la crise. « Dans une récession, écrit l'auteur, vous reconnaîtrez l'éditeur à ce qu'il dit que les droits d'auteur sont trop élevés et que le libraire ne sait pas vendre ses livres ; vous reconnaîtrez le libraire à ce qu'il réclame de l'éditeur une remise plus importante ou, au moins, le paiement des frais de transport et vous reconnaîtrez l'auteur à ce qu'il répète qu'il ne peut pas trouver son livre en magasin. » Alors, que faire, qu'est-ce qui ne va pas, s'interroge-t-il ?

Selon lui, les droits pour les livres de poche représentent environ 60 % des droits subsidiaires en 1977 ; ils sont tombés à 37 % en 1980, à presque rien dans les deux dernières années. La récession a touché des grandes maisons d'édition. Des trusts, comme R.C.A. et C.B.S., qui avaient espéré faire de l'argent dans l'édition, se sont débarrassés de Random House et de Fawcett Books. Ont également disparu : Aes, Playboy, Grosset and Dunlap ; et la liste n'est certainement pas close. Les auteurs ont été les premiers touchés : par exemple, si le *Don de Humboldt*, de Saul Bellow, avait rapporté 313 000 dollars à son auteur en 1975, l'hiver du doyen n'a fait qu'un tiers de cette somme, malgré le couronnement du prix Nobel entre temps. Leon Link de Doubleday (le *Poisson lune*, chez Laffont) rapporta que 800 000 dollars alors qu'en 1975 *Ragtime* avait fait 1 850 000 dollars ; de même pour les titres de Colleen McCullough. Les

De l'eau de rose pour la majorité silencieuse

George Kennan, en revanche, n'a pas trouvé d'éditeur français pour son dernier livre sur « Les relations soviéto-américaines de l'âge atomique » (paru chez Pantheon Books), pas plus que pour ses précédents ouvrages, d'ailleurs. Il était pourtant l'homme qu'on faisait cette année à Francfort. Prix de la paix des libraires allemands, décerné à l'humaniste, qui, en tant que diplomate et historien, débore avec un grand sens de responsabilité ses analyses politiques en tenant compte des aspects inconnus pour notre genre contre l'irrationalité de la course aux armements.

De l'eau de rose pour la majorité silencieuse

Mais ce ne sont pas les meilleurs écrivains qui font les meilleures affaires et l'on a assisté aux États-Unis, dans les trois dernières années, à un phénomène d'édition tout à fait nouveau : l'efflorescence époustouflante des « romans paperbacks », livres de poche à l'eau de rose, qui ont proliféré au point d'atteindre plus de 25 % de la production totale des livres au format de poche. Déjà, les collections de ce type, « Harlequin » et « Duo » ont atteint le France.

De l'eau de rose pour la majorité silencieuse

Devant les productions de Barntem, ou de Simon and Schuster, on assiste au même phénomène de diversification, scientifiquement codifiée, de cette production à l'eau de rose : histoire d'amour destinée à un public féminin - la majorité silencieuse des femmes ! - qui ne se lève pas de ses bluettes pour la presse du cœur et qui témoigne d'un refus dédaigneux du « Women's lib » et de ses militantes. Il y en a pour tous les âges, pour tous les goûts : de l'eau de rose pour adolescentes (*Premier amour*), pour divorcées (*La seconde chance*), pour passionnées d'histoire et d'amour en costumes, pour fleurs bleues convenables et pour audacieuses folles de leur corps (Collection « Déjà » ou « Extase »). Cette littérature médiocre, mais bien lue, vous plaira à toutes ! Mais se limitera-t-elle à l'Amérique ?

De l'eau de rose pour la majorité silencieuse

Pour la première fois, l'Allemagne, touchée par le chômage, s'inquiète : ainsi la somptueuse réception rituelle de Bartelmann était, cette année, d'une frugalité tout à fait inhabituelle : « Nous allons vers le crise », déclara l'hôte à ses invités médusés. Nous nous sommes demandés s'il était raisonnable de vous donner à manger, mais il fallait que vous puissiez vous rencontrer... Chez Suhrkamp aussi, le Gallimard allemand, on a choisi l'austérité ; et il a été décidé, à la stupeur de tous, de ne publier aucune nouveauté au printemps, mais de resserrer sous le titre de « Collection blanche », trente-trois titres déjà édités - un par année - allant de Brecht à Beckert, Cortázar, Peter Weiss, Walker Percy, György Konrad, Ingeborg Bachmann, Marcel Proust... (2) Qu'advient-il des jeunes auteurs si, cet exemple était suivi ?

De l'eau de rose pour la majorité silencieuse

Terminons en rappelant que le thème central de la Foire était la religion et qu'il fut débattu, en dehors du monde des affaires, de la « Religion d'Israël dans le monde d'aujourd'hui ». Dans le pavillon allemand, le dala-lama était reçu par son éditeur. Sur le stand des Editions Laffont, on avait le sourire et on vendait les droits de *N'ayez pas peur ! un livre qui sortira en France le 22 octobre*, tiré à 100 000 exemplaires, dans lequel André Frossard dialogue avec Jean-Paul II.

NICOLE ZAND.

(1) Leonard Shatzkin : *In Cold Type, Overcoming the Book Crisis* (en anglais), Houghton Mifflin Company, Boston, 1982.

(2) Suhrkamp annonce également quatre disques : « Brecht chante », « Calan lit », « Hesse raconte », et « Walter fait une conférence ».

En V.O. : PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - MONTE-CARLO - PARAMOUNT ODÉON - PUBLICIS ST-GERMAIN - STUDIO ALPHA - FORUM HALLES - PARAMOUNT MONT-PARNASSE (Deux salles v.o. et v.f.)

En V.F. : PARAMOUNT MARLOT - PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MARIVAUX - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT Gobelins - PARAMOUNT BASTILLE - ST-CHARLES CONVENTION - FRANÇAIS ENGLISH (v.o.) - VILLAGE Neully - PARAMOUNT La Varenne - C2L Versailles - ARTEL Rosny - ARTEL Port Nogent - 4 TEMPS La Défense - C2L Saint-Germain - VÉLIZY - CERGY Pontoise

Le nouveau Woody Allen... intelligent, drôle, brillant, le meilleur depuis "Annie Hall".
Alain Beverini - TF1

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ
A MOSAIC MOVIE'S SEX COMEDY

WOODY ALLEN
MIA FARROW
JOSE FERRER
JULIE HAGERTY
TONY ROBERTS
MARY STEENBURGEN

Une Production
JACK ROLLINS et CHARLES H. JOFFE
Découvreur de la Photographie Producteur Exécutif Écrit et Réalisé par
MEL BOURNE GORDON WILLIS CHARLES H. JOFFE WOODY ALLEN
Producteur
ROBERT GREENHUT Technicien

HALTE AU FROID ET AU BRUIT

deux vitres de 4 mm d'épaisseur chacune.
Lame d'air déshydratée de 12 mm.

DOUBLE VITRAGE
2 glaces de 4 mm enferment une lame d'air déshydratée.

SURVITRAGES
sur la face intérieure de votre fenêtre un deuxième vitrage vient créer une lame d'air isolante.

Épaisseur verre (mm)	Lame d'air (mm)	TARIF Loophone	TARIF Isolavite (avec ou sans bois)
4 + 4	12	800 F le m ² TTC posé	Isolavite ALU (avec ou sans bois) Isolavite PVC (avec ou sans bois) glace de 3 mm 600 F le m ² TTC posé.

réduction de facturation 5,50 m² par panneau
Tous nos vitrages sont livrés en glace
CREDIT 10 ANS sans frais de gestion

PARIS ISOLATION
55, av. de la Motte-Picquet - 75015 Paris - Tél. : 866.68.20

crédit gratuit 4 versements

LUNETTES : DU NOUVEAU !

LES VERRES STUDIO 200
® marque Leroy

- reflets supprimés
- luminosité accrue
- rayons ultra-violet filtrés
- toutes corrections visuelles

CHANGEZ VOS LUNETTES !
COUREZ CHEZ LEROY
OPTICIEN

du lundi au samedi inclus :
104, Champs-Élysées ● O ● 147, rue de Rennes ● O ● 127, fg St-Antoine ●
11, bd du Palais ● 5, place des Ternes ● 30, bd Barbès
158, rue de Lyon ● 27, bd St-Michel ●

Rayons spécialisés : ▲ acoustique médicale - ○ verres de contact - ■ travaux photos

صك: احن الاصل

ÉDUCATION

Reconstruire l'université

II. - Une meilleure préparation à l'emploi

par Serge BOLLOCH

Le projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, dont les grandes lignes devaient être présentées par M. Alain Savary au conseil des ministres de ce mercredi 13 octobre, a pour objectif d'élargir la population étudiante (le Monde du 13 octobre). Cette réforme de la loi de 1968 devrait aussi permettre aux établissements d'assurer une formation professionnelle finalisée. Une modification des enseignements et des filières universitaires est envisagée qui risque de bouleverser les habitudes corporatistes.

Un établissement semblable à beaucoup d'autres : l'université de Haute-Bretagne, à Rennes, est une université moyenne fréquentée par 9 000 étudiants à cette rentrée. « Sur ces 9 000 étudiants, près d'un millier seront des élèves de la section administration économique et sociale (A.E.S.). Un étudiant sur neuf choisit une formation qui le prépare à un emploi dans l'administration, la gestion, tant au sein du secteur privé que public », explique M. Jean Le Nay, responsable de cette formation pluridisciplinaire qui regroupe des enseignants de droit, d'économie, d'histoire, de mathématiques et de sociologie.

Mais dans cette université « littéraire », selon une expression qui commence à vieillir, il existe d'autres filières professionnalisées : par exemple, la licence de langues étrangères appliquées (L.E.A.), qui forme « des cadres d'entreprises ayant des relations à l'étranger », selon la formule d'une brochure du département. Même en histoire, coexistent deux diplômes d'études universitaires générales (DEUG), dont l'un vise une finalité professionnelle autre que l'enseignement puisqu'il s'adresse aux étudiants « qui ne se destinent pas au professorat d'histoire, et qui envisagent plutôt la préparation de concours divers, administratifs notamment ». L'autre DEUG intègre « plutôt » les futurs professeurs. Les filières professionnalisées sont assez nombreuses dans cet établissement consacré aux lettres et aux sciences humaines, souvent perçu à l'extérieur comme « un parking à maîtres auxiliaires ». « Nous nous efforçons de nous adapter », dit modestement M. Jean-François Botrel, président de l'université, en précisant, toutefois, que toutes les filières ainsi créées nécessitent des postes d'enseignants. Une réflexion qui semble

faire écho aux propos échangés au colloque organisé en mars dernier à l'université de Lyon II (le Monde du 9 mars), où le nombre de participants regrettait les résistances de certains enseignants, même sous-employés, à accepter d'exercer leur service dans ces nouvelles formations.

Malgré des lenteurs, malgré de nombreux freins, l'université française tente de s'adapter, à la demande des étudiants, aux perspectives d'emploi existantes. Dans les universités littéraires, on forme des documentalistes (Paris VIII) ; dans les établissements à dominante économique, se développent des maîtrises d'ingénierie appliquée à la gestion (Paris IX) ; ailleurs s'ouvrent des maîtrises de sciences et techniques. Dans toutes ces formations, les stages en entreprises sont souvent obligatoires et l'intervention de professionnels est fréquente. Des dispositions bien proches de celles mises en pratique dans des écoles qui sont toujours prêtes à vanter leur spécificité et à critiquer l'université.

En 1982, dans quelques départements d'universités, on ne crée pas de nouveaux cursus, mais, dans les établissements existants, on imagine de nouveaux cursus. Mais, dans la majorité des établissements, ces expériences sont considérées avec dédain par de vieux traditionalistes et avec mépris par de jeunes ambassadeurs. L'enseignement dans les universités françaises reste à peu près figé. Il n'est guère question, dans ces conditions, de démocratisation de l'enseignement, et les étudiants qui abandonnent en cours d'études se multiplient. C'est que, pour offrir un enseignement supérieur attractif, il convient de répondre à la demande des jeunes qui attendent une meilleure préparation à l'emploi plutôt que des cours hors du temps et de la vie sociale.

Une logique différente

L'objectif de la loi d'orientation, pour le ministre, est précisément de répondre à cette demande des jeunes et en même temps d'améliorer les niveaux de qualification. Selon M. Alain Savary, « la formation professionnelle finalisée doit permettre aux étudiants de trouver des emplois correspondant à leur qualification ». Le ministre a, d'ailleurs, précisé dans son discours du 8 octobre aux présidents d'université (le Monde du 10-11 octobre) que le terme de « professionnalisation ne lui « convient guère ». « Mais, a-t-il ajouté, si je n'aime pas ce néologisme, je suis convaincu que le concept dont il est porteur est un élément déterminant de l'avenir de nos formations supérieures. »

Chargé d'animer une commission de réflexion pour préparer la future loi d'orientation, M. Claude Jeantet suggère de modifier les cursus universitaires et de rompre avec des formations strictement limitées à une discipline unique. Selon lui, il faut

organiser les enseignements selon une logique différente : « Les disciplines ne doivent pas être considérées pour elles-mêmes mais être des éléments d'une information liée à la description des phénomènes économiques, sociaux et culturels correspondant aux activités choisies par l'enseignant (1) ». Dès la première année, qui est l'année charnière entre le lycée et l'université, il faut celle où se manifeste le plus fort taux d'abandon des études, une formation pourrait être envisagée autour de quelques grandes dominantes communes, par exemple, les sciences de la vie et de la santé, la technologie ou l'organisation économique et sociale.

Cette première année nécessiterait un suivi pédagogique important, les enseignants aidant les jeunes étudiants à découvrir et à s'adapter au travail personnel et à la recherche. La fonction d'information et d'orientation serait aussi primordiale. Les services spécialisés des établissements, mais aussi les enseignants, devraient pouvoir fournir des renseignements sur les professions et le marché de l'emploi. L'intervention de représentants du monde du travail est aussi souhaitable et « très rapidement doit être offerte la possibilité d'un contact direct avec le secteur professionnel, par des stages ou des analyses de situations concrètes », selon M. Jeantet.

Un tel système entraînerait un bouleversement complet des formations dispensées actuellement dans les établissements. Ainsi, pour s'en tenir aux universités littéraires, il faudrait disparaître le monopole des filières calquées sur les disciplines de l'enseignement secondaire réparties par matières : lettres, anglais, histoire, géographie... La formation des

enseignants ne serait plus considérée comme la fonction première mais comme une option supplémentaire à l'intérieur des grandes dominantes définies précédemment. Seuls des étudiants motivés, dès la première année, par le métier d'enseignant choisiraient cette option.

L'orientation qui interviendrait à la fin de cette première année devrait offrir à l'étudiant la possibilité de choisir entre une formation courte sanctionnée par un diplôme à finalité professionnelle ou une année de préparation à une formation plus longue. Cette deuxième année, accessible à tous les étudiants ayant satisfait à la première année comporterait des dominantes plus nombreuses, donc une plus grande variété de formations. Elle serait sanctionnée par un diplôme.

Ce schéma proposé par M. Jeantet à la réflexion du ministre devrait réduire le nombre des abandons en cours d'études constaté actuellement dans les premières années de DEUG. L'aide aux jeunes bacheliers par l'intermédiaire du tuteur (2) ou d'autres méthodes, aussi qu'une assistance dans le choix d'une formation sont des facteurs qui peuvent diminuer, voire supprimer, « l'abandon-échec ». De plus, ces années pourraient être sanctionnées par des diplômes reconnus, ce qui faciliterait l'insertion des jeunes et la possibilité pour eux de reprendre, à un autre moment de leur vie, des études.

Le second cycle serait consacré à l'acquisition d'un savoir nécessaire à l'exercice d'un métier. Deux possibilités existeraient, un peu semblables dans la durée des études à l'actuelle licence et à la maîtrise. Une formation en un an ou une formation

Des établissements publics à caractère scientifique culturel et professionnel

À partir des missions et des objectifs qu'il assigne à l'enseignement supérieur, M. Jeantet a imaginé une organisation du système éducatif dont certains points ont déjà été repris par le ministre de l'Éducation nationale. La nouvelle fonction de professionnalisation entraînerait un changement d'appellation des établissements par rapport à la loi de 1968 : ils prendraient le nom de « établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ». Dotés d'un statut juridique nouveau, ces établissements pourraient réaliser des opérations commerciales (prestations de services, ventes, gestions de brevets...). Ainsi serait supprimée la fiction des associations créées de toutes pièces par les universités pour tourner la loi de 1968, qui leur interdit certaines activités. Ces établissements seraient autonomes. Ils auraient la responsabilité de définir eux-mêmes leur politique dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, de la diffusion, des instances d'évaluation permettant à l'État de contrôler a posteriori les réalisations.

Pour respecter la spécificité des établissements dépendant du ministère de l'Éducation nationale, des statuts différents sont prévus pour les universités, les grandes écoles, les grands établissements et les établissements français à l'étranger. En ce qui concerne les universités, il

est proposé de les doter d'un conseil d'administration composé de représentants de l'État, des personnels, des étudiants et des représentants des activités économiques, sociales et culturelles. Ce conseil déterminerait les orientations générales de l'établissement. Il serait assisté du conseil des études et de la vie universitaire où étudiants et enseignants seraient également représentés, et du conseil scientifique où les enseignants chercheurs-détiendraient « une large place qui pourrait être de l'ordre de 70 % ». Le président de l'université serait un enseignant élu pour cinq ans par l'ensemble des trois conseils.

Au niveau régional, il est prévu de créer des comités consultatifs régionaux des établissements d'enseignement supérieur comportant des représentants des collectivités locales, de l'État, de la région... Dans les départements, des comités de coordination des formations supérieures seraient mis en place. Organisés sous la responsabilité d'universitaires, ces comités auraient la responsabilité de proposer des expériences pédagogiques dans les établissements comportant des formations post-baccalauréat : classes préparatoires, sections de techniciens supérieurs, départements d'I.U.T., écoles normales d'instituteurs.

S. B.

FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS

Séminaires proposés par l'Université Paris-III aux instituteurs et aux professeurs de collège et de lycée. Prendra contact avec l'université : tél. : 570-12-90 poste 342 (linguistique et pédagogie), poste 311 (littérature, initiation au latin) CENTRE CENSIER, 13, rue de Santeuil - 75005 PARIS

culier une meilleure connaissance mutuelle.

« En accord avec la municipalité de Rennes, nous avons rencontré les associations locales souhaitant une recherche dans leur domaine (social, culturel, socio-éducatif...). Nous avons proposé ces travaux à des étudiants en formation et nous tenons compte de leurs études dans l'évaluation de fin d'année. » M. Jean-Michel Lucas, vice-président de l'université de Haute-Bretagne, présente un bilan très positif de cette première expérience : « Ces actions impliquent les étudiants concernés dans une démarche active et responsable. Elles élargissent leur champ de relations et évidemment elles répondent à une demande sociale, donc bénéficient à la population. »

A Rennes, les universitaires n'ont pas attendu la nouvelle loi d'orientation pour agir. Mais, dans d'autres universités, on peut se demander si les enseignants sont prêts à accepter, comme M. Lucas, de passer « des journées à négocier avec des municipalités » pour préparer de telles opérations. Jusqu'à maintenant, il était plus « profitable », pour le plan de carrière d'un enseignant, de se consacrer à la recherche, puisque elle seule était prise en compte par les instances d'évaluation. Un changement des mentalités et aussi des obligations de service des enseignants est indispensable pour permettre à l'université de remplir ses différentes missions d'enseignement, de recherche, de diffusion de l'information et de la culture, de prestataire de services.

« Gardons-nous, dans l'écriture d'une loi, de tout vouloir prévoir. Sachons admettre qu'il est laissé quelque place à l'imprévisible », écrit M. Jeantet. Cette précaution est, sans doute, judicieuse. Mais, après le précédent de la loi de 1968, si habilement détournée par des enseignants, on peut se demander si la loi de 1982 ne devrait pas être plus vigoureusement incitative.

FIN

(1) Missions pour les formations supérieures. Nouvelle Revue socialiste, mars-avril 1982.

(2) Le tuteur, tel qu'il existe en Grande-Bretagne, permet à des enseignants de suivre personnellement, en dehors des heures d'enseignement, un ou plusieurs étudiants.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 533.81.23/23.03.71/54.45

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.L.E.R.I.)
Établissement privé d'enseignement supérieur
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél. : 296-51-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'université, des hauts fonctionnaires et des praticiens du commerce international. Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 18 février 1981) et donne accès aux doctorats.

Recrutement sur titres : Baccalauréat exigé - Statut étudiant
Secrétariat ouvert du mardi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures

COURS D'ESPAGNOL COMMERCIAL
sanctionnés par un
CERTIFICAT ou DIPLOME

Possibilité de cours par correspondance.

Renseignements :
Camara Oficial de Comercio de España
32, avenue de l'Opéra,
75002 PARIS. Tél. : 742-45-74

meubles Chapo
en bois massif

Galerie Chapo :
Magasin principal :
14, bd de l'Opéra, 75006 Paris
Tél. 331-23-18

Forum des Halles
208 pte Lescaut, 75045 Paris Cédex 01
Tél. 297-49-90

Gordes
Route de St-Saturnin, 84220 Gordes
Tél. (09) 72-02-35

FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS
Séminaires proposés par l'Université Paris-III aux instituteurs et aux professeurs de collège et de lycée. Prendra contact avec l'université : tél. : 570-12-90 poste 342 (linguistique et pédagogie), poste 311 (littérature, initiation au latin) CENTRE CENSIER, 13, rue de Santeuil - 75005 PARIS

DROIT Sciences Eco.
Documentation sur demande

- Stage intensif 2^e session
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Tél. : 533.81.23/23.03.71/54.45

RECRUTEMENT PAR CONCOURS
Titres et diplômes
MAITRE DE CONFÉRENCES MICROBIOLOGIE
les 17 et 18 novembre 1982.
Ecole nationale supérieure agronomique Rennes
Renseignements : E.N.S.A.R.
95, rue de Saint-Brieux
35042 RENNES Cedex
Tél. : (09) 59-02-40.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Cartes de visite
Invitations
Papiers à lettres
pour Sociétés

Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94-48 - 505.86-45

20%

jusqu'au 13 novembre.

SUR NOS COLLECTIONS TAPIS D'ORIENT ET MOQUETTES

1500 tapis d'Orient faits main, choisis aux meilleures sources.
130 qualités de moquettes, en 2000 coloris et dessins.
Offre exceptionnelle faite par l'enseigne Intertapis, première puissance d'achat française en tapis et moquettes, et l'expert incontesté qu'est le Nouveau Place Clichy.

93, rue d'Amsterdam, Paris (8^e). Tél. : 526.15.16.
Magasin agréé par le Club Découverte du Tapis d'Orient.

intertapis

Le Nouveau PLACE CLICHY

5512 من الامم

	Urgence	Large T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

	Le mètre	Le mètre, T.T.C.
ANNONCES ENCADEES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégrossis selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

REGION NORD de PARIS
recrute

Responsable marché entreprises

- Il aura à :
- gérer et développer la clientèle « Entreprises »
 - proposer toutes innovations pour accroître la pénétration sur ce marché
 - former, animer et contrôler les agents commerciaux placés sous son autorité.

Nous demandons :

- le sens du contact et des relations humaines
- un goût affirmé pour l'animation du personnel
- une expérience de 3 ans minimum dans la profession.
- une formation supérieure.

Adresser CV, photo et prétentions à Direction du Personnel
BPRNP 32, boulevard Jules Guesde 93200 SAINT DENIS.

INTERVIEW

L'Ingénieur technico-commercial à IBM : avant tout un conseil qui analyse et imagine

Un entretien avec Michel GALLOIS - Responsable de la
fonction technico-commerciale - Division des Systèmes
d'Information (D.S.I.) d'IBM France.

Vous menez une importante campagne de recrutement de jeunes diplômés qui deviendront Ingénieurs technico-commerciaux. Quel sera leur rôle exact chez IBM ?

L'ingénieur technico-commercial, l'I.T.C. comme nous l'appelons, assiste nos clients dans la mise en œuvre d'importants projets informatiques. C'est un véritable conseil qui analyse le besoin du client, l'étudie puis soumet une solution adaptée. Plus qu'un produit, c'est son utilisation qu'il propose.

Son rôle se limite-t-il à cette phase initiale ?

Certainement pas. Le rôle de l'I.T.C. est bien sûr essentiel au moment de la vente, où il travaille en équipe avec l'ingénieur commercial, chacun utilisant au mieux ses compétences pour la satisfaction du client. Mais sa mission est aussi au niveau de la gestion des installations et du suivi.

Quels sont vos clients ?

La D.S.I. a pour mission de commercialiser tous les systèmes IBM auprès des grandes entreprises et des Administrations. En fait, notre clientèle recouvre tous les secteurs d'activité, ce qui est très intéressant et formatif pour nos I.T.C.

Faut-il être informaticien pour remplir cette mission ?

En aucune façon. Les jeunes diplômés que nous recherchons peuvent être issus aussi bien d'une Ecole d'ingénieurs, que d'une Ecole de Commerce. Plus que leur formation initiale, ce sont leurs qualités qui importent.

Quelles qualités vous paraissent essentielles pour réussir ?

Un esprit clair, synthétique, bien organisé. Du sens pédagogique pour expliquer et convaincre et aussi de l'imagination pour concevoir un projet adapté. N'oublions pas que nous faisons du "sur-mesure".

Même s'il possède toutes ces qualités, un débutant peut-il être immédiatement opérationnel ?

La formation IBM est là pour ça. Les jeunes I.T.C. ont un programme alterné où ils suivent les cours de notre Centre d'Education et travaillent sur le terrain, dans le cadre de leur agence. C'est ainsi que des formations de base différentes, scientifiques ou commerciales, peuvent converger. Il est évident que pendant cette période de formation, nos I.T.C. sont rémunérés normalement.

Cette activité s'exerce-t-elle plutôt en région parisienne ?

Nous avons besoin d'I.T.C. à Paris, mais aussi dans nos directions régionales de province. C'est un recrutement à l'échelon national.

Les femmes ont-elles leur chance dans ce type d'emploi ?

Tout à fait, et elles réussissent d'ailleurs très bien.

En quoi, d'après vous, ce travail peut-il intéresser un jeune diplômé ?

C'est d'abord un travail varié fait de contacts multiples, dans des secteurs divers. C'est aussi un emploi qui laisse beaucoup d'autonomie au sein d'une petite équipe. Et puis, sur le plan techni-

que, il offre un environnement technologique qui évolue chaque jour. Enfin, il y a des relations et une ambiance de travail qui surprennent toujours les débutants. IBM n'est pas une grosse machine inhumaine. C'est tout le contraire : nos I.T.C. travaillent dans de petites unités d'environ 60 ingénieurs.

Ces jeunes diplômés qui entrent chez vous pensent-ils à leur carrière. Que leur proposez-vous pour l'avenir ?

La carrière de ses collaborateurs est un souci constant d'IBM. La fonction d'I.T.C., très enrichissante comme je vous l'ai dit, peut conduire à des responsabilités commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province et même à l'étranger. L'évolution d'une carrière chez IBM peut passer par plusieurs métiers complémentaires.

En contrepartie, vous avez la réputation d'être très exigeant, qu'en est-il ?

Outre les critères de formation et les qualités personnelles exprimées auparavant, nous demandons à nos I.T.C. des connaissances en anglais et une certaine mobilité géographique. Bien sûr, nous sommes exigeants car nos clients le sont aussi à notre égard. Mais n'est-ce pas normal ?

(Propos recueillis par Organisation et Publicité)

IBM FRANCE
Service Recrutement (Rég. G 010 M)
2, rue de Marengo - 75001 PARIS

NATIONS UNIES

L'Organisation des Nations unies recherche des candidats aux postes d'experts suivants :

1) MACRO-ECONOMISTE (Conseiller technique principal) (deux postes)

Formation et expérience requises :

Statisticien macro-économiste connaissant bien les techniques de la comptabilité nationale, les méthodes de la planification et de la prévision économique et les problèmes que pose la liaison court terme/moyen terme.

Lieu d'affectation :

a) Projet d'assistance à la prévision, la programmation et la formation économiques, Ministère du Plan, Niamey, Niger.

b) Projet d'assistance à la planification générale, Ministère du Plan, Dakar, Sénégal.

Date d'entrée en fonctions :

Le plus tôt possible.

2) ANALYSTE ECONOMIQUE (deux postes)

Formation et expérience requises :

Technicien de la macro-économie et de la comptabilité nationale, maîtrisant en particulier les techniques d'analyses des projets de l'économie et de la micro-informatique.

Lieu d'affectation :

Projet d'assistance à la planification générale, Ministère du Plan, Dakar, Sénégal.

Date d'entrée en fonctions :

Le plus tôt possible.

LES CANDIDATS RETENUS BENEFICIERONT DE CONTRATS D'UN AN AVEC POSSIBILITE DE PROROGATION ET DES CONDITIONS DE SERVICE, SALAIRE, PRESTATIONS ET INDEMNITES ACCORDEES AUX FONCTIONNAIRES DES NATIONS UNIES.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae à M. Mokhtar Bentaleb, Fonctionnaire chargé du recrutement, Service de Recrutement pour l'Assistance Technique (SRAT), Nations unies, New-York, N.-Y. 10017.

emploi régionaux

emploi régionaux

emploi régionaux

emploi régionaux

LE CREDIT AGRICOLE
DU MORBIHAN

recherche pour son siège à Vannes :

HOMME OU FEMME DE COMMUNICATION

Le candidat(e) devra avant tout être un Diplômé Supérieur « sachant lire et écrire », capable de bien percevoir et traduire une information.

En dehors des qualités humaines et de ce sens du contact propre à ce type de fonction, il sera aussi fait appel à son esprit créatif et à ses facultés d'imagination au travers des activités suivantes :

- poursuite de la mise en place d'une véritable politique de communication au sein de l'entreprise ;
- préparation et soutien de la politique de relations publiques menée par la Direction vis-à-vis de l'extérieur de l'entreprise ;
- maintien des relations avec la presse et les médias locaux ;
- promotion de l'idée du mutualisme et participation à son développement au sein des instances locales et régionales concernées ;
- participation à l'animation culturelle du Département dans le cadre d'un soutien global apporté par le Crédit Agricole au développement régional.

Adresser lettre manuscrite + C.V. à Jean Olivier, sous référence J.O./RF - B.P. 28, 35740 PACE, qui assurera les premiers entretiens dans l'entreprise.

VILLE DE VILLEFRANCHE (RHONE)
recrute

UN DIRECTEUR,

responsable de la gestion et de l'administration du Centre des spectacles et des activités s'y rapportant. Possédant une expérience professionnelle dans l'organisation des spectacles ainsi que dans le métier d'acteur et de metteur en scène.

Recrutement immédiat, salaire mensuel net de début de carrière : 5.300 F. Envoyer candidatures avec C.V. et copie des diplômes à Monsieur le Maire, service du personnel, 69400 VILLEFRANCHE, avant le 5 novembre 1982.

MOLINIER LAUR S.A.

TRICOTAGE INDUSTRIEL

400 personnes - CASTRES (82)

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

200.000 - 250.000 F

- gestion de la production
- direction et animation du Personnel Technique.
- entretien de l'outil de production

Expérience indispensable - Salaire élevé -

Stetui Cadre

Téléphoner au (0) 335.42.63 ou adresser CV détaillé sous réf. n° 5017.

CABINET CLAUDE BLIQUE

ORIENTATION-RECRUTEMENT

BP 3097-54013 NANCY CEDEX

DISCRETION ASSUREE

TRESORERIE

Cadre financier fort potentiel

PUISSANT GROUPE AGRO-INDUSTRIEL, nombreuses filiales France et étranger (40 % du CA réalisé à l'étranger) offre une réelle opportunité de valoriser une première expérience financière de 3 ans environ ou jeune HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent.

Poste intéressant et évolutif qui implique des responsabilités variées au sein de la Direction Financière de la société mère.

Sa mission sera plus particulièrement axée sur les domaines :

- trésorerie France et internationale de la société mère et de certaines de ses filiales,
- études financières diverses et notamment de rentabilité de projets d'investissement.

Longes perspectives d'évolution au sein du groupe.

Poste : ville centre France.

Ecrire sous réf. RD 131 CM.

4 rue Massenet 75016 Paris



Nous prions les lecteurs répondant eux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

LABORATOIRE DE L'INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE REGION LYONNAISE

recherche

UN JEUNE MEDECIN

pour le service d'essais cliniques

de son centre de recherche.

Ecrire sous n° 246.256 M à REGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

LABORATOIRE DE L'INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE REGION LYONNAISE

recherche

pour son centre de recherche

UN SCIENTIFIQUE

ayant des connaissances en Biochimie et Biotechnologie

niveau minimum 1ère 3^e cycle ou équivalent.

Ecrire sous n° 246.255 M à REGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

G.E.T. METZ (67)

recherche

INGENIEUR

BETON ARMÉ

(INSA ou CHEBAPI)

Il devra établir les notes

de calcul, vérifier les plans et

superviser les dessinateurs

sous l'autorité de l'ingénieur

principal.

Poste intéressant si capable.

Envoyer C.V., photo et prés.

sous le n° T 036.342 M

REGIE-PRESSE

85bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

LE CENTRE HOSPITALIER

SPECIALISE

de CHALONS-SUR-MARNE,

recherche

pour ses serv. techniques

1 ING. D'ENTRETIEN

GÉNIE CIVIL

Pour tous renseignements,

s'adresser à

Monsieur le Directeur du Centre

hospitalier spécialisé, 56, av.

du Général-Sarrail, 51002

Châlons-sur-Marne Cedex

ou tél. (26) 68 12-51, p. 523,

avant le 15 novembre 1982.

5017

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Réparer ses meubles anciens

Les meubles d'époque, par leur rareté et leurs prix, sont l'apanage de quelques privilégiés. En revanche, les meubles anciens sont présents dans bien des intérieurs, dévolus par héritage ou chinés avec patience.

Ce patrimoine mobilier doit être entretenu pour se conserver en bon état, même si ce n'est qu'affaiblissement. Les restaurateurs professionnels étant peu nombreux et surchargés de travail, une idée fait son chemin depuis peu : la faire soi-même. Des conseils et des cours d'initiation permettent d'y parvenir.

En matière de conseils, la proposition des frères Nordin est originale. Installés depuis dix-huit ans dans le faubourg Saint-Antoine, à la fois restaurateurs de meubles et d'objets, ils ont décidé récemment de transmettre leur expérience aux particuliers : « Pour faire comprendre, dit Eric Nordin, toute la complexité et la qualité de notre travail et aider les gens à se débrouiller pour faire certains travaux d'entretien et de rénovation ».

Ces conseils sont donnés, gratuitement, dans un atelier situé à l'arrière de leur magasin à l'adresse « Décor et tradition ». On peut y venir, avec un petit meuble ou un objet, pour découvrir le secret des finitions, patines et mises en teintes du bois ou des métaux, du collage ou de la consolidation d'assemblages (de chaises et tables notamment) et du collage des objets d'art.

C'est Jacques Perrin qui prodigue ces conseils, avec compétence et patience, décomposant chacune des phases du travail en montrant les gestes à faire et les produits à utiliser. Ce sont ceux qui emploient les artisans. Sélectionnés et mis au point par les Nordin, ils sont à la disposition des particuliers, qui peuvent les acheter, mais les conseils ne sont assortis d'aucune obligation d'achat. Ces produits seront exposés au Salon du bricolage (C.N.I.T. du 30 octobre au 12 novembre). Les frères Nordin seront également présents au salon Le monde de la maison (porte de Versailles, du 22 octobre au 1^{er} novembre), où ils feront des démonstrations de restauration et établiront un « bilan de santé » pour meubles anciens abîmés, avec une ordonnance des soins à leur donner (1).

Beaucoup plus didactique est la démarche de Jean-Pierre Locquet. Cet ingénieur chimiste, qui dirige depuis dix ans la fabrication des produits Libéron, organise des cours d'initiation à la restauration des meubles et objets anciens. Après l'expérience réussie du magasin-atelier d'Étampes, une seconde « Libéronnière » vient de s'ouvrir à Saint-Ouen, dans le quartier du Marché aux puces. Dans cette petite maison peinte en jaune, le rez-de-chaussée est un magasin de fournitures pour antiquités et décoration et le premier étage est réservé aux cours et travaux pratiques. Pour y participer, il convient d'adhérer au Club des amis de la Libéronnière, dont la cotisation annuelle est de 100 francs.

Les cours magistraux, donnés par des spécialistes, ont lieu l'après-midi, de 17 heures à 18 h 30 ; leur assistance est gratuite à toutes personnes. Plusieurs séries sont en cours, mais leurs thèmes seront repris ultérieurement : l'entretien et la remise en état de meubles et objets anciens (douze séances, 540 francs), la dorure, la restauration de gravures anciennes, et celle de la faïence et de la porcelaine (45 francs la séance). Pour ces trois derniers thèmes, des travaux pratiques ont lieu, en début d'après-midi, par petits groupes de dix. Jean-Pierre Locquet envisage, pour les personnes de province, la possibilité d'organiser une journée complète d'initiation sur un sujet, avec cours le matin et travaux pratiques l'après-midi.

Le magasin du rez-de-chaussée réunit la gamme des produits de restauration Libéron, toutes les colles (dont une colle de peau de lapin à l'ancienne), les vernis et de la quincaillerie d'ameublement de tous les styles.

JANY AUJAME.

(1) La fiche « Bilan de santé » peut être obtenue, avant le Salon, en écrivant au Monde de la maison, 7, rue Copernic, 75782 Paris, Cedex 16.

* Frères Nordin, « Décor et tradition », 215, rue de Flandre, Saint-Antoine, 75011 Paris.

* La Libéronnière, 78, rue des Rosiers, 93400 Saint-Ouen.

Pour se renseigner sur les cours, téléphoner à Étampes au 495-62-18.

SÉCURITÉ

UN NOUVEAU SYSTÈME D'ALARME : TÉLÉSECURITÉ POLICE

Un arrêté du ministre des P.T.T., publié au Journal officiel du 5 octobre, précise dans quelles conditions peuvent être installés des services de transmission d'alarmes dénommés « Télésecurité police ».

Il s'agit de systèmes d'alarmes reliés directement grâce à une ligne téléphonique spéciale à un poste de police qui sera alerté automatiquement dès qu'un incident se produira. Ces systèmes seront utilisés, essentiellement, par des banques ou des commerces importants. Trois liaisons ont été installées à titre expérimental à Lyon ; sept vont l'être à Paris. A plus ou moins longue échéance, les P.T.T. estiment que plusieurs milliers d'établissements pourraient être intéressés par cette formule, qui, pour l'instant, est à l'essai.

L'arrêté du ministre précise que « ce service est offert, durant sa phase expérimentale, aux personnes titulaires d'une ligne téléphonique d'abonnement principal et ayant obtenu l'accord du service de police du lieu du domicile où doit être installé le système d'alarme ».

La redevance mensuelle d'abonnement est fixée à 500 taxes de base (275 F).

PARIS EN VISITES

VENDREDI 15 OCTOBRE

« Sainte-Chapelle », 12 h 30, 1, quai de l'Hôtel de M. Guiller.

« Saint-Etienne-du-Mont », 14 h 30, devant l'église, M^{me} Allaz.

« Pagode bouddhiste de Bagneux », 15 h, 14, avenue Henri-Barbousse à Bagneux, M^{me} Bachelier.

« Picpus », 15 h, angle avenue de Saint-Mandé, rue de Picpus, M^{me} Legrand.

« Saint-Eustache », 15 h, 2, rue du Jour, M^{me} Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'École des beaux-arts », 15 h, 13, quai Malaquais (Approche de l'art).

« Palais de justice », 15 h, métro Cité (M. Carrey).

« Le Louvre-Louis », 15 h, métro Cité (P.-Y. Jazlin).

« L'île de la Cité », 14 h 30, angle place Saint-Michel, quai des Grands-Augustins (Paris autrefois).

« Saint-Sulpice », 15 h, portail (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

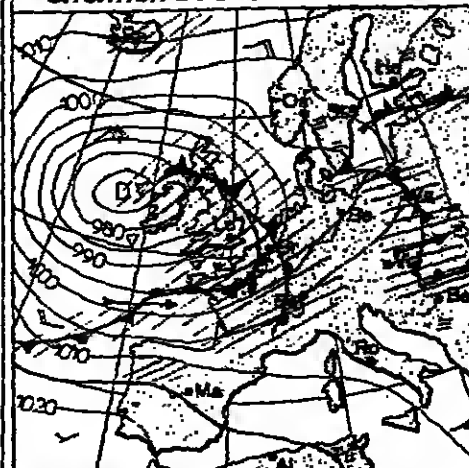
CONFÉRENCES

18 h 30, 5, rue Laffitte, M^{me} M.-J. Cavarre : « Toutankhamon » (Nouvelle Acropole).

20 h 30, 26, rue Bergère, M. R. Amadou : « L'occultisme, la science et la philosophie » (L'homme et la connaissance).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13.10.82. A 0 h G.M.T.



Évolution du temps en France entre le mercredi 13 octobre à 0 h et le jeudi 14 octobre à minuit :

Une profonde dépression située sur la mer du Nord va diriger, pour les deux jours, un très rapide front océanique, humide, avec des pluies intermittentes, parfois abondantes, qui pourront amener des réactions de vents d'est sur le centre et la moitié nord du pays.

Le 14, à part la Corse, où des éclaircies assez belles pourront se produire en cours de journée, le temps sera généralement pluvieux, ventoux et doux sur l'ensemble de l'Hexagone.

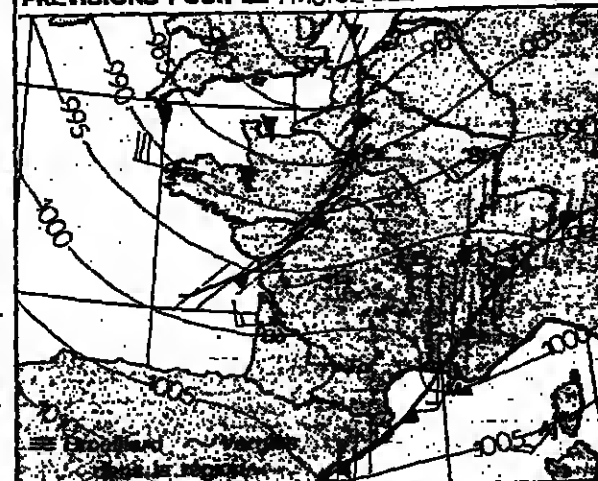
Les pluies pourront être abondantes sur le Massif Central, ainsi que sur le nord des Alpes, les Vosges et le Jura, et les vents d'est verront leur débit s'accroître, les sols ayant été amenés à saturation par les pluies de ces derniers jours.

Les vents de secteur ouest seront forts à très forts sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche, modérés à assez forts dans les terres. Les températures resteront élevées avec des minimums se situant autour de 10-11 dans le Nord, 17 dans le Midi, et des maximums de 16-17 dans le Nord, 20 à 22 dans le Midi.

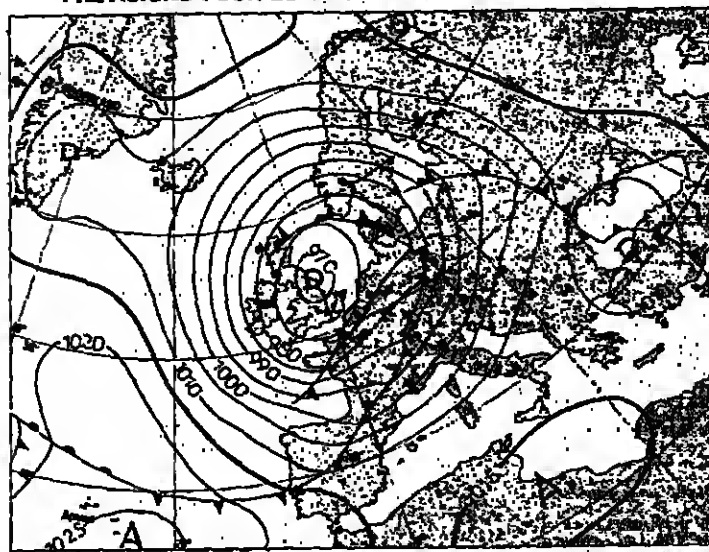
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 13 octobre à 7 heures, de 999,7 millibars, soit 742,3 millibars de mesure.

Températures (le premier chiffre de la journée du 12 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13 octobre) : Alcala, 21 et 13 degrés ; Biarritz, 18 et 16 ; Bordeaux, 17 et 16 ; Brest, 15 et 14 ; Brest, 16 et 10 ; Caen, 15 et 13 ; Cherbourg, 14 et 10 ; Clermont-Ferrand, 19 et 13 ; Dijon, 13

PRÉVISIONS POUR LE 14.10.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 14 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



et 11 ; Grenoble, 17 et 10 ; Lille, 13 et 12 ; Lyon, 17 et 12 ; Marseille-Marganne, 18 et 14 ; Nancy, 12 et 9 ; Nantes, 17 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 14 ; Paris-Le Bourget, 13 et 13 ; Pau, 17 et 16 ; Perpignan, 21 et 17 ; Rennes, 17 et 13 ; Strasbourg, 13 et 10 ; Tours, 15 et 10 ; Toulouse, 17 et 16 ; Poitiers-Pt. St. Rémy, 17 et 16 ;

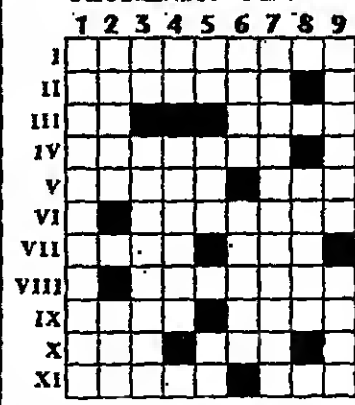
Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 13 degrés ; Amsterdam, 13 et 9 ; Athènes, 20 et 15 ; Berlin, 14 et 9 ; Bonn, 13 et 9 ; Bruxelles, 11 et 10 ; Le

Cair, 29 et 21 ; Les Canaries, 25 et 21 ; Copenhague, 12 et 10 ; Dakar, 33 et 26 ; Djibouti, 28 et 18 ; Genève, 11 et 9 ; Jérusalem, 31 et 20 ; Lisbonne, 21 et 18 ; Londres, 14 et 10 ; Luxembourg, 9 et 8 ; Madrid, 21 et 15 ; Moscou, 3 et 3 ; Nairobi, 24 et 14 ; New-York, 15 et 11 ; Palma-de-Majorque, 25 et 15 ; Rome, 22 et 17 ; Stockholm, 9 et 6 ; Téhéran, 26 et 22 ; Tunis, 26 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3297



HORIZONTALEMENT

I. Fait état d'influences exercées en haut lieu. — II. Il arrive qu'on épouse celle de son meilleur ami. — III. Note. La même chose que précédemment. — IV. Échauffer l'atmosphère au risque de provoquer l'orage. — V. Coque en Afrique. Valeur au pays du prix Nobel. — VI. Fleur d'eau végétant à fleur d'eau. — VII. Brillant publicitaire pour le joyau du boulevard. Le soubir de celui que les Muses inspirent. — VIII. Trafic pas catholique perpétré dans la maison de Dieu. — IX. A souvent besoin d'une étude pour être mis au point. Prêt à servir bien que manquant d'apprêt. — X. Se rendit au Nord sans pouvoir le gagner. Grecque. — XI. Produit de marque résultant d'un travail

d'équipe. Anime nos campagnes et déshabille nos compagnes.

VERTICALEMENT

1. Une telle position manque ici totalement de bon sens. — 2. On y apprécie le grand air, parmi une atmosphère plus ou moins polluée. Démonstratif. — 3. La joyeuse moitié d'un mari. Retours à l'envoyeur non dispensés de franchise. — 4. Vox populi. Sa pointe ne pique que l'amour-propre. — 5. Porte ouverte sur le rêve. Voisine avec des courbes. Relation ne pouvant naître que de la division. — 6. Jeu de lois. Réputé pour son goût, il ne mérite pas d'être sifflé. — 7. Traduction du grand jour de scènes nocturnes. — 8. Prendre le ton, pour une rosière fautive, de celle qui la couronne. — 9. Unité de l'aviation maritime. Coule, en Normandie, plus vite que son produit traditionnel.

Solution du problème n° 3296

Horizontalement
I. Bouquet. — II. Or. Ulcère. — III. Unité. An. — IV. Lest. Ride. — V. Os. Envol. — VI. Rufe. S.R. — VII. Ne. Rôle. — VIII. Epi. Nerf. — IX. Rime. Sort. — X. Camp. Der. — XI. Pense-bête.

Verticalement
1. Boulonner. — 2. Ornés. Epice. — 3. Is. Iman. — 4. Quêteur. Enn. — 5. Uim. Néon. P. — 6. Ecervellés. — 7. Te. Io. Érode. — 8. Radis. Frêt. — 9. Gène. Rostre.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 13 octobre 1982 :

DES DÉCRETS

• Supplément du tribunal de commerce d'Isigny-sur-Mer (Calvados).

• Parant publication de la convention entre le gouvernement de la République française, le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement du royaume d'Espagne relative à

la société Eurodif (ensemble une annexe), signée à Paris le 10 mars 1980.

DES LISTES

• De classement au concours de 1982 pour l'entrée à l'École normale supérieure de l'enseignement technique (section A 1, A 2 et A 3).

• Des élèves ayant obtenu en 1982 le diplôme d'ingénieur des arts et manufactures.

Le Monde

Dimanche
Dans son numéro du 17 octobre

Une caste tranquille : l'inspection des finances

Dans les banques, les assurances, la haute administration économique, ils occupent les postes-clés. Après le 10 mai comme avant. Enquête de Daniel Schneider.

ANCIENS MILITAIRES EN AFRIQUE DU NORD

(1-1-1962 - 2-7-1962)

VOUS AVEZ DES DROITS

• Constituez-vous une retraite mutualiste avec la participation de l'État de 25 %.

• Et PAYEZ MOINS D'IMPÔTS !

(Cotisations déductibles des revenus)

Trouvez le titre de reconnaissance, le 31 décembre 1982, il sera trop tard ! La participation sera ramennée à 12,5 %.

Exemple : un ancien militaire de l'Algérie, 25 ans de service, de la FNACA (Fédération nationale des A. G. en Afrique du Nord).

BON A ADRESSER à la C.N.R.M. de la FNACA

37-39, rue de Valenciennes, 75008 Paris Cedex 20

Tél. : 797-12-33

NOM : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Cité : _____

État civil : _____

(1) Cocher la case correspondante.

PRIX EXCEPTIONNELS

DU JEUDI 14
AU SAMEDI 23
OCTOBRE

COSTUME pure laine **975 F**

CHEMISE 70 % polyester, 30 % coton **110 F**

PARDESSUS 75 % cachemire, 13 % laine, 12 % polyamide **975 F**

PULLOVER sans manches, pure laine **150 F**

CHAUSSURES semelle cuir **330 F**

CRAVATE soie doublée **38 F**

MADELIOS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS

POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

ÉNERGIE

SELON L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

Une nouvelle crise pétrolière reste à craindre

Le ralentissement de l'économie mondiale amène « les experts » à des révisions déclinantes sur les prévisions de consommation énergétique. L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), qui a publié, le 12 octobre, de nouvelles « perspectives énergétiques mondiales », souligne cet « inflexionnement des tendances ». D'une prévision de demandes de 8,9 milliards de tonnes d'équivalent pétrole en l'an 2000, faite en 1977, elle ramène celle-ci à 5 800 milliards de tonnes d'équivalent pétrole. Une baisse de l'ordre de 40 %. « Certaines indications montrent que la mutation structurelle de secteurs énergétiques des pays industrialisés est annoncée et qu'elle a déjà donné des résultats appelés à durer », écrit l'A.I.E. Au cours de l'année 1981, la consommation d'énergie et de pétrole par unité de PIB a continué de diminuer. La baisse cumulée depuis 1973 ayant atteint 16 % et 26 % respectivement.

La stabilité actuelle des marchés de l'énergie, et particulièrement de celui du pétrole, n'est pas moins « trompeuse ». « Il est à craindre que les signaux émanant actuellement du marché ne reflètent pas correctement l'évolution tendancielle dans le domaine de l'énergie et engendrent à la fois un optimisme excessif parmi les consommateurs et l'hésitation parmi les producteurs nationaux ».

L'Agence prévoit, en effet, qu'à compter du milieu des années 80, le marché pétrolier s'acheminera vers un nouveau déséquilibre, l'accroissement de la demande (des pays industrialisés, mais surtout de l'OPEP — pour une valorisation de sa matière première — et des pays en développement) coïncidant avec une stabilisation, voire une baisse, de la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

A PROPOS DE...

UNE CONSULTATION DES VINGT-DEUX RÉGIONS

Le Plan par ceux qui le vivront

Le gouvernement vient de rendre public un document qui fait le synthèse des priorités que chacune des vingt-deux régions a retenues dans le cadre de la préparation du IX^e Plan. Saisies le 28 avril par M. Michel Rocard, les régions ont, de lavis du ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, fait un travail « fort intéressant ». Rhône-Alpes et la Corse, toutefois, ont reporté l'élaboration de ce document et devraient l'adresser aux pouvoirs publics prochainement.

M. Rocard estime que « ce premier jet, est primordial » et que les « remontées » des régions vers la Commission nationale de planification et vers la DATAR, des thèmes « nouveaux » et des idées « originales » (services aux entreprises, incitations à l'exportation, par exemple en Bretagne, en Martinique et en Guadeloupe). Mais il est nécessaire que les régions, dans les mois qui viennent, soient plus sélectives dans l'énoncé de leurs priorités et retiennent « quelques bons cristaux » sur lesquels elles sont le mieux placées. Il n'est pas possible, en effet, que tout le monde fasse de la robotique, de l'électronique, de l'informatique, de l'industrie agro-alimentaire, de l'aquaculture, ou que chaque région ait un aéroport ou un opère.

M. Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire, a, pour sa part, noté « une nouvelle approche de la planification régionale de la part des responsables régionaux, qui affirment tous leur volonté de promouvoir le développement économique et la défense de l'emploi ». Certaines régions vont même jusqu'à indiquer les moyens nouveaux qu'elles comptent employer ou services des priorités énoncées. Ainsi, l'Alsace voudrait constituer un pôle technologique en mécanique avancée, le Nord-Pas-de-Calais en instrumentation et pour les transports nouveaux, le Centre en pharmacie autour de l'institut du médicament de Tours.

Quels sont les thèmes dominants de la planification tels qu'ils se dégagent des avis des régions ? Ils sont au nombre de quatre : — Favoriser le développement des activités de production agricole ou industrielle. Ainsi, les Pays de la Loire mettent l'accent sur la production porcine. D'autres régions envisagent la création d'instruments financiers nouveaux : institut de participation en Lorraine, institut de développement économique de la Bourgogne. Presque toutes les régions souhaitent une meilleure intégration de l'économie régionale (sous-traitance, transferts technologiques, contrats État-entreprise).

— Améliorer l'environnement des activités de production. La Franche-Comté, par exemple, cherche à favoriser l'emploi des jeunes. L'île-de-France met l'accent sur les infrastructures de transports. Provence-Alpes-Côte d'Azur et Langue-d'Oc-Roussillon veulent engager une politique de

coopération avec les Pays en voie de développement.

A propos de l'énergie, la Bretagne, la Lorraine, les Pays de la Loire, Poitou-Charentes réclament l'engagement ou la poursuite des programmes électronucléaires. Les régions qui possèdent déjà de telles centrales souhaitent en obtenir des avantages pour leur économie (versement de compensations financières, tarifs préférentiels, électrification plus rapide du réseau ferré régional...) ou mieux utiliser les eaux chaudes des centrales.

Valoriser le patrimoine régional. S'agit de la protection des espaces naturels, de la réhabilitation des logements (isolation thermique et phonique en Picardie), de la politique culturelle (les vingt-deux conventions régionales devraient être signées avec l'État pour le 15 octobre).

— Aménager le territoire régional. La plupart des régions veulent s'ouvrir sur l'extérieur et en même temps résorber les déséquilibres internes. Ainsi, Midi-Pyrénées veut briser le cercle vicieux du sous-développement des zones rurales (Ariège, Lot, Aveyron) résultant d'une concentration rapide de la population dans l'agglomération toulousaine et sa banlieue. La poursuite des actions engagées en faveur de la Bretagne centrale constitue l'un des principaux programmes de cette région, et il en va de même avec les Alpes du Sud en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Présentée par M. Rocard comme une « grande première » en France, ce gelop d'essai de planification régionale n'échappe évidemment pas à la critique d'énumération, de catalogue, voire de vœux pieux, tant que les régions ne sauront pas exactement de quels moyens financiers elles disposent pour le IX^e Plan. Il faudra attendre le vote des lois sur le transfert des compétences et des ressources de l'État et sur la réforme de la fiscalité locale.

Mais ce travail — qui devra être enrichi et complété par les avis des nouveaux comités économiques et sociaux (au sein desquels s'expriment les forces syndicales, patronales, professionnelles, associatives) — est à marquer d'une pierre blanche puisque, pour la première fois et en dehors de toute tutelle directive de Paris, les régions prennent leurs responsabilités et s'engagent dans une politique de planification à long terme avant même que l'État ait défini la sienne.

FR. GROSCHICKARD.

Vers un ralentissement du programme nucléaire français ?

Le gouvernement va-t-il ralentir le programme nucléaire ? Le Nouvel Observateur l'a annoncé le 6 octobre. Le Monde de Paris reprend cette « information » le 13 octobre. En fait, la commission électorale du Plan travaille sur les hypothèses de consommation d'énergie en 1990 puis en 2000. Des prévisions fortement abaissées par rapport à celles du rapport dit Huguon sur lequel s'est appuyé le gouvernement lors du débat parlementaire d'octobre 1981. La commande pour 1982 et 1983 de six réacteurs nucléaires (cinq de 1 300 MW et un de 900 MW) était fondée sur une croissance économique de 5 % par an de 1981 à 1990. Or, celle-ci n'est que de 0,2 % en 1982 et 2 % en 1983. Avec pour corollaire un net ralentissement de la croissance de la demande d'électricité.

Il ne manque donc pas de partisans au parti socialiste, voire au gouvernement — parmi les éléments les moins favorables au nucléaire — s'il y a un ralentissement du programme français naissant alors commandés en 1984-1985, que trois ou quatre réacteurs. Mais il y a aussi des tenants de la poursuite du programme à son niveau actuel pour assurer la croissance, maintenir l'emploi (150 000 personnes travaillant pour le nucléaire) et exporter de l'électricité (les exportations pourraient atteindre 20 térawattheures (1) en 1990). Un débat qui ne sera pas tranché avant la fin de décembre.

1 térawattheure = mille milliards de wattheures ou 1 milliard de kWh.

● Gazéification du charbon : accord de coopération entre les Charbonnages de France, l'E.D.F. et Gaz de France. — Un accord de coopération portant sur la gazéification du charbon en surface et le traitement du gaz produit, vient d'être signé par les Charbonnages de France (C.D.F.), l'Electricité de France (E.D.F.) et Gaz de France (G.D.F.), ont annoncé, le 12 octobre, les Charbonnages, dans un communiqué.

Cette coopération porte notamment sur les travaux de recherche et de développement ayant trait à des unités-pilotes ou de démonstration dont le coût élevé et les longs délais de réalisation impliquent une organisation concertée, c'est-à-dire principalement pour la gazéification par mélange oxygène-vapeur d'eau, la liquéfaction et la gazéification par hydrogénation et la valorisation chimique et énergétique des gaz ainsi obtenus.

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a annoncé, le 12 octobre, que la production en Amérique du Nord, en mer du Nord et en U.R.S.S. Pour briser le cercle vicieux qui mettrait une reprise économique à la merci d'un troisième choc pétrolier, l'A.I.E. préconise donc une poursuite — à contre-conjoncture — de politiques énergétiques volontaristes fondées sur une amélioration des rendements énergétiques et une substitution accrue d'autres sources de pétrole. L'Agence recommande donc, notamment, un développement du charbon et une politique destinée à faciliter l'acceptation par les populations de l'énergie nucléaire.

● L'OPEP ne se résout pas à Vienne à la fin d'octobre. — Le secrétaire général de l'OPEP, M. Nan N'Guema, a affirmé le 11 octobre, à Vienne, pour des « raisons techniques », l'Organisation ne tiendrait pas de conférence extraordinaire le 28 octobre comme cela avait été annoncé par certains ministres (le Monde du 8 octobre).

● L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a

AFFAIRES

Le gâchis industriel

(Suite de la première page.)

Cela n'est guère contestable, mais prenons, s'il est besoin d'un jugement d'experts, le rapport Bloch-Lainé commandé dès son arrivée au pouvoir par François Mitterrand pour faire le bilan (et probablement dans son esprit le procès) du précédent septennat. Voici ce qu'on y lit :

« Dans le domaine industriel, la France a été d'autant plus sensible à la crise que c'est seulement à la fin de la décennie 1980 qu'elle a vu naître chez elle une industrie moderne et concurrentielle. »

C'est en effet au cours des quinze ou vingt dernières années que se sont construits les grands groupes industriels français, non pas au détriment des petites et moyennes industries mais en les entraînant dans leur sillage...

Entre 1968 et 1979, on a vu dans des branches diverses se constituer des groupes, capables de lutter à armes égales avec leurs concurrents étrangers, tels que Dassault-Breguet-Atenique, Thomson-Brandt-C.S.F., Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc-Progil, Compagnie générale d'électricité-Alsthom-Chantiers de l'Atlantique, C.I.I.-Honeywell-Bull, Creusot-Loire-Frametome, S.S.N.-Gervet-Denone, Peugeot-Citroën-Chrysler, sans parler du développement de nos entreprises pétrolières. Pour certaines de ces nécessaires restructurations, l'Etat intervenait : ce fut le cas notamment pour l'industrie automobile, pour les poids lourds, pour la grande informatique.

La préoccupation des gouvernements de l'époque, c'était d'aider, lorsque c'était nécessaire, ces entreprises à atteindre la dimension internationale et d'assurer ensuite, qu'elles fussent privées ou publiques, leur autonomie de gestion.

Cheque fois qu'un vote du Parlement a été nécessaire pour approuver de telles interventions de l'Etat, notamment financières, les socialistes et les communistes ont voté contre.

Cet effort difficile maintenu constamment pendant toute la

V^e République, rendu plus malaisé par la crise et pourtant accentué encore sous le dernier septennat, a produit des résultats exceptionnels qui ont servi l'économie française tout entière, l'emploi, le niveau de vie des familles.

Prenons quelques exemples :

● L'automobile : fin 1980, l'industrie automobile française assurait 10 % de la production mondiale et exportait plus de la moitié de ce qu'elle fabriquait. En douze ans, elle avait presque doublé sa production alors que la R.F.A. n'avait augmenté la sienne que d'un peu plus d'un tiers, que les Etats-Unis avaient à peine progressé, que la Grande-Bretagne s'était effondrée, seule la performance du Japon était meilleure que la nôtre.

● Les industries aéronautiques et spatiales occupaient le deuxième rang dans le monde derrière les Etats-Unis, la production avait été multipliée par plus de trois, l'exportation absorbait plus de 80 % de la production, l'excédent étant d'un milliard et demi en 1980.

● Les télécommunications : à partir de 1974, en sept ans, il a été posé en France à peu près deux fois plus de lignes téléphoniques qu'en 1974. En même temps, la qualité du service s'améliorait et les tarifs baissaient en francs constants. Nos exportations de matériel avaient triplé en six ans passant de 1 à 3 milliards : nous étions devenus le cinquième exportateur mondial et nous exportions des techniques françaises.

● Le programme électronucléaire civil français était devenu en 1980 le premier du monde. L'industrie avait été restructurée, les techniques étrangères francisées. Grâce à cet effort, une tranche nucléaire est maintenant mise en service à peu près tous les deux mois : c'est comme si, tous les deux mois, on découvrait et mettait en exploitation sur notre sol un gisement de 25 millions de tonnes de pétrole.

L'avenir est bien engagé : nous détenons une avance — peut-être une dizaine d'années sur notre concurrent — pour la technologie du futur, c'est-à-dire les surrogénateurs.

L'ensemble de notre secteur de la chimie exportait plus du tiers de

sa production : la pharmacie avait doublé son chiffre d'affaires depuis 1974.

● La croissance des industries électriques et électroniques était supérieure à 20 % par an depuis 1974, celle de la biotechnique de l'ordre de 15 % par an.

● Les industries du textile et de l'habillement avaient presque doublé leurs exportations entre 1975 et 1980 : nous étions devenus le troisième exportateur mondial.

Arrêtons-là cette énumération : on pourrait citer une longue liste d'entreprises françaises qui détiennent la première position mondiale ou européenne, soit pour le chiffre d'affaires global qu'elles réalisent dans un secteur donné, soit pour la fabrication de produits « forts ».

Les gouvernements précédents avaient aussi préparé l'avenir : entre 1974 et 1979, le taux de croissance de la recherche française a été de 2,5 % par an, celui de la R.F.A. de 1,7 %.

Quelques exemples illustrent d'ailleurs mieux que des chiffres le niveau de la recherche française : sur les quatre-vingt-un membres étrangers de l'Académie royale des sciences de Suède qui décerna le prix Nobel, dix sont français, ce qui nous place devant la R.F.A., l'U.R.S.S. et le Japon. L'Ecole française des mathématiques est l'une des premières du monde : elle détiend le quart des médailles Field — l'équivalent du prix Nobel en mathématiques.

Les grandes orientations qui avaient été arrêtées ouvraient les voies de l'avenir dans le domaine de la recherche : il suffirait de les reprendre une à une pour constater que la publicité menée à grand fracas par l'actuel ministre de l'Industrie et de la recherche s'applique à des décisions qui ont toutes été prises avant lui...

Tel est l'héritage. L'héritage, c'est en effet une industrie qui s'est progressivement construite depuis les années 60 dans des conditions rendues de plus en plus difficiles par la hausse des prix de l'énergie, l'apparition de nouveaux concurrents ou de technologies avancées.

Entre 1974 et 1980, la production de l'industrie française a augmenté de plus de 5 % par an, le volume de ses exportations de plus de

moitié. C'est grâce à cela que, si nous avons certes perdu des emplois industriels, la diminution a été chez nous moins forte que dans tous les autres pays européens, à l'exception de l'Italie.

Nous sommes devenus la troisième puissance industrielle du monde et, selon les moments, le troisième ou quatrième exportateur.

Cette progression spectaculaire n'a pas été le seul fait de grands groupes industriels puisque, en 1980, les petites et moyennes industries assuraient plus du tiers de notre production, le quart de nos exportations, et que le nombre des emplois y était en progression.

En dix ans, de 1970 à 1980, notre production industrielle a été supérieure de dix points à celle de l'Allemagne fédérale...

C'est pour tenter de cacher aux Français ces vérités incontestables que François Mitterrand et ses ministres se livrent à tout ce battage sur le prétendu délabrement de notre industrie et de notre recherche.

Tâche d'autant plus difficile que voici le jugement du rapport Bloch-Lainé :

« Sur la période de quinze ans, 1964-1979, l'industrie française a remporté une grande partie de son retard sur l'industrie allemande, s'est créé un excédent commercial durable vis-à-vis de la Grande-Bretagne, a relativement bien résisté aux nouvelles concurrences européennes (Italie par exemple). »

Dix-sept mois se sont écoulés... Ceux qui avaient participé à tous les échelons à cet effort sans précédent de construction d'une industrie nationale puissante, instrument de la pénétration française à l'étranger, porte de sécurité et de protection pour nos concitoyens, voient aujourd'hui la France s'engager sur le chemin le plus dangereux qui soit : celui de la désindustrialisation.

La dégradation est rapide. En 1980, les républicains des entreprises industrielles étaient dans l'ensemble bons. Certes, il y avait des secteurs en difficulté, la sidérurgie par exemple, comme d'ailleurs toutes les sidérurgies du monde.

Aujourd'hui, dix-sept mois après, les entreprises et les secteurs qui étaient mal vont plus mal encore, ceux qui se portaient bien vacillent. Les champions sont à terre. Les actions mal préparées, souvent contradictoires, du gouvernement ont désorganisé l'industrie française.

Pour les entreprises nouvellement nationalisées, le bouleversement est profond.

Certaines désignations emènent à s'interroger : le gouvernement recherche-t-il chez ceux qu'il nomme à la tête des entreprises la capacité de gestion et d'initiative ou bien la vertu d'obéissance ? Désormais, ce sont les bureaux qui commanderont, et on verra vite le triste résultat.

Sait-on que, depuis plus d'un an, aucune décision d'importance n'a été

prise dans les groupes nationalisés, que ce soit sur le programme d'investissement, sur le programme de recherche ou sur le choix des technologies nouvelles ? Imagine-t-on le retard que l'on prend envers des concurrents étrangers ?

Déjà, en 1982, les déficits atteignent des chiffres records pour les entreprises nationalisées. Bien sûr, la crise mondiale est toujours là, mais, au lieu d'en atténuer les effets, la politique du gouvernement français les aggrave !

La faiblesse de la monnaie renchérit le pétrole et les matières premières, dont le prix diminue pour les pays à monnaie forte : c'est une première distorsion de concurrence.

Des mesures sociales telles que les trente-neuf heures ou la cinquième semaine de congés payés qui auraient pu être préparées et organisées de façon à être supportables pour les entreprises ont été prises à la hâte, annoncées de façon désordonnée et parfois contradictoire : ainsi appliquées, elles augmentent les charges de notre industrie tout entière, réduisant sa compétitivité.

Les prélèvements fiscaux et sociaux, qui représentaient 42,9 % de la P.I.B. en 1981, s'élèveront à 44,5 % en 1983 : on cherche à le cacher, tant c'est insupportable.

Les ponctions sur le marché obligataire, les emprunts d'Etat, ceux des sociétés nationales, les crédits des banques nationalisées, servent désormais à boucher des trous qui se creusent à une vitesse vertigineuse. Les entreprises privées auront de plus en plus de mal à trouver les fonds dont elles ont besoin pour investir et se développer.

Le gouvernement ferme les yeux sur les conflits montés par la C.G.T. chez Peugeot et ses filiales, qui ont perdu cette année quatre-vingt mille voitures.

On commence à préparer l'opinion au ralentissement substantiel de notre programme nucléaire, qui permet pourtant de remplacer une énergie importée par une énergie française et qui contribue à nos exportations : on renverse la vapeur dans le mauvais sens.

Trois années de suite, en 1981, 1982, 1983, on prélève sur les crédits des télécommunications. C'est l'avenir qui est compromis, la baisse de la qualité et de la compétitivité à terme, les suppressions d'emplois industriels bientôt.

Le bâtiment est en chute libre : des lois inopportunes et inutiles ont arrêté les transactions locatives. Une politique rétrograde et coûteuse de retour aux assemblées H.L.M. fait tomber la construction des logements en accession à la propriété.

François Mitterrand a parlé de la filière bois dans son discours de Figeac. Sait-il la vérité ? Les responsables gouvernementaux ont trouvé sur leurs bureaux les rapports Jouvencel et Méo-Bétolaud, commandés par le précédent gouvernement et dont les

premières mesures étaient prêtes à sortir. On a nommé un parlementaire en mission qui a mis plus de huit mois à présenter un nouveau rapport... identique aux deux précédents, la seule innovation étant... la création d'un ministère de la forêt ! Et, depuis un an et demi, on n'a rien fait. Bel exemple de bureaucratie et d'inertie.

Voici comment, après un an et demi, l'industrie française, dont certains secteurs étaient, c'est vrai, dans une situation difficile, mais qui était au total remarquablement solide et dynamique, se sent, aujourd'hui, minée de toutes parts.

Là, plus qu'ailleurs, qui n'avance pas recule : elle est au niveau immobile depuis un an et demi, c'est dire à quel point le retard sera difficile à combler.

Au gâchis industriel, répond en écho la débâcle du commerce extérieur.

Après le second choc pétrolier, notre balance extérieure s'était déséquilibrée. Les mesures prises à l'époque avaient porté leurs fruits : entre la troisième trimestre 1980, où le déficit mensuel avait atteint son point le plus haut avec 5,5 milliards, on était progressivement et régulièrement descendu jusqu'à 3,4 milliards au deuxième trimestre 1981.

Dès l'arrivée des socialistes et des communistes au pouvoir, la courbe s'est renversée : On est progressivement monté à 9 milliards au mois d'août dernier !

Autre conséquence : le chômage, dont la réduction était l'objectif prioritaire affirmé du gouvernement, n'a pas cessé d'augmenter malgré les artifices utilisés pour en masquer la progression.

Bien sûr, François Mitterrand et son gouvernement ont des erreurs qu'ils ont commises à leur arrivée au pouvoir.

Bien sûr, ils cherchent les moyens de réparer les dégâts qu'ils ont causés. Hélas ! Ils ne les trouveront pas, car ce n'est pas une question de volonté, ce n'est pas une question de crédits, c'est une question de système.

Le système socialiste est mauvais ; il a ruiné l'industrie anglaise, qui, aujourd'hui, pratiquement rayée de la carte du monde.

Ce n'est pas d'une assistance de l'Etat dont les entreprises ont besoin pour se développer : c'est au contraire de plus de liberté, de moins de charges et de contraintes, d'un environnement qui leur permette de fonctionner normalement.

Ce n'est pas le chemin que prend le gouvernement, et tout le reste n'est que paroles.

MICHEL D'ORNANO.

CLASSEURS DE PLANS:
la mémoire qui s'ouvre
en son milieu

Le graphithèque s'ouvre strictement en son milieu. Il offre ainsi l'accès le plus facile et le plus rapide à l'important quel plan classé en mémoire. Il dispose, en plus de cet avantage, d'un système unique de repérage instantané et de séparation de plans qui font de lui une mémoire intelligente et sûre.

Ce classer de plans unique est au centre d'une gamme étendue de matériels et de systèmes répondant aux besoins les plus spécifiques.

GRAPHITHEQUE ROUGET
le classement de plans intelligent.

Documentation gratuite sur simple demande : E. ROUGET
3, rue des Blancs-Manteaux 75004 PARIS Tél. (1) 277.93.12

Regardez la vie d'un œil neuf.

la vie a changé, la vie change, découvrez-le ! Plus vivant, abondamment illustré, le nouveau **la vie** porte un regard chrétien sur le monde. Il analyse, réfléchit, prend position sur les grands événements, l'actualité, les sujets qui vous sont proches.

Pour ceux qui veulent vivre autrement, **la vie** reste un véritable lieu de débats et d'échanges. Plus que jamais, les chrétiens ont leur magazine d'information : **la vie**.

Pour le découvrir, recevez gratuitement 3 prochains numéros de **la vie** en écrivant à : **la vie** - BP 736 - 75822 Paris cedex 17.

la vie. Nouvelle formule.
L'hebdomadaire des chrétiens d'aujourd'hui.

Chaque mercredi 7 F chez votre marchand de journaux.

Sté Paris Renov
FABRICANT - INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres
(bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polychlorure de vinyle)
● Les fenêtres RENOV S 1 se posent en une journée
● Sont faites sur mesures ● S'adaptent à tous les styles
● Sont déductibles des impôts

10 ANS DE GARANTIE

Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82)
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm, comptez 2.950 F T.T.C. posée

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RENOV - 22, RUE FONTAINE
75008 PARIS - Tél. : 526.60.00
CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

